



RAPPORT ANNUEL

DE LA

BANQUE DE LA REPUBLIQUE

DU BURUNDI

EXERCICE 2013

CONSEIL GENERAL



CIZA Jean
Gouverneur



KANYANA A. Laurentine
Deuxième Vice Gouverneur



WAGARA Melchior
Premier Vice Gouverneur



RUGERINYANGE Eloi
Membre



NZOPFABARUSHE Melchiade
Membre



NGENDAKUMANA Jacques
Membre



NSHIMIRIMANA Florence
Membre



NIMBONA Léon
Membre

**LETTRE INTRODUCTIVE AU RAPPORT ANNUEL 2013
DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI**

ADRESSEE

A SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT

DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

PAR LE GOUVERNEUR

AU NOM DU CONSEIL GENERAL



Excellence Monsieur le Président de la République,

La cinquantième édition du Rapport annuel de la Banque de la République du Burundi, que j'ai l'honneur de Vous présenter, porte sur l'exercice 2013.

Le rapport développe, après une analyse succincte de l'environnement économique international, l'évolution économique et financière du Burundi ainsi que les activités et les comptes de la Banque.

En 2013, la croissance de l'économie mondiale s'est légèrement ralentie, s'établissant à 3,0 contre 3,2 p.c. l'exercice précédent. Cette décélération de la croissance est principalement liée aux efforts de rééquilibrage budgétaire dans les pays avancés et à la faiblesse de la demande dans les pays émergents.

Dans les pays avancés, le taux de croissance s'est établi à 1,3 contre 1,4 p.c. en 2012. La dynamique de la croissance qui avait été largement soutenue par la poursuite de politiques monétaires accommodantes a été affectée par le processus de désendettement.

Dans les pays émergents et en développement, l'activité économique s'est globalement ralentie en 2013. En effet, le taux de croissance s'est établi à 4,7 contre 5,0 p.c. en 2012, suite à la baisse des entrées de capitaux et à la tendance baissière de la croissance potentielle dans certaines grandes économies émergentes.

Dans la région d'Europe Centrale et Orientale, l'activité s'est redressée en 2013, affichant un taux de croissance de 2,8 contre 1,4 p.c. en 2012, sous l'effet de l'assouplissement de la politique monétaire, de l'accès plus aisé aux financements extérieurs et de la reprise économique des principaux partenaires commerciaux de la zone Euro.

Dans la région du « Moyen-Orient et Afrique du Nord », le taux de croissance moyen s'est décéléré (2,4 contre 4,2 p.c.) suite aux troubles politiques dans la région qui ont occasionné la baisse de la production du pétrole.

Dans les pays d'Afrique Sub-saharienne, le taux de croissance s'est stabilisé à 4,9 p.c. d'une année à l'autre. L'activité économique est restée soutenue par une forte demande intérieure et des investissements dans le secteur des ressources naturelles.

Le commerce mondial a maintenu son dynamisme, qui s'est traduit par la progression du volume des échanges mondiaux des biens et services (3,0 contre 2,8 p.c.).

L'inflation mondiale est restée faible en 2013, surtout dans les pays avancés, en raison du faible niveau de demande conjugué au repli des prix internationaux des produits de base. Ainsi, le taux d'inflation est revenu de 2,0 à 1,4 p.c. dans les pays développés et de 6,0 à 5,8 p.c. dans les pays émergent et en développement.

Les marchés financiers ont connu une évolution positive en 2013 en raison essentiellement de la poursuite des politiques monétaires expansionnistes par la plupart des Banques Centrales afin de soutenir la reprise de l'économie mondiale.

Au niveau des marchés des changes, l'euro s'est apprécié en 2013 d'environ 3,1 p.c. vis-à-vis du dollar américain, le taux de change ayant passé de 1,29 dollars américains en moyenne en 2012 à 1,33 dollars pour un euro en 2013, suite à la reprise de l'économie de la Zone Euro. Par contre, le Yen japonais a connu une nette dépréciation par rapport aux autres principales devises, surtout en raison de la politique monétaire très accommodante de la Banque Centrale menée en 2013. Le taux de change du yen a atteint en moyenne 97,5 contre 80,2 l'année précédente pour un dollar américain.

La dette publique mondiale s'est accrue en 2013, atteignant 100.000 milliards de dollars contre 70.000 milliards avant la crise financière de 2008, soit plus de quatre fois le PIB réuni de la Chine et des Etats-Unis. L'endettement public a fortement augmenté au cours de ces six dernières années suite à la crise financière. Toutefois, le niveau d'endettement diffère selon les pays. La dette des Etats-Unis a atteint 111 p.c. et celle du Japon 245 p.c. du PIB. Dans la zone euro, certains pays comme l'Espagne (84 p.c.) et l'Italie (132 p.c.) ont dépassé la limite de 60 p.c. du PIB, fixée dans les critères de Maastricht.

Les envois de fonds se sont accrus de 3,3 p.c. au niveau mondial et de 6,3 p.c. dans les pays émergents et en développement, atteignant, respectivement, 550 Mds et 414 Mds de dollars américains. Les flux de transfert de fonds vers l'Afrique subsaharienne se sont accrus de 3,5 p.c. en 2013, atteignant 32 Mds de dollars américains.

En Asie de l'Est et du Pacifique, les envois de fonds ont progressé de 4,8 p.c., s'élevant à 112 Mds de dollars américains. En Europe et en Asie Centrale, ils ont augmenté de 10 p.c., atteignant 43 Mds de dollars américains. Les régions de l'Amérique Latine et Caraïbes ainsi que l'Afrique du Nord ont enregistré un recul des flux de fonds des travailleurs en raison de la situation économique des Etats unis et du refoulement massif des migrants par certains pays d'Asie.

*

*

*

L'économie burundaise a enregistré une accélération de la croissance du PIB qui s'est établie à 4,7 contre 4,2 p.c. en 2012. Cette croissance est liée aux bonnes performances des secteurs primaire et tertiaire qui ont, respectivement, progressé de 6,6 et de 4,3 p.c. contre 5,4 et 3,0 p.c. une année plus tôt. Par contre, le taux de croissance du secteur secondaire a décéléré, revenant de 6,1 à 2,6 p.c. Cette décélération a été causée entre autres par la baisse de la production de la tourbe et des minerais ainsi que par le ralentissement de la croissance dans la branche de la construction.

La croissance du secteur primaire a été tirée essentiellement par la hausse de la production vivrière (10,0 contre 2,0 p.c.).

La croissance du secteur tertiaire a résulté des performances enregistrées dans les sous-secteurs de l'éducation (10,0 contre 3,0 p.c.), de la santé et action sociale (12,0 contre 11,0 p.c.) et des banques et assurances (5,5 contre 5,3 p.c.).

Le taux d'inflation s'est établi à 8,0 p.c. contre 18,2 p.c. grâce à la bonne production agricole et à la politique monétaire prudente mise en œuvre par la Banque Centrale.

Les finances publiques se sont soldées par un déficit moins profond que celui de l'année précédente (-112.086,2 contre -121.507,4 MBIF) en raison de l'augmentation des ressources (19,3 p.c.) plus prononcée que celle des dépenses (15,3 p.c.).

L'encours total de la dette publique (1.213.669,4 contre 1.147.280,9 MBIF) a augmenté de 66.388,5 MBIF, soit 5,8 p.c. Cette hausse a concerné aussi bien la dette intérieure (+58.362,3 MBIF) que la dette extérieure (+8.026,2 MBIF).

La hausse de la dette intérieure a résulté de l'endettement de l'Etat vis-à-vis des banques commerciales (+57.829,5 MBIF) et du secteur non financier (+12.158,8 MBIF) qui a été tempérée par le désendettement de l'Etat envers la Banque Centrale (-13.450,7 MBIF).

L'accroissement de la dette extérieure a résulté des tirages (13.860,4 MBIF) et des plus-values de réévaluation (2.120,0 MBIF) qui ont contrebalancé le remboursement du principal (7.954,3 MBIF).

Le ratio du service de la dette extérieure sur les recettes d'exportation des biens et services non facteurs est passé de 3,4 à 3,5 p.c.

Dans le domaine monétaire, la Banque a poursuivi la mise en œuvre d'une politique monétaire prudente visant à ramener l'inflation à un chiffre en vue d'atteindre son objectif ultime de stabilité des prix. La gestion de cette politique consiste à réguler la base monétaire à travers le suivi des critères quantitatifs d'avoirs intérieurs et extérieurs nets, en vue de contenir la croissance de la masse monétaire dans les limites compatibles avec la croissance du PIB.

Pour suivre les objectifs quantitatifs, la Banque utilise les instruments indirects de régulation de la liquidité à savoir les appels d'offres de liquidité, les réserves obligatoires et la facilité de prêt marginal.

La masse monétaire (M2) a accéléré le rythme de progression par rapport à celui de l'année précédente (11,9 contre 10,5 p.c.). Cet accroissement a résulté de la hausse de la quasi-monnaie (15,5 p.c.) et des disponibilités monétaires (10,5 p.c.).

Les emplois du système bancaire se sont accrus de 8,5 p.c. par rapport à l'exercice précédent, en liaison avec l'expansion du crédit intérieur (9,1 p.c.), les avoirs extérieurs nets ayant baissé de 13,7 p.c.

Ainsi, la création additionnelle de la monnaie a été d'origine interne. En effet, les avoirs intérieurs nets ont contribué dans la croissance de M2 à hauteur de 12,4 points de

pourcentage alors que les avoirs extérieurs nets ont exercé une influence restrictive à concurrence de 0,5 point de pourcentage.

La liquidité de l'économie a connu une croissance plus prononcée que celle de l'année précédente (15,8 contre 9,5 p.c.) tout en restant modérée par rapport à celle de la dépense intérieure brute (19,2 p.c.) et de la production intérieure brute (16,8 p.c.). En outre, le taux de liquidité de l'économie calculé sur la base du PIB s'est presque stabilisé (20,8 contre 20,9 p.c.) alors que le taux calculé sur base de la dépense intérieure brute a reculé, revenant de 17,1 à 16,6 p.c.

La balance des paiements a été caractérisée par une aggravation du déficit du compte courant (-392.841,3 contre -367.961,0 MBIF) et par un solde excédentaire plus important du compte de capital et d'opérations financières (389.337,5 contre 363.004,7 MBIF).

Le déséquilibre du compte courant a résulté de la dégradation du solde déficitaire des biens et services (-1.414.715,7 contre 1.330.895,6 MBIF), qui a contrebalancé la hausse des apports extérieurs nets au titre des revenus secondaires (672.544,0 contre 644.102,2 MBIF).

Au cours de l'année 2013, la Banque a continué d'appliquer une politique de change flexible. Cependant, face à une forte dépréciation observée au début de l'année, la Banque a pris des mesures pour limiter la volatilité du BIF.

Sur le marché de change, la Banque a continué à mettre à la disposition de l'économie des ressources en devises nécessaires suivant des prévisions mensuelles de la liquidité en devises.

*

*

*

Les perspectives de l'économie burundaise pour l'année 2014 demeurent encourageantes.

Le secteur primaire, qui bénéficie des allocations budgétaires de plus en plus importantes, pourra impulser une croissance économique soutenue.

Cependant, une attention particulière devrait être accordée à la culture du café qui est la source principale de devises mais dont la production a sensiblement et continuellement baissé pendant les dix dernières années, ainsi qu'à la diversification des produits exportables.

L'activité des secteurs secondaire et tertiaire dépendra de la réalisation des programmes visant le développement des infrastructures économiques, la résorption du déficit énergétique, la poursuite de l'amélioration du climat des affaires, la promotion des secteurs porteurs de croissance et des nouvelles technologies de l'information et de la communication ainsi que l'amélioration du commerce.

La Banque continuera de mener une politique monétaire prudente. Elle restera vigilante à l'évolution de l'inflation et renforcera les qualités de sa prévision. Elle continuera à utiliser les

instruments de régulation dont elle dispose et compte procéder à l'élargissement de la gamme de ses instruments pour la bonne conduite de la politique monétaire.

Dans le domaine de change, la Banque maintiendra une politique de taux de change flexible dans le but de limiter la volatilité du taux de change. De plus, elle entend poursuivre la bonne gestion des réserves de change et continuera à intervenir sur le marché des changes en alimentant l'économie en devises nécessaires.

Dans le domaine des finances publiques, les efforts devront être orientés dans la poursuite de l'amélioration de la collecte fiscale ainsi que dans la maîtrise des dépenses en accordant la priorité aux dépenses d'investissement.

Comme à l'accoutumée et avec une plus grande détermination, la Banque demeure prête à s'acquitter avec diligence des tâches qui relèvent des domaines de sa compétence, pour contribuer à la recherche et à la mise en œuvre de solutions adaptées pour la réussite des programmes de développement économique.

En Vous assurant de mon entier dévouement, je Vous prie d'agréer, Excellence Monsieur le Président de la République, l'hommage de mon profond respect.

Jean CIZA

GOUVERNEUR

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES UTILISES	viii
PREMIERE PARTIE : ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI	1
I.ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	2
I.1. VUE D'ENSEMBLE	2
I.2. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DANS LES PAYS AVANCES.....	2
I.3. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	3
I.4. ECHANGES MONDIAUX	4
I.5. INFLATION MONDIALE	4
I.7. MARCHES DES CHANGES	5
I.9. TRANSFERTS DE FONDS DES TRAVAILLEURS.....	6
II. EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI.....	7
II.1. PRODUCTION ET PRIX.....	7
II.1.1. PRODUCTION	7
II.1.2. EVOLUTION DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	19
II.2. FINANCES PUBLIQUES	21
II.2.1. RECETTES ET DONNS.....	22
II.2.2. DEPENSES.....	23
II.2.3. SOLDE GLOBAL ET FINANCEMENT NET.....	24
II.2.4. DETTE PUBLIQUE	24
II.3. SECTEUR MONETAIRE ET FINANCIER.....	31
II.3.1.RESSOURCES ET EMPLOIS DU SYSTEME BANCAIRE	31
II.3.2. LIQUIDITE BANCAIRE	35
II.3.3. LIQUIDITE DE L'ECONOMIE	36
II.3.4. RISQUES DU SYSTEME BANCAIRE	37
II.4. BALANCE DES PAIEMENTS.....	41
II.4.1.OPERATIONS COURANTES.....	42
II.4.2. OPERATIONS EN CAPITAL	47
DEUXIEME PARTIE: ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI.....	50
III. ACTIVITES LIEES AUX MISSIONS DE LA BANQUE.....	51
III.1. POLITIQUE MONETAIRE.	51
III.1.1. APPELS D'OFFRES DE LIQUIDITE	51
III.1.2. FACILITE DE PRET MARGINAL	52

III.1.3. RESERVES OBLIGATOIRES	53
III.1.4. TAUX D'INTERETS	53
III.2.1. POLITIQUE DE TAUX DE CHANGE	54
III.2.2. MARCHE DE CHANGES	57
III.3.1. GESTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE	57
III.3.2. GESTION DES SYSTEMES DE PAIEMENT	58
III.4. SUPERVISION DU SECTEUR BANCAIRE ET DE LA MICROFINANCE	59
III.4.1. SECTEUR BANCAIRE	59
III.4.2. SECTEURS DE LA MICROFINANCE ET BUREAUX DE CHANGE	61
III.5. RECHERCHE ET STATISTIQUES	63
III.6. PROJETS EN COURS DE REALISATION	65
III.7. ACTIVITES EN RAPPORT AVEC L'INTEGRATION REGIONALE	68
III.7.1. COOPERATION MONETAIRE ET FINANCIERE AU SEIN DE LA CAE	68
III.7.2. ACTIVITES AU SEIN DE L'ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES (ABCA)	70
III.7.3. INTEGRATION AU SEIN DU COMESA	71
III.8. AUTRES ACTIVITES	71
IV. GOUVERNANCE ET COMPTES DE LA BANQUE	72
IV.1. GOUVERNANCE	72
IV.1.1. ADMINISTRATION	72
IV.1.2. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	75
IV.2. SITUATION ACTIVE ET PASSIVE ET COMPTE DE RESULTAT	76
IV.2.1. SITUATION ACTIVE ET PASSIVE	78
IV.2.2. COMPTE DE RESULTAT	82
ANNEXES STATISTIQUES	85

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES UTILISES

AACB	: Autorité de l'Aviation Civile du Burundi
ABCA	: Association des Banques Centrales Africaines
ACH	: Automated Clearing House
AFD	: Agence Française de Développement
AFRITAC	: Africa Regional Technical Assistance Center
AMISOM	: African Union Mission to Somalia
ARCT	: Autorité de Régulation et de Contrôle des Télécommunications
ARFIC	: Autorité de Régulation de la filière Café du Burundi
ATS	: Automated Transfer System
BAD	: Banque Africaine de Développement
BADEA	: Banque Arabe de Développement Economique de l'Afrique
BBS	: Burundi Backbone System
BEI	: Budget Extraordinaire d'Investissement
BEI	: Banque Européenne d'Investissement
BIF	: Franc Burundi
BIRD	: Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
BRARUDI	: Brasserie et Limonaderie du Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CAE	: Communauté de l'Afrique de l'Est
CCP	: Comptes des Chèques Postaux
CEEAC	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique Centrale
CEI	: Communauté des Etats Indépendants
CIF	: Cost, Insurance and Freight
CMIPC	: Capital Markets, Insurance and Pension Committee
CNDAPA	: Centre National pour le Développement de l'Aquaculture et de la Pêche Artisanale
COGERCO	: Compagnie de Gérance du Coton
COMEBU	: Comptoir Minier des Exploitations du Burundi
COMESA	: Common Market for Eastern and Southern Africa
COTEBU	: Complexe Textile de Bujumbura
CSD	: Central Securities Depository
CSLP	: Cadre Stratégique pour la Lutte contre la Pauvreté
CTM	: Centre de Traitement Monétaire
Cts/lb	: Cents USD par Livre
DIB	: Dépense Intérieure Brute
DTS	: Droits de Tirage Spéciaux
EAMU	: East African Monetary Union
EASRA	: East African Securities Regulatory Authority
ECOSAT	: Encadrement des Constructions Sociales et Aménagement des Terrains
FAD	: Fonds Africain de Développement

FAO	: Food and Agriculture Organisation
FEC	: Facilité Elargie de Crédit
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB	: Free On Board
FOT	: Free On Track
FRAP	: Feuille de Révélation et d'Analyse des Problèmes
FRN	: Fonds Routier National
FRPC	: Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance
FW	: Fully Washed
GSM	: Global System for Mobile Communications
GWH	: Giga Watt par Heure
Ha	: Hectare
IADM	: Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale
IAS	: International Accounting Standard
IDA	: International Development Association
IDE	: investissements directs étrangers
IFRS	: International Financial Reporting Standards
IIA	: Institute of Internal Auditors
IPC	: Indice des Prix à la Consommation
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
Kg	: Kilogramme
M1	: Disponibilités monétaires
M2	: Masse monétaire
MAC	: Monetary Affairs Committee
MBIF	: Millions de francs Burundi
Mds	: Milliards
MESD	: Marché d'Enchères Symétriques de Devises
MFPDE	: Ministère des Finances et de la Planification du Développement Economique
MINAGRIE	: Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MUSD	: Millions d'USD
OBR	: Office Burundais des Recettes
OCIBU	: Office du Café du Burundi
ODR	: Office des Routes
OHP	: Office de l'Huile de Palme
OIC	: Organisation Internationale du Café
OMD	: Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONATEL	: Office National des Télécommunications
ONATOUR	: Office National de la Tourbe
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OPEP	: Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OTB	: Office du Thé du Burundi

P.C.	: Pourcent
PABV	: Projet d'Aménagement des Bassins Versants
PARSE	: Projet d'Appui à la Reconstruction du secteur de l'Élevage
PDSR	: Projet De Développement Du Secteur Routier
PIB	: Produit Intérieur Brut
PM	: Prix moyen
PNB	: Produit Net Bancaire
PNUD	: Programme des Nations Unies pour le Développement
PPTTE	: Pays Pauvres Très Endettés
PRASAB	: Projet de Réhabilitation Agricole et de Gestion Durable des Terres au Burundi
PSD	: Private Sector Development (Projet de Développement des Secteurs Financier et Privé)
PTRPC	: Programme Transitoire de Reconstruction Post-Conflic
PVC	: Polychlorure de vinyle
RC	: Route Communale
REPO	: Repurchase Operations
RN	: Route Nationale
RSA	: Régie des Services Aéronautiques
RTGS	: Real Time Gross Settlement
SFI	: Société Financière Internationale
SIP	: Société Immobilière Publique
SOGESTAL	: Société de Gestion des Stations de Lavage
SRDI	: Société Régionale de Développement de l'Imbo
SWIFT	: Society for Worldwide Interbank Financial Telecommunication
T	: Tonnes
TCEN	: Taux de Change Effectif Nominal
TIC	: Technologies de l'Information et de la Communication
UE	: Union Européenne
USD	: Dollar Américain
V	: Valeur
VSAT	: Voie Satellitaire

PREMIERE PARTIE :
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET EVOLUTION
ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

I.1. VUE D'ENSEMBLE

En 2013, la croissance de l'économie mondiale a fléchi, s'établissant à 3,0 contre 3,2 p.c. en 2012. Cette décélération de la croissance est principalement liée aux efforts de rééquilibrage budgétaire dans les pays avancés et à la faiblesse de la demande dans les pays émergents.

Tableau 1: croissance de la production mondiale

	2009	2010	2011	2012	2013
Monde	-0.7	5.3	3.9	3.2	3
Pays Avancés	-3.7	3.2	1.6	1.4	1.3
<i>Etats-Unis</i>	-3.5	3	1.7	2.8	1.9
<i>Zone Euro</i>	-4.3	1.9	1.5	-0.7	-0.5
<i>Japon</i>	-6.3	4.4	-0.7	1.4	1.5
<i>Autres</i>	-1.1	5.8	3.2	1.9	2.3
Pays émergents et en développement	2.8	7.5	6.2	5	4.7
<i>Afrique Subsaharienne</i>	2.8	5.3	5.2	4.9	4.9
<i>Europe Centrale et Orientale</i>	-3.6	4.5	5.3	1.4	2.8
<i>Communauté des Etats Indépendants</i>	-6.4	4.8	4.9	3.4	2.1
<i>Asie</i>	7.2	9.7	7.8	6.7	6.5
<i>Moyen-Orient et Afrique du Nord</i>	2.6	5.3	3.5	4.2	2.4
<i>Amérique latine et Caraïbe</i>	-1.7	6.2	4.5	3.1	2.7

Source: FMI, World Economic Outlook, Avril 2014

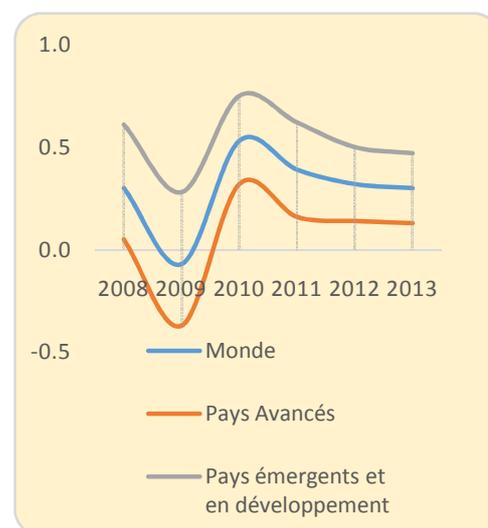
Dans les pays avancés, le taux de croissance s'est établi à 1,3 p.c. contre 1,4 p.c. en 2012. La croissance a été largement soutenue par la poursuite de politiques monétaires accommodantes. Toutefois, la dynamique de croissance qui avait été observée au courant de l'année a été entravée par le processus de désendettement.

Dans les pays émergents, l'activité économique a accusé un ralentissement (4,7 contre 5,0 p.c.) sous l'effet de l'affaiblissement de la demande des pays développés et de l'essoufflement de l'activité interne.

I.2. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DANS LES PAYS AVANCES

Les économies avancées ont globalement enregistré une croissance plus dynamique au deuxième semestre de 2013, en particulier aux États-Unis, au Japon ainsi que dans l'Union européenne qui est sortie de la récession au cours de cette période.

Graphique 1 : Evolution de la croissance du PIB mondial (en pourcentage)



Aux Etats-Unis, la croissance a été tirée notamment par la politique monétaire accommodante, le rebond des prix de l'immobilier résidentiel, l'augmentation de la demande intérieure privée ainsi que le regain de l'emploi. Toutefois, cette dynamique a été freinée par la politique budgétaire, notamment l'incertitude qu'elle a suscitée au début de l'année. Ainsi, la croissance du PIB a fléchi en 2013 par rapport à l'année précédente, revenant de 2,8 à 1,9 p.c.

Dans la zone euro, l'activité économique a renoué avec la croissance au cours du deuxième semestre après une longue récession de six trimestres. Toutefois, le taux de croissance moyen annuel est demeuré négatif (-0,5 contre -0,7 p.c.). Ce timide et fragile redressement amorcé en 2013 a varié dans les différents pays de la zone euro. Les taux de croissance positifs ont été observés dans les pays du Centre comme l'Allemagne, l'Autriche et le Luxembourg.

Au Japon, l'économie a progressé de 1,5 contre 1,4 p.c. en 2012. Cette reprise a été induite par les investissements publics et la consommation privée.

I.3. EVOLUTION DE L'ACTIVITE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

L'activité économique s'est globalement ralentie en 2013 dans les pays émergents et en développement. En effet, le taux de croissance s'est établi à 4,7 contre 5,0 p.c. en 2012 suite à la baisse des entrées de capitaux.

En Chine, la croissance de l'économie s'est stabilisée à 7,7 p.c. en 2013. En effet, cette économie s'est ralentie au premier semestre pour se redynamiser au cours du deuxième semestre sous l'effet du rebond des investissements. En Inde, la croissance s'est décélérée (4,4 contre 4,7 p.c.) suite au ralentissement de l'activité industrielle.

Dans les pays d'Europe Centrale et Orientale, l'activité s'est accrue en 2013, affichant un taux de croissance de 2,8 contre 1,4 p.c. en 2012, sous l'effet de l'assouplissement de leurs politiques monétaires, de l'accès plus aisé aux financements extérieurs et de la reprise économique de leurs principaux partenaires commerciaux de la zone euro.

Dans la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord, le taux de croissance moyen a fléchi, s'établissant à 2,4 contre 4,2 p.c. en 2012 suite aux troubles politiques que connaît la région et qui ont occasionné la baisse de la production du pétrole.

En Afrique Sub-saharienne, le taux de croissance s'est stabilisé à 4,9 p.c. d'une année à l'autre. L'activité économique est restée soutenue par une forte demande intérieure et par des investissements dans le secteur des ressources naturelles. En effet, les investissements directs étrangers (IDE) ont augmenté de 16 p.c. pour atteindre 43 Mds de dollars en 2013 et ont concerné surtout les pays qui ont de nouveaux gisements de pétrole et/ou de gaz, comme l'Angola, le Mozambique et la Tanzanie.

Dans les pays de la CAE, les taux de croissance, selon les statistiques du FMI, se sont accélérés à l'exception de celui du Rwanda (5,0 contre 8,0 p.c.) qui a connu une décélération liée à la baisse des dépenses publiques.

Au Kenya, la croissance du PIB (5,6 contre 4,6 p.c.) a bénéficié de la hausse des dépenses de consommation. La croissance de l'économie tanzanienne (7,0 contre 6,9 p.c.) a été tirée par la progression de la consommation et des investissements dans le secteur du gaz naturel. En Ouganda, la forte croissance du PIB (6,0 contre 2,8 p.c.) a résulté de l'accroissement de l'activité dans le bâtiment et travaux publics, les transports, les télécommunications, les services financiers et les investissements dans l'industrie pétrolière en pleine expansion. Au Burundi, la croissance (4,7 contre 4,2 p.c.) a été tirée par les secteurs primaire et tertiaire.

I.4. ECHANGES MONDIAUX

Le commerce mondial a maintenu son dynamisme, qui s'est traduit par la progression du volume des échanges mondiaux des biens et services (3,0 contre 2,8 p.c.).

I.5. INFLATION MONDIALE

L'inflation mondiale est restée faible, surtout dans les pays avancés, en raison du faible niveau de la demande conjugué au repli des prix internationaux des produits de base. Ainsi, le taux d'inflation est revenu de 2,0 à 1,4 p.c. dans les pays développés et de 6,0 à 5,8 p.c., dans les pays émergents et en développement.

I.6. MARCHES FINANCIERS

Les marchés financiers internationaux ont connu une évolution positive en 2013.

Cette tendance est attribuable essentiellement à la poursuite des politiques monétaires expansionnistes par la plupart des Banques Centrales afin de soutenir la reprise de l'économie mondiale.

Malgré cette tendance globale positive, l'évolution des marchés financiers des pays émergents a subi de fortes pressions suite à l'annonce d'une éventuelle inflexion de l'injection de liquidités aux Etats-Unis. Aussi, le mouvement des capitaux s'est-il inversé, occasionnant une fuite des capitaux.

I.7. MARCHES DES CHANGES

Au niveau des marchés des changes, l'euro s'est apprécié d'environ 3,1 p.c. vis-à-vis du dollar américain, passant de 1,29 à 1,33 dollars en moyenne annuelle. Cette évolution est due à la sortie de l'économie de la zone euro d'une phase de récession.

Le Yen japonais a, par contre, connu une nette dépréciation par rapport aux autres principales devises, en raison surtout de la politique monétaire très accommodante de la Banque Centrale menée en 2013. Par rapport au dollar américain, il a atteint en moyenne 97,5 contre 80,2 d'une année à l'autre.

I.8. ENDETTEMENT PUBLIC

La dette publique mondiale s'est accrue en 2013, atteignant 100.000 contre 70.000 Mds de dollar américain avant la crise de 2008, soit plus de quatre fois le PIB réuni de la Chine et des Etats-Unis. L'endettement public a fortement augmenté au cours de ces six dernières années suite à la crise financière. Toutefois, les taux d'endettement diffèrent selon les pays.

La dette des Etats-Unis a atteint 111 p.c. et celle du Japon 245 p.c. du PIB. Dans la zone euro, certains pays comme l'Espagne (84 p.c.) et l'Italie (132 p.c.) ont dépassé la limite de 60 p.c. du PIB fixée dans les critères de Maastricht.

I.9. TRANSFERTS DE FONDS DES TRAVAILLEURS

Les envois de fonds se sont accrus de 3,3 p.c. au niveau mondial et de 6,3 p.c. dans les pays émergents et en développement, atteignant respectivement 550 Mds et 414 Mds de dollars.

L'Inde et la Chine bénéficient de près d'un tiers du montant total des envois de fonds vers les pays en développement. Les flux de transfert de fonds vers l'Afrique Sub-saharienne se sont accrus de 3,5 p.c. en 2013, atteignant 32 Mds de dollar américain. En Asie de l'Est et du Pacifique, les envois de Fonds ont progressé de 4,8 p.c., s'élevant à 112 Mds. En Europe et Asie centrale, ils ont augmenté de 10 p.c. atteignant 43 Mds.

Les régions de l'Amérique latine et Caraïbes ainsi que l'Afrique du Nord ont enregistré un recul des flux de fonds des travailleurs en raison de la situation économique des Etats Unis et du refoulement massif des migrants par certains pays d'Asie.

II. EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

II.1. PRODUCTION ET PRIX

II.1.1. PRODUCTION

Après s'être stabilisée à 4,2 p.c. en 2011 et 2012, la croissance du PIB s'est accélérée en 2013 pour atteindre 4,7 p.c. Cette croissance est liée aux bonnes performances des secteurs primaire et tertiaire qui ont respectivement progressé de 6,6 p.c. et de 4,3 contre 5,4 et 3,0 p.c. en 2012. Le taux de croissance du secteur secondaire a, par contre, enregistré une décélération, revenant de 6,1 à 2,6 p.c.

Tableau 2 : Produit Intérieur Brut

	2009	2010	2011	2012	2013
A. Milliards de francs Burundi (à prix courants)					
1. SECTEUR PRIMAIRE	797.4	961.2	1107.1	1414.7	1609.7
2. SECTEUR SECONDAIRE	370.8	384.8	487.5	585.0	655.5
3. SECTEUR TERTIAIRE	829.3	924.2	1100.9	1286.1	1487.9
4. PIB AU COUT DES FACTEURS (1 + 2 + 3)	1997.5	2270.1	2695.5	3285.9	3753.1
5. IMPOTS INDIRECTS MOINS SUBVENTIONS	186.7	230.9	293.1	335.9	377.5
6. PIB AUX PRIX DU MARCHÉ (4 + 5)	2184.2	2501.0	2988.6	3621.7	4130.5
B. Variations en p.c. (à prix constants)					
1. SECTEUR PRIMAIRE	-1.2	1.6	1.0	5.4	6.6
2. SECTEUR SECONDAIRE	9.0	1.4	9.6	6.1	2.6
3. SECTEUR TERTIAIRE	5.4	5.8	4.1	3.0	4.3
4. P.I.B. AU COUT DES FACTEURS	3.6	3.4	3.4	4.4	4.7
5. IMPOTS INDIRECTS MOINS SUBVENTIONS	5.7	23.5	10.5	2.5	4.8
6. PIB AUX PRIX DU MARCHÉ	3.8	5.1	4.2	4.2	4.7

Source: MFPDE, cadrage macroéconomique Avril 2014

La croissance du secteur primaire a été tirée essentiellement par la hausse de la production vivrière (10,0 contre 2,0 p.c.). Le taux de croissance du secteur secondaire a décéléré, revenant de 6,1 à 2,6 p.c. Cette décélération a été causée entre autres par la baisse de la production de la tourbe et des minerais ainsi que le ralentissement de la croissance dans la branche de la construction. La croissance du secteur des services a résulté des performances enregistrées dans les sous-secteurs de l'éducation (10,0 contre 3,0 p.c.), de la santé et action sociale (12,0 contre 11,0 p.c.), ainsi que des banques et assurances (5,5 contre 5,3 p.c.).

II.1.1.1. Contributions sectorielles

La part du secteur primaire dans le PIB s'est stabilisée à 43,1 p.c. pendant que celle du secteur secondaire (18,5 contre 17,8 p.c.) a progressé au détriment du secteur tertiaire (38,5 contre 39,1 p.c.).

II.1.1.1.1. Secteur primaire

Le secteur primaire englobe essentiellement l'agriculture vivrière et l'agriculture d'exportation.

II.1.1.1.1.1. Agriculture vivrière

L'agriculture vivrière, qui comprend l'agriculture vivrière proprement dite, la pêche, l'élevage et la sylviculture, a enregistré un taux de croissance de 6,6 contre 5,4 p.c. l'exercice précédent. Cette performance a résulté de la hausse de la production vivrière proprement dite (10,0 contre 2,0 p.c.).

La production vivrière proprement dite s'est établie à 6.071.054 contre 3.718.403 tonnes l'année précédente, soit une progression de 63,2 p.c. Toutes les cultures ont enregistré des rendements en hausse, à l'exception des céréales.

Cependant, en dépit de ces bonnes performances, la production vivrière ne couvre pas, dans l'ensemble, les besoins de la population toujours en augmentation.

La production de l'huile de palme s'est élevée à 15.778 contre 9.923 T, soit une forte hausse de 59 p.c. en rapport avec l'entrée en production des jeunes plantations.

Graphique 2: Structure du PIB au coût des facteurs (en p.c. du PIB aux prix courants)

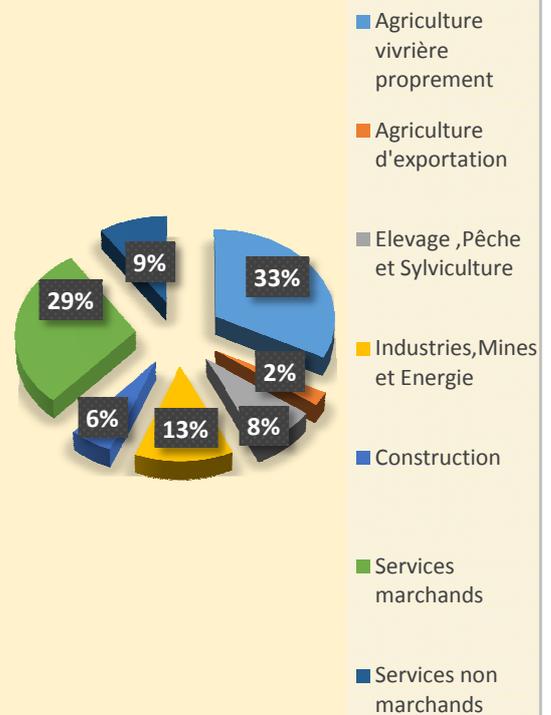


Tableau 3 : Evolution des principales productions vivrières (en T)

Année	2009	2010	2011	2012	2013
Bananes	184 583	1 912 661	1 848 727	1 184 075	258 038
Tubercules	1 611 410	1 663 203	1 560 229	2 051 323	297 031
Céréales	300 810	312 334	327 316	247 804	2 583 945
Légumineuses	239 970	233 083	232 081	248 695	1 590 084
Total	2 336 773	4 121 281	3 968 353	3 731 897	4 729 099

Source :Evaluation des récoltes du MINAGRIE- FAO (2008-2011), Enquête Nationale Agricole 2012

La production de cannes à sucre s'est accrue de 8,7 p.c., passant de 220.326 à 239.519 T en rapport avec la bonne pluviosité, l'application d'engrais et le bon entretien des plantations. En tenant compte de la canne non récoltée, le rendement moyen à l'hectare s'est amélioré de 3,3 p.c., passant de 121 à 125 T.

En matière de pêche, le Département de la pêche du MINAGRIE a poursuivi l'encadrement des pêcheurs pour améliorer la qualité des produits de pêche. Le volume de poissons capturés en 2013 dans le lac Tanganyika est de 13.232 contre 13.700 T l'année précédente, soit une légère baisse de 3,4 p.c.

Au niveau de l'aquaculture, le Centre National pour le Développement de l'Aquaculture et de la Pêche Artisanale (CNDAPA) a produit et distribué des alevins aux pisciculteurs. Il a également mené des activités d'encadrement des associations des pisciculteurs dans plusieurs régions du pays.

Dans le domaine de l'élevage, les activités de repeuplement et d'encadrement se sont poursuivies avec l'appui des partenaires intervenant dans ce secteur. Ainsi, 15.675 bovins, 6.511 caprins et 3.558 porcins ont été distribués dans les différentes provinces du pays.

Dans le secteur des forêts, des travaux d'extension et d'entretien ont été effectués. En effet, plus de 6 millions de plants forestiers ont été produits et repiqués. En outre, le Département des forêts a continué à entretenir le patrimoine forestier et à réguler la coupe des arbres.

II.1.1.1.1.2. Agriculture d'exportation

L'agriculture d'exportation a enregistré une baisse de la valeur ajoutée (-36,7 contre 44,9 p.c.) en rapport principalement avec la chute de la production de café Arabica.

A. Café

La production de café de la campagne 2013/2014 a chuté par rapport à celle de la campagne précédente.

Les apports de café Arabica en parche se sont établis à 14.153 contre 30.778 T à la même période de la campagne précédente, soit une forte baisse de 16.625 T (- 54,0 p.c.) en rapport avec la cyclicité des rendements des caféiers.

Tableau 4: Production de café parche et vert par campagne (en T)

Campagne			ARABICA			ROBUSTA	
			Café parche	Café vert	Rendement	Café vert	Total vert
2009-2010	9 056	6 814	75.2	-		6 814	
2010/2011	31 444	24 130	76.7	-		24 130	
2011/2012	19 240	14 228	73.9	-		14 228	
2012/2013	30 778	23 775	77.2	71		23 846	
2013/2014	14 153	10 769	76.1	-		10 769	

Source : ARFIC (EX-OCIBU)

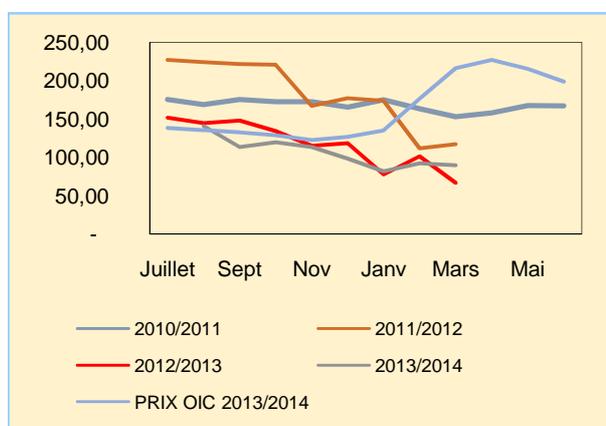
Au niveau de la qualité, la part du café parche Fully washed produite représente 51,4 p.c. du total des parches contre 53,5 p.c. la campagne précédente.

Graphique 3 : Evolution de la production du café vert (en T)



Source : BRB, à partir des données de l'ARFIC

Graphique 4 : Evolution des prix de vente du café Arabica par campagne (Prix moyens mensuels en cts/lb)



La diminution de la part du Fully washed est liée aux attaques des maladies phytosanitaires qui réduisent la quantité de meilleures cerises acceptables dans les usines de dépulpage et à l'accroissement de la concurrence des commerçants qui achètent au comptant le washed.

Le volume de café vert produit après usinage est estimé à 10.769 contre 23.846 T la campagne précédente.

La valeur de la production de café vert de la campagne 2013/2014 est estimée à 40.151,5 au prix moyen de 3.037 BIF/kg (ou 151,05cts/lb) contre 61.861 MBIF pour un prix moyen de 3.689 (ou 109,32 cts/lb) la campagne précédente.

Ainsi, la baisse des recettes est liée, à la fois, à la mauvaise production de la campagne et à l'évolution défavorable des cours du café sur le marché international.

B. Coton

La production de coton-graines s'est améliorée de 39,6 p.c. en 2013, passant de 1.603 à 2.238 T sous l'effet de l'augmentation des emblavures, de la bonne pluviosité et de diverses mesures incitatives notamment l'augmentation du prix au producteur (500 contre 400BIF/kg).

Tableau 5: Production de coton et superficies productives par région (en T et en Ha)

REGION		2009		2010		2011		2012		2013	
		T	Ha	T	Ha	T	Ha	T	Ha	T	Ha
IMBO NORD	RUGOMBO	454.6	749.4	396	652.8	803.3	1128	-	-	1049.33	1351.67
	CIBITOKÉ	491.1	567	213	475	-	-	-	-	-	-
	BUGANDA	241.9	335	252	269.2	231.6	229	-	-	317.999	320.98
IMBO NORD		1188	1651	861	1397	1035	1357	837.195	1159	1367.33	1672.65
IMBO SUD	GIHANGA	868.6	1596	522	813.7	227.9	231	-	-	334.55	403.06
	GATUMBA	384.1	583.4	250	502.4	157.6	287	-	-	137.965	218.96
	KABEZI Cabiza	-	-	-	-	399.2	462	-	-	333.705	470
IMBO SUD		1253	2179	772	1316	784.6	980	679.948	1039	806.22	1092.02
MOSO	MAKAMBA	2.001	27.33	2.178	11.65	-	-	-	-	-	-
	BUKEMBA	28.55	131.7	16.48	52.88	36.13	52	-	-	-	-
	GIHARO	26.35	90.3	11.07	19.29	-	-	-	-	-	-
	GISURU	5.734	25	5.39	12.26	-	-	-	-	-	-
MOSO		62.63	274.4	35.12	96.08	36.13	52	73.96	114	-	-
NYANZA-LAC		10.1	60	3.4	11.1	3.95	10	12.285	10	64.71	130.62
TOTAL		2513	4165	1672	2820	1860	2399	1603.388	2322	2238.26	2895.29
Rendement (kg/ha)		603.3		592.7		775.2		691		773	

Source : COGERCO

Le volume de coton-fibre produit a atteint 946 contre 693 T, soit une progression de 36,5 p.c. Le rendement à l'égrenage s'est établi à 42,3 contre 42,7 p.c. l'exercice précédent.

C. Thé

La production annuelle de thé en feuilles vertes par l'OTB s'est établie à 41.724 contre 42.148 T l'exercice précédent, soit une légère baisse de 1,0 p.c. Ce recul de la production a été observé surtout dans les complexes théicoles d'Ijenda (-11,3 p.c.) et de Teza (-4,2 p.c.), les complexes de Rwegura (+4,1 p.c.), de Buhoro (+12,1 p.c.) et de Tora (+1,1p.c.) ayant accru leurs productions.

De même, la quantité de thé sec produit après usinage a reculé de 0,7 p.c., revenant de 9.140 à 9.074 T d'une fin d'année à l'autre. Le rendement moyen à l'usinage s'est stabilisé à 21,7 p.c.



Tableau 6 : Production de thé

Les ventes totales de 2013 se sont élevées à 9.208 contre 9.172 T l'année précédente pour une valeur de 33.869, 2 contre 39.174, 5 MBIF. Cette baisse des recettes a résulté de la chute des cours sur

	2009	2010	2011	2012	2013
Production de feuilles vertes (tonnes)	31 832	37 877	40 886	42 148	41 724
Superficie plantée (ha)	9 003	9 051	9 051	9 272	9 272
Superficie en production (ha)	7 605	7 605	7 605	7 605	7 605
Rendement à l'Ha (kg)	4 186	4 980	5 376	5 542	5 486
Production de thé sec (tonnes)	6 731	8 025	8 817	9 140	9 074
Rendement à l'usinage (en p.c.)	21.1	21.2	21.6	21.7	21.7

Source : OTB

le marché international, le prix moyen par kg étant revenu de 4.271 à 3.679 BIF.

Tableau 7 : Vente de thé sec

Marché		2009	2010	2011	2012	2013
Enchères de Mombasa	Tonnes	4 491	5 768	6 551	7 219	7 159
	Valeur (MUSD)	10.95	14.24	18.15	21.67	17.28
	PM (USD/kg)	2.44	2.47	2.77	3	2.41
Ventes Directes	Tonnes	1 801	1 551	1 404	1 552	1 565
	Valeur (MUSD)	4.45	4.02	4.09	4.67	3.52
	PM (USD/kg)	2.47	2.61	2.92	3.01	2.25
S/Total Export	Tonnes	6 293	7 319	7 954	8 771	8 724
	Valeur (MUSD)	15.4	18.27	22.24	26.34	20.8
	PM (USD/kg)	2.45	2.5	2.8	3	2.38
Ventes locales	Tonnes	387	373	410	401	467
	Valeur (MBIF)	1 008	1 114	1 181	1 283	1 473
	PM (BIF/kg)	2 600	2 989	2 879	3 197	3 150
Total Général	Tonnes	6 680	7 692	8 365	9 172	9 208
	Valeur (MBIF)	19 953.4	23 176.3	29 084.8	39 174.5	33 869.2
	PM (BIF/kg)	2 986.9	3 065.0	3 477.0	4 271.0	3 679.0

Source : O.T.B

II.1.1.1.2. Secteur secondaire

La croissance de la valeur ajoutée du secteur secondaire a ralenti, revenant de 6,1 à 2,6 p.c. L'indice moyen pondéré de la production industrielle a augmenté de 4,6 p.c., passant de 125,6 à 131,4 d'une année à l'autre.

Tableau 8 : Indice pondéré de la production industrielle

Industrie	INDUSTRIES ALIMENTAIRES			INDUSTRIES CHIMIQUES			AUTRES			INDICE PONDÉRE
	dont			dont			dont			
Période	Boissons	Sucre	S/Total	Peinture	Savons	S/Total	Tubes PVC	Plaques en fibrociment	S/Total	
2009	60.0	14.1	88.5	1.5	2.9	6.9	0.5	0.0	0.6	96.0
2010	71.8	19.9	103.5	1.8	2.6	7.0	0.6	0.0	0.7	110.6
2011	75.5	20.4	110.2	2.0	4.2	9.1	0.7	0.0	0.8	120.1
2012	74.1	22.8	115.1	2.3	4.6	10.2	0.3	0.0	0.3	125.6
2013	77.2	25.4	121.5	2.4	6.6	11.1	0.4	0.0	0.4	131.4

Source: BRB

L'augmentation de l'indice de la production industrielle est essentiellement liée à l'accroissement de la production des industries alimentaires (5,6 p.c.), chimiques (8,8 p.c.) et industries de matériaux de construction (42,5 p.c.)

La production des industries alimentaires a augmenté en rapport principalement avec l'accroissement de la production des boissons de la BRARUDI (4,2 p.c.) et de sucre (11,4 p.c.).

L'activité des industries chimiques s'est accrue en liaison essentiellement avec la progression de la production des peintures (4,3 p.c.) et des savons (43,5 p.c.).

Quant aux industries de matériaux de construction, l'accroissement observé est en liaison avec l'augmentation de la production des tubes en PVC (42,5 p.c.).

La production annuelle d'électricité a augmenté par rapport à l'année précédente s'élevant à 263,9 contre 246,0 GWH l'année précédente, soit un taux de croissance de 7,3 contre 0,2 p.c., en liaison avec la réhabilitation de la centrale hydroélectrique de Buhiga ainsi que l'exploitation de deux centrales thermiques avec des capacités respectives de 5 et 10 MW.

La production de la tourbe par l'Office National de la Tourbe s'est poursuivie par l'exploitation des tourbières sur les sites de Buyongwe, Gisozi, Gitanga et Matana. La production a baissé de 5,3 p.c. d'un exercice à l'autre, revenant de 20.335 à 19.256 T suite à l'arrivée précoce de la pluie avant la fin du mois d'août.

Dans le domaine de la géologie et des mines, les travaux ont principalement porté sur la recherche géologique et minière sur les chantiers de Mahwa en commune Ryansoro de la province Gitega, de Rusaka en province Mwaro, de Kabuye en commune et province Kayanza, ainsi que celui de Muyinga-Karuzi.

D'autres travaux ont concerné l'encadrement technique et la formalisation des exploitations artisanales des substances minérales et des matériaux de construction.

Au cours de l'année sous-revue, la production des minerais a fortement baissé s'établissant à 46 T de coltan et 70 T de wolframite contre respectivement 259 T et 565 T l'année 2012, alors que la production de l'or s'est stabilisée à 2 T.

Malgré la décélération du rythme de croissance (3,0 contre 5,2 p.c.), la branche de la construction a bénéficié de plusieurs réalisations qui ont porté notamment sur les



Unité de transformation moderne



Exploitation artisanale de minerais

travaux de pavage et de réhabilitation des infrastructures d'évacuation des eaux dans certains quartiers. Aussi, plusieurs études d'aménagement de rivières, de viabilisation des parcelles et d'assainissement des eaux pluviales ont été effectuées.

Dans le domaine des infrastructures routières, les travaux d'étude d'agrandissement, de renforcement et de bitumage des routes, de réhabilitation et d'entretien du réseau routier, de construction de nouvelles routes revêtues et d'intervention d'urgence ont été exécutés par l'Office des Routes (ODR). Ces activités ont été réalisées grâce aux ressources du Fonds Routier National (FRN), du PDSR et des bailleurs extérieurs comme la Banque Mondiale, la BAD, le FAD, la BADEA et l'UE.

II.1.1.1.3. Secteur tertiaire

Le taux de croissance de la valeur ajoutée du secteur tertiaire s'est accéléré (4,3 contre 3,0 p.c.) en liaison essentiellement avec la progression de l'activité dans les branches de banques et assurances (5,5 contre 5,3 p.c.), éducation (10,0 contre 3,0 p.c.), santé et action sociale (12,0 contre 11,0 p.c.) et activités à caractère collectif ou personnel (3,0 contre 2,0 p.c.). Le transport lacustre a chuté de 47,4 p.c., le tonnage de marchandises au port de Bujumbura étant revenu de 182.145 à 95.754 T. Cette diminution est principalement liée au mauvais fonctionnement du chemin de fer Dar-Es-Salaam – Kigoma et à la baisse des importations en provenance de la Zambie, ce pays ayant régulé ses exportations de maïs et de ciment. Ainsi, les importations par le lac sont revenues de 124.644 à 40.654 T d'un exercice à l'autre, soit une baisse de 67,4 p.c.

Dans le domaine du transport aérien, l'activité a reculé au niveau de la plupart des mouvements aéroportuaires. Les mouvements d'avions sont revenus de 7.263 à 6.830 d'une année à l'autre. Cette régression a résulté essentiellement de la baisse de la fréquence de Kenya Airways qui a réduit le nombre de ses vols quotidiens, revenant de 4 à 2 ou 3 vols par jour.

De même, le nombre total des passagers s'est légèrement replié de 1,3 p.c., revenant de 261.010 passagers en 2012 à 257.603 en 2013.

Enfin, le fret a enregistré une réduction de 30,1 p.c., revenant de 3.551 à 2.483 tonnes d'une année à l'autre.

Tableau 9: Trafic à l'Aéroport International de Bujumbura

		2009	2010	2011	2012	2013
ARRIVEES	Passagers	103 410	116 451	136 551	159 217	148 395
	Bagages(en T)	736	589	436	136	36
	Fret (en T)	2 416	3 114	2 440	3 186	2 148
	Poste (en T)	51	45	46	43	37
DEPARTS	Passagers	79 350	78 943	91 434	101 793	109 208
	Bagages (en T)	495	372	290	26	5
	Fret (en T)	275	331	310	365	335
	Poste (en T)	33	35	26	38	47
Aéronefs		5 655	6 427	6 189	7 263	6 830
ARRIVEES et DEPARTS (Variations en p.c.)						
	Passagers		6.91	16.68	14.49	-1.31
	Bagages (en T)		-21.93	-24.45	-77.69	-74.69
	Fret (en T)		28.02	-20.17	29.13	-30.08
	Poste (en T)		-4.76	-10.00	12.50	3.70
	Aéronefs		13.65	-3.70	17.35	-5.96
Source: AACB (Ex-RSA)						

Dans le secteur des télécommunications, l'ARCT a effectué le contrôle du trafic international entrant en collaboration avec son partenaire technique « SG2 », le chiffre d'affaires a été de 9,3 Mds de BIF.

L'ARCT a aussi octroyé trois licences d'exploitation d'internet (KARIBUNET, NETGLOBAL et LAMIWIRELESS) et une licence GSM à la société VIETTEL. En outre, l'ARCT a suivi les travaux de préparation de la migration de l'analogique au numérique ainsi que l'avancement des travaux en rapport avec la fibre optique marine.

Dans le domaine de l'industrie des assurances, le chiffre d'affaires a progressé de 14,6 p.c., passant de 28.440,2 à 32.597,4 MBIF d'une année à l'autre.

Au niveau des autres services privés, les recettes touristiques ont sensiblement augmenté de 70,7 p.c., passant de 1.906,7 à 3.254 MBIF d'une année à l'autre.

Dans le secteur des services non marchands, le taux de croissance de la valeur ajoutée de la branche « administration publique » s'est légèrement replié (2,3 contre 2,5 p.c.). Les dépenses en salaire et en achat de biens et services sont passées de 385.925,2 MBIF à 416.573,6, soit une croissance de 7,9 contre 4,0 p.c. en 2012.

II.1.1.2. Demande

En termes réels, les emplois de l'économie ont enregistré une décélération de la croissance (4,2 contre 4,6 p.c.) qui a porté sur la demande intérieure (2,4 contre 4,8 p.c.).

Tableau 10: Ressources et Emplois (*)

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
A. Milliards de BIF (à prix courants)						
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	1911.1	2184.2	2501	2988.6	3621.7	4230.3
2. Importations (biens et services non facteurs)	704.6	639.3	746.7	965.1	1171	1404.7
3. Ressources = Emplois	2615.7	2823.5	3247.8	3953.7	4792.8	5635
4. Dépenses intérieures	2434.3	2677.9	3025.4	3656.6	4436.7	5288.4
- Consommation	2144.1	2318.7	2517.3	2849.3	3435.2	3859.3
- Investissements Bruts	290.2	359.2	508.1	807.3	1001.5	1429.1
5. Exportations (biens et services non facteurs)	181.4	145.6	222.4	297.2	356.1	346.6
B. Variations en p.c. (à prix constants)						
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)		3.8	5.1	4.2	4.2	4.8
2. Importations (biens et services non facteurs)		-14.4	20.7	17	5.3	2.8
3. Ressources = Emplois		-1.4	9	7.7	4.6	4.2
4. Dépenses intérieures		0.2	8.2	6.9	4.8	2.4
- Consommation		3.1	1.6	2.9	1.1	4
- Investissements Bruts		-12.6	43.1	21.9	16.4	-1.8
5. Exportations (biens et services non facteurs)		-26.4	26	21.9	1.4	31.5
(*) : Données provisoire pour 2010 et estimées à partir de l'année 2011.						
Source : MFPDE.						

II.1.1.2.1. Demande intérieure

La décélération de la croissance des emplois intérieurs est en liaison avec la décroissance des investissements bruts (-1,8 contre 16,4 p.c.) tandis que le rythme de croissance de la consommation finale (4,0 contre 1,1 p.c.) s'est accéléré.

La décroissance des investissements est essentiellement liée à la forte baisse de la variation des stocks (-199,1 contre 47,0 p.c.) au moment où la croissance des investissements publics s'est décélérée (1,1 contre 14,7 p.c.) tandis que celle des investissements privés s'est plutôt stabilisée à 16,0 p.c.

Les dépenses de consommation se sont accrues plus rapidement que celles d'une année auparavant (4,0 contre 1,1 p.c.) en liaison avec le redressement de la consommation publique (2,2 contre -7,8 p.c.) et l'accélération de la consommation privée (4,5 contre 4,2 p.c.).

Tableau 11 : Ecart entre les Ressources et les Emplois Intérieurs(*) en p.c. du PIB

	2009	2010	2011	2012	2013
1. Emplois intérieurs	122.6	121.0	122.3	122.5	125.0
2. Ressources intérieures = Produit intérieur brut	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
3. Ecart : (2-1) = (4-5)	22.6	21.0	22.3	22.5	25.0
4. Importations de biens et services	29.3	29.9	32.3	32.3	33.2
5. Exportations de biens et services	6.7	8.9	9.9	9.8	8.2
(*) : Données provisoires à partir de 2011.					
Source : MFPDE.					

II.1.1.2.2 Ecart entre la production et la demande intérieure

L'écart exprimé en pourcentage du PIB s'est accentuée, passant de 22,5 à 25,0 p.c., la part des exportations de biens et services ayant reculé de 9,8 à 8,2 p.c., tandis que celle des importations de biens et services a augmenté, s'établissant à 33,2 contre à 32,3 p.c.

II.1.1.2.3. Revenu, dépenses et besoin de financement

Le produit intérieur brut (4.130,3 Mds de BIF) a dépassé la consommation intérieure (3.859,3 Mds de BIF). Par conséquent, l'épargne intérieure s'est améliorée, se fixant à 271,2 contre 186,6 Mds de BIF en 2012.

Tableau 12: Revenus, Dépenses et Besoin de Financement(*) en Mds de BIF

	2009	2010	2011	2012	2013
1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	2 184.2	2 501.0	2 988.6	3 621.7	4 130.5
2. Consommation privée et publique	2 318.7	2 517.3	2 849.3	3 435.2	3 859.3
3. Epargne intérieure brute (1-2)	-134.5	-16.3	139.4	186.6	271.2
4. Solde des revenus primaires et secondaires	295.4	153.9	310.3	634.7	675.3
5. Epargne nationale brute (3+4)	160.9	137.6	449.7	821.3	946.5
6. Investissements bruts	359.2	508.1	807.3	1 001.5	1 429.1
7. Besoin net de financement (5-6) ou capacité de financement	-198.3	-370.4	-357.6	-180.3	-482.6
(*) : Données provisoires à partir de 2011.					
Source : MFPDE.					

L'épargne nationale brute s'est accrue (946,5 contre 821,3 Mds de BIF), le solde des revenus primaires et secondaires (675,3 contre 634,7 Mds de BIF) ayant été plus important par rapport à l'année précédente. Eu égard à l'augmentation des investissements bruts (1.429,1 contre 1.001,5 Mds de BIF), le besoin net de financement s'est accru, passant de 180,3 à 482,6 Mds de BIF

Graphique 6 : Evolution des emplois du PIB (En Mds de BIF aux prix courants)



II.1.2. EVOLUTION DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Graphique 7 : Evolution annuelle du taux d'inflation (en p.c.)

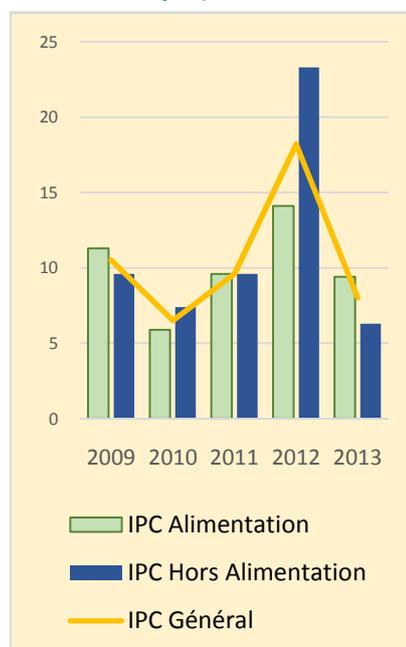


Tableau 13 : Evolution du taux d'inflation (en p.c.)

	IPC Alimentation	IPC Hors Alimentation	IPC Général
2009	11.3	9.6	10.5
2010	5.9	7.4	6.5
2011	9.6	9.6	9.6
2012	14.1	23.3	18.2
2013	9.4	6.3	8.0
Trim.1_12	18.7	27.7	22.7
Trim.2_12	17.6	37.2	21.6
Trim.3_12	12.2	20.4	15.8
Trim.4_12	8.6	18.9	13.1
Trim.1_13	9.1	6.6	7.9
Trim.2_13	7.9	4.8	6.5
Trim.3_13	11.0	7.0	9.2
Trim.4_13	9.4	6.8	8.2

Source: Calcul basé sur l'indice produit par l'ISTEEBU

En moyenne trimestrielle, les deux premiers trimestres ont enregistré des taux d'inflation à un seul chiffre (7,9 et 6,5 p.c.) en rapport avec l'augmentation modérée, à la fois, des prix des produits alimentaires (9,1 et 7,9 p.c.) et non alimentaires (6,6 et 4,8 p.c.). Le troisième a connu des tensions inflationnistes dans les deux groupes (11,0 et 7,0 p.c.).

Le dernier trimestre a, quant à lui, été caractérisé par un taux d'inflation modéré (8,2 p.c.) qui a concerné tous les deux groupes (9,4 p.c. pour l'alimentation et 6,8 p.c. pour le hors alimentation).

En moyenne annuelle, la diminution de l'inflation alimentaire est induite par l'évolution mitigée des prix des denrées de première nécessité comme le riz (-2,4 contre 31,2 p.c.), la farine de manioc (9,0 contre 16,1 p.c.), les patates douces (-8,4 contre 14,6 p.c.), le sel de cuisine (8,8 contre 10,6 p.c.), les pommes de terre (1,6 contre 37,3 p.c.), les oignons (-8,6 contre 69,8 p.c.), les tomates (-5,0 contre 4,4 p.c.), lenga-lenga (4,2 contre 34,8 p.c.) et presque tous les fruits.

De même, l'inflation du groupe « hors alimentation » s'est établie à 6,3 contre 23,3 p.c. en liaison avec la décélération de la croissance de la quasi-totalité des indices partiels qui le composent, notamment ceux des secteurs « logement, chauffage et éclairage » (6,4 contre 31,7 p.c.) et « habillement » (0 contre 24,5 p.c.), « services médicaux et médicaments » (2,9 contre 3,8 p.c.) et « autres biens et services » (6,0 contre 23,3 p.c.).

*

*

*

En 2013, l'économie burundaise a connu une amélioration de la croissance économique (4,7 contre 4,2 p.c.) tirée par les bonnes performances des secteurs primaire et tertiaire qui ont respectivement progressé de 6,6 et de 4,1 p.c. contre 5,4 et 3,0 p.c. une année plus tôt.

La croissance du secteur primaire a été tirée essentiellement par la hausse de la production vivrière (10,0 contre 2,0 p.c. tandis que le tertiaire a bénéficié des performances des sous-secteurs de l'éducation (10,0 contre 3,0 p.c.), de la santé et action sociale (12,0 contre 11,0 p.c.) et des banques et assurances (5,5 contre 5,3 p.c.). Le taux de croissance du secteur secondaire s'est, par contre, décéléré (6,1 contre 2,6 p.c.).

Les perspectives de 2014 montrent que la croissance du PIB pourrait s'améliorer sous l'effet de la hausse de la production agricole d'exportation et de l'accroissement des investissements dans les infrastructures. La croissance du PIB prévue en 2014 s'établirait 4,8 p.c. entraînée principalement par l'amélioration des secteurs secondaire et tertiaire.

II.2. FINANCES PUBLIQUES

L'exercice 2013 s'est clôturé par une amélioration de la situation des finances publiques avec un déficit (2,7 p.c. du PIB) moins profond que celui de l'année précédente (3,4 p.c. du PIB). Ces performances résultent notamment des efforts du Gouvernement pour améliorer la collecte des recettes fiscales dont le taux de réalisation a atteint 101,6 p.c.

De même, le niveau des aides au titre d'appuis budgétaires et dons projets a enregistré une légère augmentation par rapport à l'année précédente, le taux de réalisation ayant été de 38,6 contre 29,6 p.c. Parallèlement, l'endettement public a connu une progression moins prononcée que celle de l'année précédente (5,8 contre 20,9 p.c.).

Tableau 14 : Opérations Financières consolidées de l'Etat (en MBIF)

	2010	2011	2012	Prévisions 2012	Tx de réal	2013	Prévisions 2013	Tx de réal
A. RECETTES ET DONNS	631 243.2	678 889.4	705 729.5	1 123 007.2	62.8	841 657.8	1 314 041.4	64.1
1. RECETTES	393 170.1	474 526.7	550 780.0	560 371.7	98.3	566 995.8	565 606.2	100.2
Recettes fiscales	363 087.3	440 974.7	491 878.8	522 676.4	94.1	524 539.6	516 446.2	101.6
dont compensation COMESA	0.0	14 673.8	-	27 400.0	0.0	1 605.3	3 947.1	40.7
Recettes non fiscales	30 082.8	32 184.0	34 879.7	37 695.3	92.5	37 762.5	49 159.9	76.8
Recettes exceptionnelles	0.0	1 368.0	24 021.5	39 400.0	61.0	4 693.7	36 515.2	12.9
dont AMISOM	-	-	14 000.0	-	-	2 451.6	29 500.2	8.3
2. DONNS	238 073.1	204 362.7	154 949.5	523 235.6	29.6	274 662.0	711 920.0	38.6
Dons courants	172 708.0	121 144.4	74 684.9	111 300.0	67.1	118 849.5	140 672.8	84.5
Dons en capital	65 365.1	83 218.3	80 264.6	411 935.6	19.5	155 812.5	571 247.2	27.3
B. DEPENSES	673 537.5	768 962.4	827 237.0	1 052 602.8	78.6	953 744.0	1 368 916.2	69.7
a. Dépenses courantes	491 942.1	554 057.0	591 980.2	617 452.3	95.9	689 728.1	671 830.1	102.7
Dépenses sur biens et services	325 349.2	370 948.0	385 925.2	384 744.9	100.3	413 726.9	410 830.5	100.7
Salaires	220 809.3	273 008.4	282 162.4	288 653.5	97.8	295 659.5	303 403.5	97.4
Achats de biens et autres services	104 539.9	97 939.6	103 762.8	96 091.4	108.0	118 067.4	107 427.1	109.9
Subventions et autres transferts	133 762.1	139 973.9	163 199.3	163 099.8	100.1	225 486.3	199 170.5	113.2
dont exonérations	-	20 000.0	-	18 000.0	0.0	-	18 000.0	0.0
Paiements d'intérêts	21 983.2	32 459.0	30 408.8	43 207.6	70.4	29 737.8	34 674.6	85.8
Dépenses sur les fonds spéciaux	10 847.6	10 676.1	12 446.9	8 400.0	148.2	20 777.1	9 154.4	227.0
SOLDE COURANT HORS DONNS	-98 772.0	-79 530.3	-41 200.2	-57 080.6	72.2	-122 732.3	-106 224.0	115.5
SOLDE COURANT DONNS COMPRIS	139 301.1	124 832.4	113 749.3	505 554.9	22.5	151 929.7	642 211.2	23.7
b. Dépenses en capital	181 595.4	214 905.4	235 256.8	453 150.5	51.9	264 016.0	715 086.1	36.9
SOLDE GLOBAL HORS DONNS	-280 367.4	-294 435.7	-276 457.0	-492 231.1	56.2	-386 748.2	-803 310.0	48.1
(base droits constatés)								
SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS	-42 294.3	-90 073.0	-121 507.4	70 404.4	-172.6	-112 086.2	-54 874.8	204.3
(base droits constatés)								
C. FINANCEMENT	42 294.4	90 073.0	121 507.4	98 813.9	123.0	62 441.4	54 874.8	113.8
1. FINANCEMENT EXTERIEUR	89 758.8	54 036.2	100 484.8	79 013.9	127.2	5 906.1	30 649.2	19.3
Tirages	42 752.6	27 010.6	64 156.8	44 893.0	142.9	13 860.4	41 791.1	33.2
Moins amort. de la dette extérieure	-62 281.9	-4 559.4	-7 524.4	-45 926.5	16.4	-7 954.3	-11 141.9	71.4
Variation des arriérés	-	-	-	-	-	-	-	-
Allègement de la dette	109 288.1	31 584.9	43 852.4	80 047.4	54.8	0.0	0.0	-
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	39 651.7	72 722.4	34 058.0	19 800.0	-496.7	57 240.1	24 225.7	236.3
a. Secteur bancaire	33 485.0	54 352.5	13 029.5	-2 200.0	-592.3	45 915.1	18 160.1	252.8
B.R.B.	-7 761.3	82 745.9	51 339.5	-5 200.0	-987.3	2 762.6	0.0	-
Banques commerciales	37 845.4	-26 160.2	-36 506.1	3 000.0	-1 216.9	40 494.0	18 160.1	223.0
CCP	3 400.9	-2 233.2	-1 803.9	-	-	2 658.5	-	-
b. Secteur non bancaire	6 166.7	18 369.9	21 028.5	22 000.0	95.6	11 325.0	6 065.6	186.7
Etablissements financiers	-	-	-	-	-	-833.8	-20 417.2	-
Secteur non financier	6 166.7	18 369.9	21 028.5	22 000.0	95.6	12 158.8	26 482.8	45.9
3. ERREURS ET OMISSIONS	-87 116.1	-36 685.6	-13 035.4	-	-	-704.8	0.0	-
Pour mémoire								
Recettes fiscales (y compris exonérations)		483 182.7		432 618.0			432 618.0	
PIB	2 501 047.0	2 988 614.8			3 621 739.5			4 130 511.4

Source : MFPDE

II.2.1. RECETTES ET DONNS

Les recettes et dons de l'année 2013 ont enregistré une forte progression par rapport à celles de l'année précédente (19,3 contre 4,0 p.c.), passant de 705.729,5 à 841.657,8 MBIF d'une année à l'autre.

Toutefois, leur taux de réalisation par rapport aux prévisions budgétaires (1.314.041,4 MBIF) n'a atteint que 64,1 p.c. suite au faible décaissement des dons (38,6 p.c. des prévisions).

II.2.1.1. Recettes

Les recettes (566.995,8 contre 550.780,0 MBIF) ont augmenté de 2,9 contre 16,1 p.c. en 2012. Les recettes fiscales représentent 92,5 p.c. des recettes totales, tandis que les recettes non fiscales et exceptionnelles représentent 6,7 et 0,8 p.c. respectivement.

II.2.1.1.1. Recettes fiscales

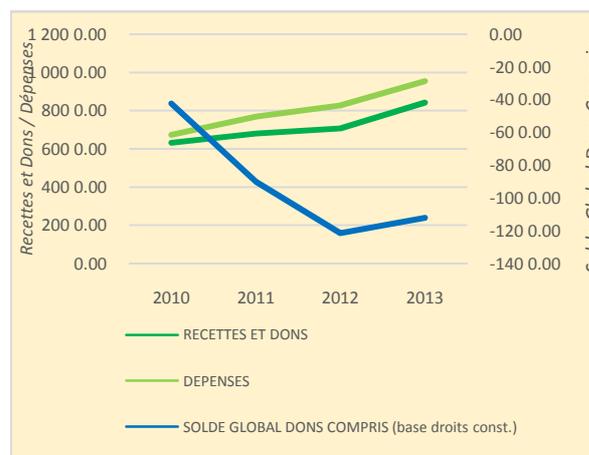
Par rapport à l'année précédente, les recettes fiscales ont progressé de 32.660,8 MBIF, atteignant ainsi 524.539,6 contre 491.878,8 MBIF une année plus tôt. Cette évolution est liée principalement aux performances dans la collecte des impôts sur le commerce intérieur (326.964,0 contre 283.288,0 MBIF).

Les recettes liées à l'impôt sur le commerce extérieur (50.934,1 contre 49.821,9 MBIF) ont enregistré une légère augmentation de 2,2 p.c. contre une forte baisse de 27,3 p.c. l'année précédente.

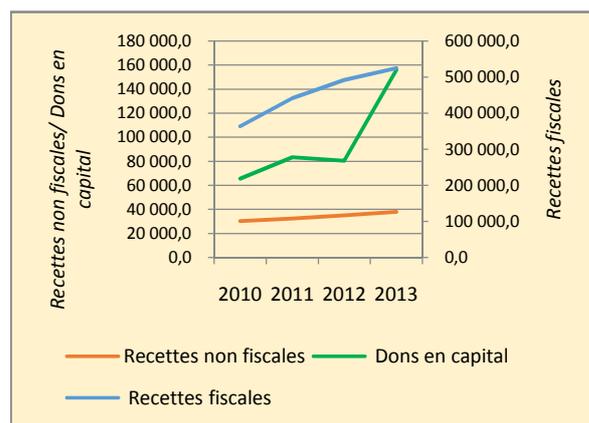
En revanche, les impôts sur le revenu ont baissé de 9.894,1 MBIF (-6,3 p.c.), se fixant à 146.015,0 contre 155.909,1 MBIF en 2012. Cette diminution est liée à la baisse des impôts sur les personnes physiques suite à la mise en application de la nouvelle loi relative à l'impôt sur le revenu¹.

¹ Loi n° 1/02 du 24 Janvier 2013 relative aux impôts sur les revenus

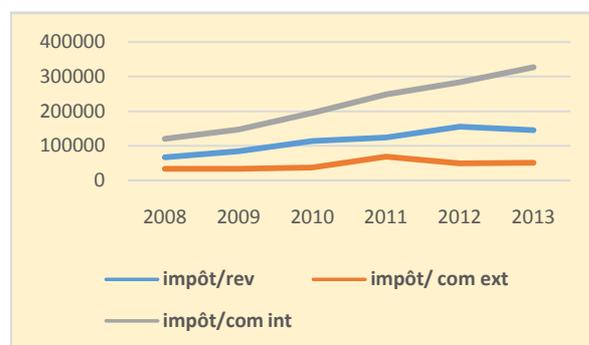
Graphique 8: Evolution des recettes, dépenses et déficit budgétaire (en MBIF)



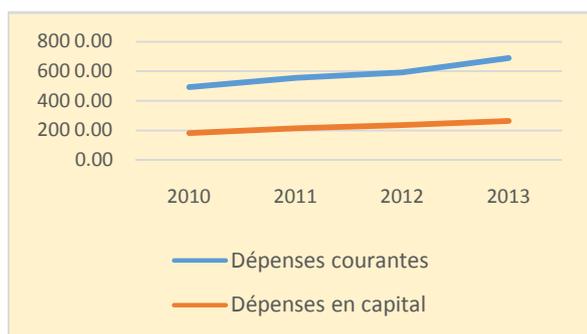
Graphique 9 : Evolution des rubriques des recettes et dons (en MBIF)



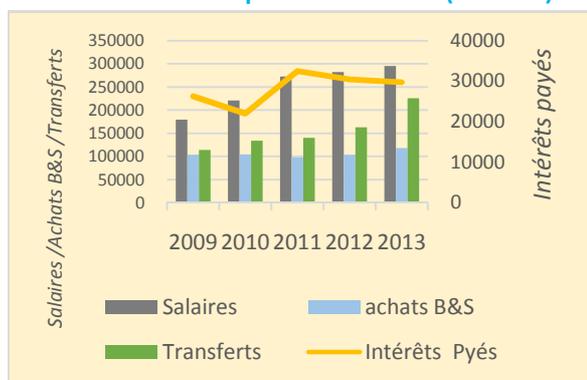
Graphique 10 : Principales recettes fiscales (en MBIF)



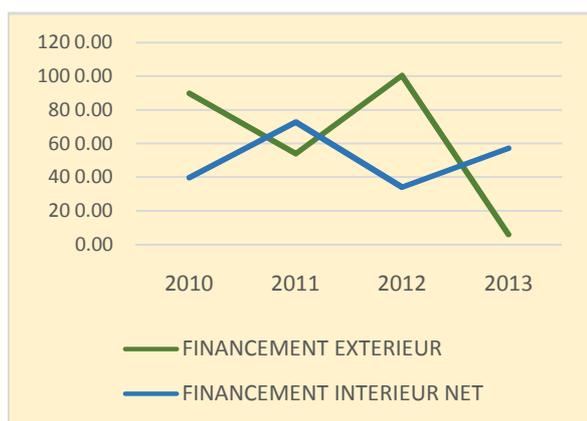
Graphique 11: Evolution des principales rubriques des dépenses (en MBIF)



Graphique 12 : Evolution des principales rubriques des dépenses courantes (en MBIF)



Graphique 13 : Evolution des principales rubriques des financements (en MBIF)



II.2.1.1.2. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont augmenté de 2.882,8 MBIF, passant de 34.879,7 à 37.762,5 MBIF sous l'effet, à la fois, de l'accroissement des dividendes (1.437,4 MBIF) et des « autres recettes » (1.445,4 MBIF).

II.2.1.1.3. Recettes exceptionnelles

Par rapport à l'année précédente, les recettes exceptionnelles, qui regroupent les recettes en provenance de l'AMISOM et de la liquidation ou de la privatisation des entreprises publiques, ont enregistré une forte baisse (-19.327,8 MBIF), revenant de 24.021,5 à 4.693,7 MBIF d'une année à l'autre. Cette chute a concerné aussi bien les produits de l'AMISOM (-11.548,4 MBIF) que les autres recettes (-7.779,4 MBIF).

II.2.1.2. Dons

Après avoir enregistré une baisse au cours des deux dernières années (-14,2 et -24,2 p.c.), les dons ont progressé de 119.712,5 MBIF (77,3 p.c.) en 2013, passant de 154.949,5 à 274.662,0 MBIF.

Cet accroissement a concerné aussi bien les appuis budgétaires (+44.164,6 MBIF) que les dons en capital (+75.547,9 MBIF).

II.2.2. DEPENSES

D'une année à l'autre, les dépenses totales sont passées de 827.237,0 à 953.744,0 MBIF, soit une croissance de 15,3 contre 7,6 p.c. en 2012.

Au niveau de la répartition des dépenses courantes, les salaires représentent 42,9 p.c., les subventions et autres transferts 32,7 p.c., les achats de biens et services 17,1 p.c. et les paiements d'intérêt 4,3 p.c.

Les dépenses en capital ont été financées sur les ressources aussi bien internes qu'externes. Les ressources intérieures se sont fixées à 94.343,0 MBIF tandis que les ressources extérieures se sont établies à 169.673,0 MBIF dont 155.812,5 MBIF constitués des dons en capital et 13.860,4 MBIF des tirages sur emprunts extérieurs.

Budgétisés pour un montant de 1.386.916,2 MBIF, les dépenses totales en 2013 ont été réalisées à hauteur de 68,8 p.c. suite au faible niveau de décaissement des dons. Ces réalisations ont représenté 22,5 p.c. du PIB contre 22,8 p.c. en 2012.

II.2.3. SOLDE GLOBAL ET FINANCEMENT NET

Le déficit global de 2013 (-112.086,3 MBIF) a été financé principalement sur les ressources intérieures (57.240,1 MBIF) et extérieures dans une moindre mesure (5.906,1 MBIF).

II.2.3.1. Financement intérieur net

Le financement intérieur net (57.240,1 contre 34.058,1 MBIF) a augmenté suite à la progression de l'encours des bons et obligations du Trésor détenus par les banques commerciales (+59.995,6 MBIF) et le secteur non-financier (+12.158,8 MBIF). En revanche, les engagements de l'Etat envers la Banque Centrale ont diminué de 13.450,7 MBIF.

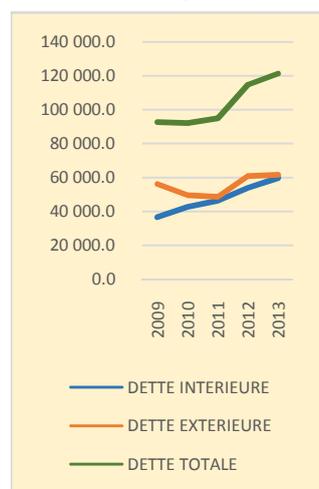
II.2.3.2. Financement extérieur net

Le financement extérieur net (5.906,1 contre 100.484,8 MBIF) a fortement diminué suite à la baisse des tirages sur prêts directs (13.860,4 contre 63.843,9 MBIF).

II.2.4. DETTE PUBLIQUE

La dette publique globale a affiché une tendance à la hausse. Cette progression a concerné aussi bien la dette intérieure qu'extérieure, mais avec un rythme plus accéléré pour cette première catégorie.

Graphique 14 : Evolution de la dette publique en MBIF



II.2.4. 1. Evolution générale

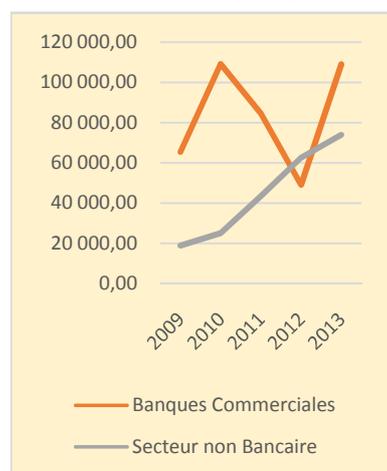
Passant de 1.147.280,9 à 1.213.669,4 MBIF la dette publique a augmenté de 5,8 p.c. Cette hausse a concerné beaucoup plus la dette intérieure (10,8p.c.) que la dette extérieure (1,3 p.c.).

Tableau 15 : Structure de la dette publique à fin d'année (en MBIF)

	2009	2010	2011	2012	2013
DETTE INTERIEURE	366 046.1	427 102.6	464 027.7	539 599.5	597 961.8
1. Certificats, bons et obligations du Trésor	119 017.6	131 998.3	127 965.8	111 604.9	182 925.5
2. Engagements envers la B.R.B.	215 622.3	253 190.1	322 018.9	410 025.0	396 574.3
3. Autres	10 497.9	13 898.8	14 043.0	17 969.6	18 462.0
DETTE EXTERIEURE	561 392.0	494 683.4	485 081.1	607 681.4	615 707.6
1. Dette directe	449 575.2	463 268.2	481 050.5	604 997.5	613 116.3
2. Dette indirecte	111 816.8	31 415.2	4 030.6	2 683.9	2 591.3
TOTAL	927 438.1	921 786.0	949 108.8	1 147 280.9	1 213 669.4
<i>En pourcentage de l'encours total</i>					
DETTE INTERIEURE	39.5	46.3	51.4	49.8	49.3
1. Certificats, bons et obligations du Trésor	12.8	14.3	12.8	9.2	15.1
2. Engagements envers la B.R.B.	23.2	27.5	32.2	33.8	32.7
3. Autres	3.4	4.5	6.4	6.8	1.5
DETTE EXTERIEURE	60.5	53.7	48.6	50.2	50.7
1. Dette directe	48.5	50.3	48.2	49.9	50.5
2. Dette indirecte	12.1	3.4	0.4	0.2	0.2
TOTAL	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
<i>En pourcentage du PIB</i>					
DETTE INTERIEURE	16.8	17.1	18.0	17.3	14.5
DETTE EXTERIEURE	25.7	19.8	17.0	17.4	14.9
TOTAL	42.5	36.9	35.0	34.7	29.4
PIB	2184177.0	2501047.0	2988614.8	3621739.5	4130511.4

Source : BRB etMFPDE

Graphique 15 : Evolution de l'encours des titre du trésor en MBIF



II.2.4. 2. Dette intérieure

La dette publique intérieure a augmenté de 58.362,3 MBIF, soit 10,8 p.c., passant de 539.599,5 à 597.961,8 MBIF d'une fin d'année à l'autre. Cette hausse a résulté de l'endettement de l'Etat vis-à-vis des banques commerciales (+57.829,5 MBIF) et du secteur non financier (+12.158,8 MBIF) qui a contrebalancé le désendettement de l'Etat envers la Banque Centrale (-13.450,7 MBIF).

Au niveau des titres du Trésor, l'encours a augmenté de 71.320,6 MBIF, passant de 111.604,9 MBIF à 182.925,5 MBIF d'une fin d'année à l'autre. Cette hausse a concerné à la fois les bons (+49.661,9 MBIF) et les obligations (+21.658,7 MBIF).

Tableau 16 : Encours des titres du trésor en MBIF

	2009	2010	2011	2012	2013
BRB	32 841.2	-	-	-	-
Bons	-	-	-	-	-
Obligations	32 841.2	-	-	-	-
Banques Commerciales	65 361.0	109 104.5	84 484.4	49 024.3	109 019.9
Bons	58 200.0	92 120.1	67 500.0	40 889.1	77 019.9
Obligations	7 161.0	16 984.4	16 984.4	8 135.2	32 000.0
Secteur non Bancaire	18 944.8	25 151.4	43 481.4	62 580.6	73 905.6
Bons	10 800.0	17 130.0	35 460.0	55 310.0	68 841.1
Obligations	8 144.8	8 021.4	8 021.4	7 270.6	5 064.5
Total	117 147.0	134 255.9	127 965.8	111 604.9	182 925.5
Bons	69 000.0	109 250.1	102 960.0	96 199.1	145 861.0
Obligations	48 147.0	25 005.8	25 005.8	15 405.8	37 064.5

Source: BRB

L'encours des titres du Trésor détenus par les banques commerciales et le secteur non financier a augmenté de 59.995,6 MBIF et de 11.325,0 MBIF respectivement.

II.2.4. 3. Dette extérieure

Le stock de la dette extérieure a augmenté de 8.026,3 MBIF, soit 1,3 p.c. s'établissant à 615.707,6 contre 607.681,4 MBIF d'une fin d'année à l'autre. Cet accroissement a résulté des tirages (13.860,4 MBIF) et des plus-values de réévaluation (2.120,0 MBIF) plus importants que le remboursement du principal (7.954,3MBIF).

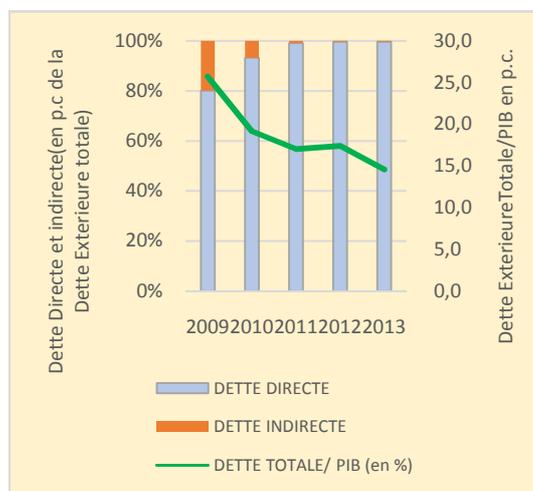
Tableau 17 : Dette extérieure (en MBIF)

	2009	2010	2011	2012	2013
I. DETTE DIRECTE					
a. Encours début période	1 370 354.70	449 575.20	463 268.20	481 050.50	604 997.80
b. Tirages	30 688.40	42 752.60	37 221.70	63 843.90	13 860.40
c. Réévaluation	47 836.90	-9 231.60	46 194.90	65 858.60	2 048.00
d. Amortissements	-999 297.50	-62 760.20	-65 634.30	-5 755.40	-7 789.90
e. Encours fin période	449 575.20	446 755.20	481 050.50	604 997.80	613 116.30
II. DETTE INDIRECTE					
a. Encours début période	197 604.00	111 816.80	31 415.20	4 030.60	2 683.60
b. Tirages	0	0	0	0	0
c. Réévaluation	9 485.40	-3 825.90	572.8	422.3	72
d. Amortissements	-95 272.60	-76 575.60	-27 957.40	-1 769.00	-164.3
e. Encours fin période	111 816.80	31 415.20	4 030.60	2 683.60	2 591.30
III. DETTE TOTALE (I et II)					
a. Encours début période	1 567 958.70	561 392.00	494 683.40	485 081.10	607 681.40
b. Tirages	30 688.40	42 752.60	37 221.70	63 843.90	13 860.50
c. Réévaluation	57 322.30	-13 057.50	46 767.70	66 280.90	2 120.00
d. Amortissements	-1 094 570.10	-139 335.80	-93 591.80	-7 524.40	-7 954.30
e. Encours fin période	561 392.00	478 170.40	485 081.10	607 681.40	615 707.70
IV. DETTE TOTALE/ PIB (en %)	25.7	19.2	17	17.4	14.6

N.B. Les données sur la dette garantie ne sont pas prises en compte

Source : MFPDE

Graphique 16 : Composantes de la dette extérieure et ratio au PIB



A l'instar des autres années, les nouveaux tirages n'ont concerné que la dette directe pour financer les secteurs routier, agricole, énergétique et divers projets. Le secteur routier a bénéficié d'un financement de 5.462,0 MBIF de la part de la BADEA et de l'OPEP.

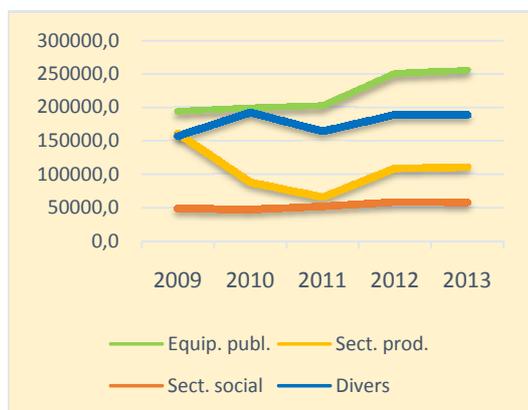
Cette dernière a également financé le secteur agricole à hauteur de 2.613,6 MBIF et a contribué, conjointement avec le FAD et le FIDA, au financement de divers projets pour un montant de 4.492,3 MBIF. Une banque indienne, Exim Bank a, quant à elle, décaissé 1.292,5 MBIF destinés au secteur énergétique.

Tableau 18 : Opérations de la dette publique extérieure par secteurs (Encours en fin d'année, en MBIF)

	Encours fin 2012	Tirages	Réévaluation	Amortissement	Intérêts	Encours fin 2013
I. DETTE DIRECTE	604 997.8	13 860.4	2 048.0	7 790.0	4 300.9	613 116.3
A. Equipements publics	241 724.4	5 462.0	602.0	1 400.8	2 046.0	246 387.6
1. Transport	206 819.2	5 462.0	277.6	1 138.7	1 952.4	211 420.1
a) Routes	206 819.2	5 462.0	277.6	1 138.7	1 952.4	211 420.1
b) Aéroport et port	-	-	-	-	-	-
2. Infrastructures urbaines	43 944.9	-	324.4	262.1	93.6	44 007.2
3. Divers	-	-	-	-	-	-
B. Secteurs productifs	106 463.4	3 906.2	823.2	231.3	775.4	110 961.5
1. Agriculture et Elevage	71 214.3	2 613.6	510.8	231.3	132.0	74 107.4
2. Sylviculture	-	-	-	-	-	-
3. Industrie	-	-	-	-	-	-
4. Mines et Energie	35 249.1	1 292.5	312.4	-	643.5	36 854.1
C. Secteurs sociaux	58 358.5	-	435.8	981.8	373.6	57 812.4
1. Education	-	-	-	-	-	-
2. Santé	58 358.5	-	435.8	981.8	373.6	57 812.4
D. Divers	198 451.5	4 492.3	187.0	5 176.0	1 105.9	197 954.8
1. Balance des paiements	-	-	-	-	-	-
2. Assistance technique	-	-	-	-	-	-
3. Gestion des entreprises publiques	-	-	-	-	-	-
4. Etudes des projets	1 463.7	-	10.9	0.7	-	1 473.9
5. Autres	187 948.1	4 492.3	176.1	5 175.3	1 105.9	187 441.2
II. DETTE RETROCEDEE	2 683.6	-	72.0	164.3	36.3	2 591.3
A. Equipements publics	-	-	-	-	-	-
1. Télécommunications	-	-	-	-	-	-
2. Infrastructures urbaines	-	-	-	-	-	-
B. Secteurs productifs	2 683.6	-	72.0	164.3	36.3	2 591.3
1. Agriculture et élevage	-	-	-	-	-	-
2. Agro-Industrie	2 683.6	-	72.0	164.3	36.3	2 591.3
3. Energie	-	-	-	-	-	-
III. DETTE GARANTIE	-	-	-	-	-	-
Secteurs productifs	-	-	-	-	-	-
1. Agriculture	-	-	-	-	-	-
2. Télécommunications	-	-	-	-	-	-
3. Industrie	-	-	-	-	-	-
4. Divers	-	-	-	-	-	-
TOTAL	607 681.4	13 860.4	2 120.0	7 954.3	4 337.2	615 707.6

Source : MFPDE

Graphique 17 : Dette publique extérieure par secteurs économiques (en MBIF de BIF)



La dette publique extérieure a principalement financé les secteurs des équipements publics, les divers projets et les secteurs productifs dont les parts relatives représentent respectivement 40,0 p.c., 32,2 et 18,4 p.c. de l'encours total.

II.2.4.4. Service de la dette

Comparativement à l'année précédente, le service de la dette publique supporté par le Trésor a augmenté de 12.675,2 MBIF, soit 32,9 p.c., passant de 38.521,9 MBIF à 51.197,1 MBIF.

Tableau 19 : Service de la dette publique (en MBIF)

	2009	2010	2011	2012	2013
A. Service de la dette publique supporté par le budget (en MBIF)	71 764.2	33 461.8	47 135.5	38 521.9	51 197.1
. Dette intérieure	35 152.5	27 679.4	39 850.6	27 477.5	38 905.7
Principal	17 559.3	7 764.0	18 297.6	3 697.6	13 450.7
Intérêts	17 593.2	19 915.5	21 553.0	23 779.9	25 455.0
. Dette extérieure	36 611.7	5 782.3	7 284.9	11 044.4	12 291.4
Principal	28 832.6	3 714.6	4 559.4	7 529.7	7 954.3
Intérêts	7 779.1	2 067.7	2 725.5	3 514.8	4 337.2
B. Service total de la dette publique (en MBIF)	1 131 939.227	93 140.5	180 242.0	38 521.9	51 197.1
. Dette intérieure	35 152.5	27 679.4	39 850.6	27 477.5	38 905.7
. Dette extérieure	1096786.7	65 461.0	- 140 391.4	-11 044.4	12 291.4
Service de la dette publique supporté par le Trésor par rapport aux dépenses du budget (en p.c.)	13.3	4.9	6.0	4.4	5.5
. Dette intérieure	6.5	4.1	5.1	3.1	4.2
. Dette extérieure	6.8	0.9	0.9	1.3	1.3
Service de la dette publique supporté par le Trésor par rapport aux ressources du budget (en p.c.)	17.2	5.3	6.9	5.2	6.1
. Dette intérieure	8.4	4.4	5.9	3.6	4.6
. Dette extérieure	8.8	0.9	1.1	1.6	1.5
Service total de la dette extérieure par rapport aux recettes d'exportation de biens et services non facteurs (en p.c.)	25.1	2.6	2.5	3.4	3.5
Recettes d'exportation de biens et services non facteurs	145 586.8	222 430.5	297 190.1	328 216.8	346 555.3
(***) : Y compris l'annulation IADM de 1.060.175,0 MBIF					
(****) : Y compris l'annulation d'un montant de 59.678,7 MBIF consécutive aux accords de réaménagement avec l'AFD					
(*****) : Compte tenu de l'annulation d'un montant de 133 106.5 MBIF de la dette envers l'Union Européenne, le Japon et la Fédération de Russie					

Sources : MFPDE

L'augmentation du service de la dette a résulté de la hausse des remboursements du principal (10.177,7 MBIF) et du paiement des intérêts (2.497,5 MBIF). Le service de la dette par rapport aux dépenses du budget a augmenté, se fixant à 5,5 contre 4,4 p.c. Le ratio du service de la dette par rapport aux ressources (6,1 contre 5,2 p.c.) et celui du service de la dette extérieure sur les recettes d'exportation de biens et services non facteurs (3,6 contre 3,4 p.c.) se sont également accrus.

*

*

*

Les finances publiques ont été caractérisées par une forte progression recettes et dons en l'année 2013 par rapport à celles de l'année précédente (19,3 contre 4,0 p.c.). De ce fait, le déficit budgétaire s'est allégé par rapport à l'année précédente (-112.086,2 contre -121.507,4 MBIF) en raison de l'augmentation des ressources plus prononcée que celle des dépenses (19,3 p.c. contre 15,3 p.c.).

L'encours total de la dette publique a augmenté de 66.388,5MBIF (ou 5,8 p.c.) par rapport à l'année précédente, passant de 1.147.280,9 à 1.213.669,4 MBIF. Cette progression a concerné aussi bien la dette intérieure (+58.362,3MBIF) que la dette extérieure (+8.026,2 MBIF). Toutefois, son ratio par rapport au PIB montre que la dette reste viable.

En 2014, les finances publiques resteront marquées par l'amélioration des recettes bien que la nouvelle loi relative aux impôts sur les revenus pourrait contrarier leur rythme de croissance. La mobilisation des ressources conjuguée aux efforts entrepris par le ministère des finances pour maîtriser la hausse des dépenses pourrait conduire à réduire le déficit budgétaire.

La dette publique pourrait également augmenter suite à la récurrence du besoin de financement liée à la persistance du déficit budgétaire.

II.3. SECTEUR MONETAIRE ET FINANCIER

II.3.1. RESSOURCES ET EMPLOIS DU SYSTEME BANCAIRE

Les ressources et les emplois du système bancaire (1.089.548,2 contre 1.004.132,7 MBIF) ont accéléré leur rythme de croissance par rapport à l'année précédente (8,5 contre 5,4 p.c.).

L'augmentation des ressources du système bancaire a porté sur la masse monétaire M2 (11,9 contre 10,5 p.c.), les autres ressources ayant plutôt baissé (-1,2 contre -16,9 p.c.).

L'accroissement des emplois a concerné le crédit intérieur (9,1 contre 9,7 p.c.), les avoirs extérieurs nets s'étant contractés (-13,7 contre -55,8 p.c.).

Tableau 20 : Ressources et emplois du système bancaire (en MBIF)

	2009	2010	2011	2012	2013
AVOIRS EXTERIEURS NETS	168 753.0	140 783.0	63 289.9	27 987.3	24 142.1
Avoirs extérieurs bruts	554 519.4	578 994.3	586 494.6	676 506.3	701 536.3
Engagements extérieurs	385 766.4	438 211.3	523 204.7	648 519.0	677 394.2
CREDIT INTERIEUR	569 196.2	699 683.9	889 567.9	976 145.4	1 065 406.1
créances nettes sur l'Etat	252 435.2	292 216.8	344 758.5	354 926.1	401 973.3
Crédit à l'Etat	327 447.5	377 071.3	422 250.9	478 017.2	526 454.1
Dépôts du secteur gouvernemental	75 012.3	84 854.5	77 492.4	123 091.1	124 480.8
Créances sur l'économie	316 761.0	407 467.1	544 809.4	621 219.3	663 432.8
Crédit	298 758.6	385 528.8	517 389.4	588 571.2	624 860.6
Autres créances	18 002.4	21 938.3	27 420.0	32 648.1	38 572.2
RESSOURCES = EMPLOIS	737 949.2	840 466.9	952 857.8	1 004 132.7	1 089 548.2
MASSE MONETAIRE (M2)	530 770.3	638 901.1	674 511.3	745 206.5	833 798.8
Monnaie (M1)	404 392.5	485 772.6	487 400.7	540 369.7	597 179.3
Circulation fiduciaire hors banques	120 915.7	139 103.4	153 214.3	173 871.6	187 487.1
Dépôts à vue	283 476.8	346 669.2	334 186.4	366 498.1	409 692.2
Quasi monnaie	126 377.8	153 128.5	187 110.6	204 836.8	236 619.5
AUTRES RESSOURCES	207 178.9	201 565.8	278 346.5	258 926.2	255 749.4
Provisions pour crédits documentaires	3 627.5	10 515.6	12 302.2	15 658.2	7 533.0
Fonds propres de la BRB	37 163.4	40 915.2	51 330.9	59 860.3	49 130.2
Divers nets de la BRB	67 405.3	26 255.2	50 586.1	10 876.3	-175.2
Fonds propres des banques commerciales	88 493.4	117 762.6	146 544.2	180 688.3	201 262.3
Divers nets des banques commerciales	9 004.0	7 109.0	9 082.4	-5 767.5	-1 522.0
Solde des transactions interbancaires	1 485.3	-991.8	8 500.7	-2 389.4	-478.9

Source: BRB

Les avoirs intérieurs nets ont contribué dans la croissance de M2 à hauteur de 12,4 p.c. alors que les avoirs extérieurs nets ont exercé une influence restrictive à concurrence de 0,5 p.c., reflétant une création additionnelle de la monnaie d'origine interne.

Tableau 21: Contribution à la croissance de la masse monétaire (en points de pourcentage)

	2009	2010	2011	2012	2013
<i>Croissance annuelle de M2 (en p.c.)</i>	19.8	20.4	5.6	10.5	11.9
<i>Avoirs extérieurs nets</i>	3.1	-5.3	-12.1	-5.2	-0.5
<i>Avoirs intérieurs nets</i>	16.7	25.7	17.7	15.7	12.4
<i>Crédit intérieur nets</i>	27.3	24.6	29.7	12.8	12.0
<i>Créances nettes sur l'Etat</i>	17.1	7.5	8.2	1.5	6.3
<i>Créances sur l'économie</i>	10.2	17.1	21.5	11.3	5.7
<i>Autres postes nets</i>	-10.6	1.1	-12.0	2.9	0.4

Source: BRB

II.3.1.1. Ressources

II.3.1.1.1. Masse monétaire

Par rapport à l'année 2012, la masse monétaire (833.798,8 contre 745.206,5 MBIF) a augmenté de 88.592,3 MBIF, soit 11,9 p.c. Cet accroissement a résulté de la hausse des disponibilités monétaires (10,5 contre 10,9 p.c.) et de la quasi-monnaie (15,5 contre 9,5 p.c.). La part des disponibilités monétaires dans M2 a baissé (71,6 contre 72,5 p.c.) tandis que celle de la quasi-monnaie s'est accrue (28,4 contre 27,5 p.c.).

II.3.1.1.1.1. Monnaie

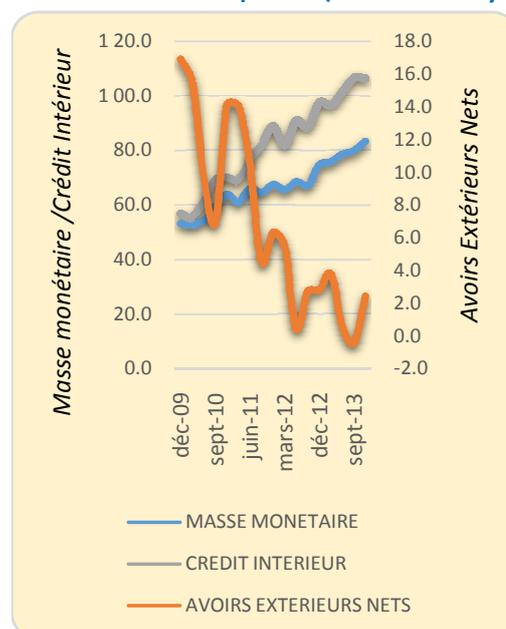
Les disponibilités monétaires (597.179,3 contre 540.369,7 MBIF) ont progressé de 56.809,6 MBIF, soit 10,5 p.c. suite à la hausse des dépôts à vue (11,8 contre 9,7 p.c.), la circulation fiduciaire hors banques (7,8 contre 13,5 p.c.) ayant décéléré son rythme de progression.

La part des dépôts à vue (68,6 contre 67,8 p.c.) dans les disponibilités monétaires est demeurée importante et s'est accrue tandis que celle de la circulation fiduciaire hors banques a légèrement fléchi (31,4 contre 32,2 p.c.).

II.3.1.1.1.2. Quasi-monnaie

Passant de 204.836,8 à 236.619,5 MBIF, les dépôts à terme et d'épargne ont augmenté de 15,5 contre 9,5 p.c. une année auparavant. Cette progression est liée à l'augmentation des placements des particuliers (25,7

Graphique 18: Masse monétaire et ses contreparties (en Mds de BIF)



p.c.), des entreprises privées (9,1 p.c.) et des dépôts regroupés dans les « autres comptes » (14,5 p.c.), les dépôts des sociétés à participation publique ayant diminué de 11,7 p.c.

Tableau 22 : Dépôts à terme et d'épargne par détenteur (à fin d'année, en MBIF)

	2009	2010	2011	2012		2013	
				valeur	part en p.c.	valeur	part en p.c.
Particuliers	79 280.6	94 215.2	98 847.5	85 020.5	41.5	106 899.7	45.2
Entreprises privées	15 450.6	18 808.5	33 704.1	22 451.5	11.0	24 488.9	10.3
Sociétés à participation publique	9 145.9	13 226.9	22 696.8	23 685.1	11.6	20 922.5	8.8
Etablissements financiers	400.0	530.0	230.0	430.0	0.2	430.0	0.2
Autres comptes	22 100.7	26 347.9	31 632.2	73 249.7	35.8	83 878.4	35.4
TOTAL	126 377.8	153 128.5	187 110.6	204 836.8	100.0	236 619.5	100.0

Source: BRB

La part des particuliers (45,2 contre 41,5 p.c.) dans le total des dépôts à terme a progressé tandis que celles des entreprises privées (10,3 contre 11,0 p.c.), des sociétés à participation publique (8,8 contre 11,6 p.c.) et des placements classés dans les « autres comptes » (35,4 contre 35,8 p.c.) se sont inscrites en baisse.

II.3.1.1.2. Autres ressources

Revenant de 258.926,2 à 255.749,4 MBIF, les autres ressources du système bancaire ont baissé de 1,2 p.c. Aussi, leur part dans le total des ressources du système bancaire a-t-elle diminué, se fixant à 23,5 contre 25,8 p.c. à fin 2012.

La contraction des autres ressources du système bancaire a résulté de la baisse des provisions pour crédits documentaires (-8.125,2 MBIF), des fonds propres (-10.730,1 MBIF) et des divers nets (-11.051,5 MBIF) de la Banque Centrale qui a dépassé la hausse des fonds propres (+21.540,4 MBIF) et des divers nets (+3.279,1 MBIF) des banques commerciales ainsi que du solde des transactions interbancaires (+1.910,5 MBIF).

L'augmentation des fonds propres des banques commerciales est liée à l'accroissement du capital (+9.398,4 MBIF), des réserves (+5.208,0 MBIF), des plus-values de réévaluation de l'immobilier (+8.682,5 MBIF) et du résultat 953,8 MBIF).

II.3.1.2. Emplois

Les emplois du système bancaire se sont accrus de 8,5 p.c. suite à l'expansion du crédit intérieur (9,1 p.c.), les avoirs extérieurs nets ayant diminué (- 13,7 p.c.) d'une fin d'année à l'autre.

II.3.1.2.1. Avoirs extérieurs nets

Revenant de 27.987,3 à 24.142,1 MBIF d'une fin d'année à l'autre, les avoirs extérieurs nets ont baissé de 3.845,2 MBIF, soit -13,7 p.c.

Tableau 23 : Avoirs Extérieurs nets

	2009	2010	2011	2012	2013
Avoirs extérieurs bruts (en MBIF)	554 519.4	578 994.3	584 811.9	676 506.3	701 536.3
Dont réserves officielles (en millions d'USD)	323.0	332.1	295.6	308.8	321.2
Engagements extérieurs (en MBIF)	385 766.4	438 211.3	521 522.0	648 519.0	677 394.2
Avoirs extérieurs nets (en MBIF)	168 753.0	140 783.0	63 289.9	27 987.3	24 142.1
Variation annuelle (en p.c.)	8.9	-16.6	-55.0	-55.8	-13.7
Avoirs extérieurs nets (en millions d'USD)	137.1	114.2	46.5	18.1	15.7

Source: BRB

La diminution des avoirs extérieurs nets est liée à l'augmentation des engagements (28.875,2 MBIF) plus importante que celle des avoirs bruts (25.030,0 MBIF). L'accroissement des engagements extérieurs a porté sur ceux des banques commerciales (29.840,4 MBIF).

Exprimés en dollars américains, les avoirs extérieurs nets ont diminué de 13,3 p.c., revenant de 18,1 à 15,7 millions. En revanche, les réserves de change officielles brutes se sont accrues de 4,0 p.c., passant de 308,8 à 321,2 millions de dollars, soit une couverture de 4,2 mois d'importations de biens et services contre 4,0 mois à la fin de l'exercice précédent.

II.3.1.2.2. Crédit intérieur

Le crédit intérieur (1.065.406,1 contre 976.145,4 MBIF) s'est accru à un rythme moins accéléré que celui de l'exercice précédent (9,1 contre 9,7 p.c.) en rapport avec le ralentissement du rythme de croissance des créances sur l'économie (6,8 contre 14,0 p.c.), la progression de l'endettement net de l'Etat s'étant accélérée (13,3 contre 2,9 p.c.).

II.3.1.2.2.1. Créances nettes sur l'Etat

L'endettement net de l'Etat (401.973,3 contre 354.926,1 MBIF) a augmenté de 47.047,2 MBIF suite à la hausse des créances brutes (48.436,9 MBIF, soit 10,1 p.c.) qui a largement dépassé la progression des dépôts du secteur gouvernemental (1.389,7 MBIF, soit 1,1 p.c.).

La hausse des créances brutes a résulté principalement de l'expansion de l'encours des bons et obligations du Trésor détenus par les banques commerciales (+59.995,6 MBIF) qui a contrebalancé la baisse de l'endettement de l'Etat envers la Banque Centrale (-13.450,7 MBIF).

II.3.1.2.2.2. Créances sur l'économie

Les créances sur l'économie (663.432,8 contre 621.219,3 MBIF) se sont accrues de 42.213,5 MBIF, soit 6,8 p.c. Cette augmentation est imputable principalement à la hausse des financements à moyen (18.080,3 MBIF) et à long termes (11.601,0 MBIF), des concours à l'importation (1.241,0 MBIF) et des crédits divers (19.213,3 MBIF) qui a dépassé la baisse des crédits de trésorerie (-10.418,7 MBIF) et à l'exportation (-3.427,5 MBIF).

II.3.2. LIQUIDITE BANCAIRE

Tout en poursuivant son expansion, la liquidité bancaire a connu une progression légèrement inférieure à celle de l'année précédente (+ 36.295,9 contre +38.393,3 MBIF).

Cette augmentation est liée à l'expansion des créances nettes sur l'Etranger (17.263,2 MBIF) et des divers nets (35.868,1 MBIF) qui a contrebalancé l'effet restrictif exercé par la diminution des créances nettes sur l'Etat (-3.398,6 MBIF) et l'accroissement des billets et pièces en circulation (13.436,8 MBIF).

Suite à cette augmentation, les réserves des banques commerciales se sont considérablement accrues pour s'établir à 42.830,9 MBIF.

Tableau 24: Variations de la liquidité bancaire (en MBIF)

	2009	2010	2011	2012	2013
- Billets et pièces en circulation	-11 975.3	-19 629.0	-14 270.8	-28 140.9	-13 436.8
- Créances nettes sur l'Etranger	-20 669.7	-15 762.7	-78 116.9	-12 138.2	17 263.2
- Créances nettes sur l'Etat	+70 963,8	-7 439.6	82 225.8	48 797.5	-3 398.6
- Divers	-11 535.5	32 071.9	-34 071.1	29 874.9	35 868.1
SOUS-TOTAL FACTEURS AUTONOMES	26 783.3	-10 759.4	-44 233.0	38 393.3	36 295.9
Refinancement	-	-	25 301.3	-25 301.3	-
<i>dont :</i>					
- Banques Commerciales	-	-	25 301.3	-25 301.3	-
- Etablissements financiers	-	-	-	-	-
Reprise de liquidité	-2 000.0	-3 000.0	-7 000.0	6 800.0	-6 800.0
Réserves	28 783.3	-7 759.4	-11 931.7	6 292.0	43 095.9
<i>dont :</i>					
- Banques Commerciales	+28 896,2	-8 161.8	-10 793.2	4 972.8	42 830.9
- Etablissements financiers	-112.9	402.4	-1 138.5	1 319.2	265.0
(+) : incidence expansive sur la liquidité.					
(-) : incidence restrictive sur la liquidité.					

Source : BRB

II.3.3. LIQUIDITE DE L'ECONOMIE

La liquidité moyenne de l'économie a connu une croissance plus prononcée que celle de l'année précédente (15,8 contre 9,5 p.c.), s'établissant à 878.270,3 contre 758.613,6 MBIF. Cette évolution a concerné la liquidité active (14,2 contre 4,4 p.c.), le rythme de croissance de la liquidité passive (18,7 contre 20,5 p.c.) s'étant ralentie.

Tableau 25: Composantes de la liquidité de l'économie

	Encours de fin d'année (en MBIF)					Variations (en p.c.)
	2009	2010	2011	2012	2013	
I. LIQUIDITE ACTIVE	404 386.00	485 764.90	487 386.60	540 364.70	596 023.80	10.3
-Billets et pièces en circulation hors du système financier	120 909.20	139 095.70	153 200.20	173 866.60	187 470.90	7.8
-Dépôts à vue auprès du système bancaire	283 476.80	346 669.20	334 186.40	366 498.10	408 552.90	11.5
II. LIQUIDITE PASSIVE	154 333.00	191 631.20	251 000.20	290 175.10	338 965.80	16.8
-Quasi-monnaie	126 377.80	153 128.50	187 110.60	204 836.80	236 619.50	15.5
-Bons et obligations du Trésor (2)	18 944.8	25 151.40	43 481.40	62 580.60	73 905.60	18.1
-Placements auprès des établissements financiers	9 010.40	13 351.30	20 408.20	22 757.70	28 440.70	25
Total (I+II)	558 719.00	677 396.10	738 386.80	830 539.80	934 989.60	12.6
	Moyenne (1) (en MBIF)					Variations (en p.c.)
	2009	2010	2011	2012	2013	
I. LIQUIDITE ACTIVE	329 849.20	419 340.40	472 970.90	493 787.20	563 988.60	14.2
-Billets et pièces en circulation hors du système financier	106 178.00	125 038.70	145 118.00	158 881.60	175 766.40	10.6
-Dépôts à vue auprès du système bancaire	223 671.20	294 301.70	327 852.90	334 905.60	388 222.20	15.9
II. LIQUIDITE PASSIVE	133 548.80	171 395.70	219 691.70	264 826.40	314 281.70	18.7
-Quasi-monnaie	114 555.70	137 806.30	168 698.00	187 986.80	221 225.00	17.7
-Bons et obligations du Trésor (2)	10 772.40	21 991.20	31 805.70	54 415.20	67 341.00	23.8
-Placements auprès des établissements financiers	8 220.70	11 598.20	19 188.00	22 424.40	25 715.70	14.7
Total (I+II)	463 398.00	590 736.10	692 662.60	758 613.60	878 270.30	15.8

(1): Moyenne d'encours de fin de mois, (2) : Titres détenus par le secteur non bancaire

La hausse du taux de croissance de la liquidité active moyenne est liée à celle des dépôts à vue auprès du système bancaire (15,9 contre 2,2 p.c.) et à la circulation fiduciaire en dehors du système financier (10,6 contre 9,5 p.c.).

De son côté, la décélération du rythme de croissance de la liquidité passive moyenne a porté à la fois sur celui des placements auprès des établissements financiers (14,7 contre 16,9 p.c.) et des bons et obligations du Trésor (23,8 contre 71,1 p.c.), le rythme de croissance de la quasi-monnaie s'étant accéléré (17,7 contre 11,4 p.c.).

En moyenne, le taux de liquidité de l'économie calculé sur la base du PIB (21,3 contre 20,9 p.c.) a augmenté alors que le taux de liquidité de l'économie calculé sur la base de la DIB a diminué (16,6 contre 17,1 p.c.). La croissance de la liquidité de l'économie (15,8 p.c.) a été modérée par rapport à celles de la dépense intérieure brute (19,2 p.c.) et de la production intérieure brute (16,8 p.c.).

Tableau 26: Taux de liquidité de l'économie

	2010	2011	2012	2013
- Liquidité de l'économie (MBIF, moyenne)	590 736.1	692 662.6	758 613.6	878 270.3
- Produit Intérieur Brut aux prix du marché (en MBIF) (e)	2 501 047.0	2 988 614.8	3 621 739.5	4 130 511.4
- Rapport liquidités/ P.I.B. (en p.c.)	23.6	23.2	20.9	21.3
Dépense Intérieure Brute (en MBIF) (1)	3 025 360.0	3 656 550.0	4 436 710.0	5 288 140.0
- Rapport liquidités/ D.I.B. (en p.c.)	19.5	18.9	17.1	16.6
(1) : D.I.B. = P.I.B. + importations de biens et de services non facteurs - exportations de biens et services non facteurs				
(e) : Estimation à partir de 2009.				
<i>Sources: B.R.B. et M.F.P.D.E.</i>				

II.3.4. RISQUES DU SYSTEME BANCAIRE

II.3.4.1. Evolution générale

D'une fin d'année à l'autre, l'encours des crédits à l'économie enregistre une décélération de la croissance par rapport à celui de l'exercice précédent (7,7 contre 12,8 p.c.) passant de 644.982,0 à 694.920,6 MBIF. De même, la progression de l'encours moyen s'est ralenti pour s'établir à 9,6 contre 21,4 p.c.

La décélération du taux de croissance des crédits à l'économie a concerné les financements à court terme (2,1 contre 8,5 p.c.), à moyen terme (13,8 contre 17,7 p.c.) et à long terme (41,6 contre 51,9p.c.).

Tableau 27 : Evolution des risques du système bancaire (en MBIF)

	2010		2011		2012		2013	
	Fin d'année	Encours moyens						
I. CREDITS DISTRIBUES	430 565.1	388 249.0	571 583.0	514 463.3	644 982.0	624 751.9	694 920.6	684 499.0
A. Crédits à court terme	273 985.4	250 746.1	390 864.4	339 007.8	423 907.0	422 419.6	432 913.2	443 510.0
Importation après expédition	1 895.9	1 991.0	1 824.6	2 225.0	2 652.5	2 539.1	3 893.5	3 205.0
Mobilisation de créances commerciales	6 432.4	7 254.3	10 070.2	7 800.5	8 670.6	11 478.8	27 883.9	11 122.1
Exportation	11 832.6	12 599.4	12 577.6	14 279.2	10 386.6	12 772.2	6 959.1	6 196.9
Crédits de trésorerie	253 824.5	228 901.4	366 392.0	314 703.1	402 197.3	395 629.5	394 176.7	422 986.0
B. Crédits à moyen terme	142 867.4	126 050.3	156 091.0	157 197.1	183 667.0	172 120.0	209 026.1	197 563.0
Habitat	25 050.4	19 694.9	29 936.7	28 888.7	32 498.1	31 648.1	27 106.9	27 524.2
Equipement	117 817.0	106 355.4	126 154.3	128 308.4	151 168.9	140 471.9	181 919.2	170 038.8
C. Crédits à long terme	13 712.3	11 452.6	24 627.6	18 258.4	37 408.0	30 212.3	52 981.3	43 426.0
Habitat	12 244.5	10 733.3	16 356.2	14 123.6	16 420.8	15 789.8	19 922.8	20 310.6
Equipement	1 467.8	719.3	8 271.4	4 134.8	20 987.2	14 422.5	33 058.5	23 115.4
II. ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	72 626.3	56 948.3	70 478.0	62 561.3	68 758.7	68 999.0	86 828.2	71 201.4
Crédits à change non couvert	23 487.1	16 707.1	26 131.1	20 074.0	22 161.0	24 068.6	27 114.0	21 266.7
Avals et cautions	49 139.2	40 241.2	44 346.9	42 487.3	46 597.7	44 930.4	59 714.2	49 934.7
TOTAL DES RISQUES	503 191.4	445 197.3	642 061.0	577 024.6	713 740.7	693 750.9	781 748.8	755 700.4

Source: BRB

Passant de 68.758,7 à 86.828,2 MBIF, l'encours des engagements par signature a progressé de 26,3 p.c. contre une régression de 2,4 p.c. enregistrée l'exercice précédent. Cette croissance a concerné aussi bien les crédits à change non couvert (22,4 p.c.) que les avals et cautions (28,1 p.c.).

II.3.4.2. Catégories de Crédits

II.3.4.2.1. Crédits à court terme

Les crédits à court terme (432.913,2 contre 423.907,0 MBIF) ont connu un faible accroissement de 9.006,2 contre 33.042,6 MBIF enregistré à la fin de l'exercice précédent. Cette situation a résulté de la hausse des concours de mobilisation des créances commerciales (+19.213,3 MBIF) et des crédits à l'importation (+1.241,0 MBIF) qui a contrebalancé la baisse des concours de trésorerie (-8.020,6 MBIF) et des crédits à l'exportation (-3.427,5 MBIF). Aussi, la part des crédits à court terme dans le total des crédits distribués s'est-elle réduite.

II.3.4.2.2. Crédits à moyen terme

Les crédits à moyen terme ont enregistré une augmentation de 25.359,1 MBIF, passant de 183.667,0 à 209.026,1 MBIF. Cette hausse a concerné les crédits à l'équipement (+30.750,3 MBIF), les financements à l'habitat ayant diminué de 5.391,2 MBIF.

De même, la part des crédits à moyen terme dans l'encours des crédits a augmenté, passant de 28,5 à 30,1 p.c.

II.3.4.2.3. Crédits à long terme

Les financements à long terme (52.981,3 contre 37.408,0 MBIF) ont augmenté de 15.573,3 MBIF. Cet accroissement a porté aussi bien sur les concours à l'équipement (12.071,3 MBIF) que sur les crédits à l'habitat (3.502,0 MBIF).

II.3.4.3. Crédits par branche d'activité

Les crédits alloués au commerce sont passés de 371.774,7 à 371.142,4 MBIF, soit une baisse de 0,2 p.c. contre une progression de 10,3 p.c. en 2012. Aussi, leur part dans l'ensemble des crédits s'est contractée, revenant de 57,7 à 53,1 p.c.

En revanche, les financements consentis au petit équipement ont progressé de 23,2 contre 13,0 p.c. l'exercice précédent passant de 144.575,0 à 178.112,8 MBIF. Leur part relative s'est également accrue, se fixant à 25,5 p.c. contre 22,4 p.c.

Tableau 28: Evolution des crédits par branche d'activité (en MBIF) ⁽¹⁾

	2011		2012		2013	
	V	Parts en p.c.	V	Parts en p.c.	V	Parts en p.c.
Commerce	337 131.7	58.8	371 774.7	57.7	371 142.4	53.1
Dont café	14 769.5	2.6	10 386.6	1.6	6 959.1	1.0
Petit équipement	127 908.0	22.3	144 575.0	22.4	178 112.8	25.5
Habitat et autres constructions	50 277.8	8.8	54 708.0	8.5	51 939.2	7.4
Industrie	23 974.1	4.2	32 871.4	5.1	42 262.7	6.0
Agriculture	1 999.1	0.3	2 416.1	0.4	2 888.0	0.4
Hôtellerie et Tourisme	11 349.1	2.0	20 206.7	3.1	25 710.4	3.7
Artisanat	2.7	0.0	2.7	0.0	0.0	0.0
Divers	20 572.2	3.6	22 590.1	2.8	26 562.2	3.8
TOTAL	573 214.7	100.0	649 144.7	100.0	698 617.7	100.0

(1) : Y compris les crédits aux administrations centrale et locale
Source: BRB

Les encours des crédits à l'agriculture (2.888,0 contre 2.416,1 MBIF), à l'hôtellerie et tourisme (25.710,4 contre 20.206,7 MBIF), à l'industrie (42.262,7 contre 32.871,4 MBIF) ainsi qu'aux activités diverses (26.562,2 contre 22.590,1 MBIF) se sont accrus.

En revanche, les financements consentis à « l'habitat et autres constructions » (51.939,2 contre 54.708,0 MBIF) ont diminué de 5,1 p.c. Aussi, leur part relative dans l'ensemble des crédits distribués s'est-elle inscrite en baisse, revenant de 8,5 p.c. à 7,4 p.c.

*
* *

Au cours de l'année 2013, le taux de croissance de la masse monétaire s'est accrue, passant de 10,5 à 11,9 p.c. La création additionnelle de la monnaie a été d'origine interne.

Les avoirs intérieurs nets ont contribué dans la croissance de M2 à hauteur de 12,4 p.c. alors que les avoirs extérieurs nets ont exercé une influence restrictive à concurrence de 0,5 p.c.

La contraction des avoirs extérieurs nets est liée à l'expansion des engagements extérieurs dont le rythme de croissance (4,5 p.c.) a été plus rapide que celui des avoirs extérieurs bruts (3,7 p.c.).

La hausse du crédit intérieur a concerné à la fois les créances sur l'économie (6,8 p.c.) et l'endettement net de l'Etat (13,3 p.c.).

Le taux de croissance de la liquidité globale de l'économie s'est accéléré (15,8 contre 9,5 p.c.) alors que celui du PIB nominal s'est décéléré (16,8 contre 21,2 p.c.).

Face au risque de pressions inflationnistes, la Banque continuera de mener une politique monétaire prudente afin de contenir la croissance de masse monétaire à un niveau compatible avec celle du PIB nominal.

II.4. BALANCE DES PAIEMENTS

Au terme de l'exercice 2013, la balance des paiements a été caractérisée par une détérioration du compte courant (-393.909,2 contre -367.961,0 MBIF) et par un solde excédentaire du compte de capital et d'opérations financières (389.337,5 contre 363.004,7 MBIF).

Tableau 29: Balance des paiements (en MBIF)

	2 009	2 010	2 011	2 012	2013(p)
A. BIENS	-337 823.0	-414 956.7	-540 355.1	-831 383.8	-909212.7
Crédit	84 161.5	124 596.4	156 350.4	194 303.5	141399.8
Débit	-421 984.5	-539 553.1	-696 705.5	-1 025 687.3	-1050612.5
B. SERVICES	-155 866.3	-109 359.7	-127 581.2	-171 295.0	-160015.6
Crédit	61 425.3	97 834.1	140 839.7	133 913.3	204087.6
Débit	-217 291.6	-207 193.8	-268 420.9	-305 208.3	-364103.2
C. REVENUS PRIMAIRES	-20 887.7	-13 375.7	-22 055.2	-9 384.4	2775.1
Crédit	1 691.5	1 389.1	9 409.6	16 479.9	21709.0
Débit	-22 579.2	-14 764.8	-31 464.8	-25 864.3	-18933.9
D. REVENUS SECONDAIRES	316 296.0	167 259.0	332 372.2	644 102.2	672544.0
Crédit	320 285.7	183 949.7	349 447.6	658 427.9	697315.5
Débit	-3 989.7	-16 690.7	-17 075.4	-14 325.7	-24771.5
I. BALANCE COURANTE (A+B+C+D)	-198 281.0	-370 433.1	-357 619.3	-367 961.0	-393909.2
II. FINANCEMENT (y compris Erreurs et Omissions)	198 281.0	370 433.1	357 619.3	367 961.0	393909.2
1. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	213 570.6	362 681.3	348 227.1	362 978.6	389337.5
A. COMPTE DE CAPITAL	1 261 343.5	95 897.6	121 656.1	221 681.7	161531.1
B. COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES	-1 047 772.9	266 783.7	226 571.0	141 296.9	227806.4
1. INVESTISSEMENT DIRECTS	428.6	960.7	4 230.9	872.6	10447.2
2. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
3. AUTRES INVESTISSEMENTS	-979 850.5	289 089.1	202 307.0	212 673.7	235319.1
3.1 Avoirs	-35 556.3	-53 619.9	-59 037.4	-72 195.0	-71296.0
3.2 Engagements	-944 294.2	342 709.0	261 344.4	284 868.7	306615.1
4. AVOIRS DE RESERVE	-68 351.0	-23 266.1	20 033.1	-72 249.4	-17959.9
2. ERREURS ET OMISSIONS	-15 289.6	7 751.8	9 392.2	4 982.4	4571.7
(p): Provisoire					

Source: BRB

II.4.1. OPERATIONS COURANTES

Le déficit du compte courant s'est davantage détérioré de 25.948,1 MBIF, s'établissant à 393.909,2 contre 367.961 MBIF. Cette aggravation a résulté essentiellement de la nette dégradation de la balance commerciale (-909.212,7 contre -831.383,8 MBIF) qui a été atténuée par les apports extérieurs au titre des revenus secondaires (672.544,0 contre 644.102,2 MBIF). Pour leur part, les transactions de services et des revenus primaires se sont respectivement clôturées par un déficit allégé (-160.015,6 contre -171.295,0 MBIF) et par un excédent (2.775,1 contre -9.384,4 MBIF).

II.4.1.1. Biens

Les transactions commerciales du Burundi avec le reste du monde ont été marquées par une nette régression des exportations (141.399,8 contre 194.303,5 MBIF) et une augmentation des importations (1.050.612,5 contre 1.025.687,3 MBIF).

II.4.1.1.1. Exportations

Contrairement à l'année précédente, les exportations ont connu une forte baisse de 52.903,7 MBIF, suite à la chute des exportations des produits primaires (98.331,8 contre 174.112,7 MBIF), les exportations des produits manufacturés s'étant accrues de 113,3 p.c., passant de 20.190,8 à 43.068,0 MBIF.

La diminution des exportations des produits primaires a concerné le café (44.529,8 contre 100.998,7 MBIF), le thé (32.495,1 contre 36.643,4 MBIF), les minerais (10.126,7 contre 25.863,3 MBIF), les peaux brutes (3.991,5 contre 9.552,4 MBIF). Néanmoins, le coton a enregistré une reprise des exportations qui se sont établis à 2.674,9 MBIF.

Graphique 19 : Solde des opérations courantes (en MBIF)



Exportations de Café

Tableau 30 : Exportations de marchandises (en T et MBIF)

	2009	2010	2011	2012	2013
1. Produits primaires (valeur) dont :	76 174.1	118 309.5	144 463.8	174 112.7	98 331.8
<i>Café</i> Volume	17 114	20 661	17 447	23 309	11 844
<i>Valeur</i>	48 733.0	85 814.3	95 281.9	100 998.7	44 529.8
<i>Valeur unitaire</i>	2 847.6	4 153.4	5 461.2	4 333.0	3 759.7
<i>Variation</i>	-4.1	45.9	31.5	-20.7	-13.2
<i>Thé(1)</i> Volume	6 293	7 139	7 953	8 684	8 775
<i>Valeur</i>	18 945.6	21 919.5	26 839.0	36 643.4	32 495.1
<i>Valeur unitaire</i>	3 010.6	3 070.4	3 374.7	4 219.6	3 703.1
<i>Variation</i>	4.8	2.0	9.9	25.0	-12.2
<i>Peaux</i> Volume	2 273	3 019	3 090	3 272	2 020
<i>Valeur</i>	2 335.1	3 994.5	7 714.9	9 552.4	3 991.5
<i>Valeur unitaire</i>	1 027.3	1 323.1	2 496.7	2 919.4	1 976.0
<i>Variation</i>	-36.7	28.8	88.7	16.9	-32.3
<i>Minéraux</i> Volume	367.0	577.0	757.0	1 208.0	343.0
<i>Valeur</i>	2 434.7	4 185.4	13 299.6	25 863.3	10 126.7
<i>Valeur unitaire</i>	6 634.1	7 253.7	17 568.8	21 410.0	29 523.9
<i>Variation</i>		9.3	142.2	21.9	37.9
2. Produits manufacturés (valeur)	7 987.4	6 286.9	11 886.6	20 190.8	43 068.0
<i>Bière</i>	1 596.4	2 222.4	2 802.0	3 837.7	4 253.9
<i>Tissus en coton</i>	14.5	42.9	0.0	0.0	491.7
<i>Cigarettes</i>	1 773.6	1 685.4	1 646.3	4 002.3	6 367.7
<i>Bouteilles</i>	0.1	8.0	0.0		400.3
<i>Huile de palme brute</i>	0.0	3.1	30.8	95,3	471.1
<i>Sucre</i>	2 210.7	0.0	0.0		5.2
<i>Savons</i>	1 625.5	1 600.5	5 231.8	7 987.1	12 750.3
<i>Autres</i>	766.6	724.6	2 175.7	4 363.7	18 327.8
TOTAL	84 161.5	124 596.4	156 350.4	194 303.5	141 399.8
(1) : Office du Thé du Burundi (OTB)					

Source : Office Burundais des Recettes (OBR), BRB

Par contre, les exportations des produits manufacturés ont plus que doublé, passant de 20.190,9 à 43.068,0 MBIF, en raison de la progression des exportations des savons (12.750,3 contre 7.987,1 MBIF), des cigarettes (6.373,7 contre 4.002,3 MBIF), de la bière (4.423,6 contre 3.837,7 MBIF) et des autres biens (18.327,8 contre 4.363,8 MBIF).

II.4.1.1.2. Importations

Les importations ont progressé de 16,3 p.c. en valeur CIF et de 14,7 p.c. en volume, suite à l'augmentation des importations des biens de production (9,7 p.c. en valeur et 9,0 p.c. en volume), d'équipement (30,6 p.c. en valeur et 7,1 p.c. en volume) et de consommation (15,8 p.c. en valeur et 32,6 p.c. en volume).

Tableau 31 : IMPORTATIONS DE MARCHANDISES

	2009	2010	2011	2012	2013	2013/2012 en p.c.
<i>(Valeur CIF, en MBIF)</i>						
1. Biens de production	206 922.7	275 201.3	457 743.6	497 552.4	546 031.9	9.7
2. Biens d'équipement	143 762.1	168 259.9	227 973.6	243 885.5	318 511.5	30.6
3. Biens de consommation	144 143.8	182 810.4	267 135.3	342 615.7	396 646.1	15.8
<i>Durables</i>	54 489.6	87 658.9	113 714.4	135 146.7	140 108.0	3.7
<i>Non Durables</i>	89 654.2	95 151.5	153 420.9	207 469.0	256 538.1	23.7
TOTAL	494 828.6	626 271.6	952 852.5	1 084 053.6	1 261 189.5	16.3
<i>(volume, en Tonnes)</i>						
1. Biens de production	260 621	379 663	483 150	485 579	529 314	9.0
2. Biens d'équipement	23 446	38 625	36 588	29 233	27 162	-7.1
3. Biens de consommation	69 423	76 699	162 052	190 536	252 601	32.6
<i>Durables</i>	24 338	34 658	45 960	38 862	99 554	156.2
<i>Non Durables</i>	45 085	42 041	116 092	151 674	153 046	0.9
TOTAL	353 490	494 987	681 790	705 348	809 077	14.7

Source: BRB

La hausse en valeur a concerné essentiellement l'importation des produits pétroliers (28,4p.c.), des biens destinés à l'industrie agro-alimentaire (1,1 p.c.), à la métallurgie (1,3 p.c.), à l'agriculture et élevage (31,1 p.c.) ainsi que des autres biens de production (27,0 p.c.). En revanche, les produits destinés à l'industrie de construction ont diminué (-38,3 p.c.).

De même en volume, la hausse des importations de biens de production est liée aux approvisionnements des produits pétroliers (20,0 p.c.), des biens destinés à l'industrie agro-alimentaire (6,7 p.c.), à l'agriculture et élevage (43,1 p.c.) et à la métallurgie (15,5 p.c.).

La progression des importations de biens de consommation en valeur et en volume s'explique par la hausse des importations des biens durables (3,7 p.c. en valeur et 156,2 p.c. en volume) et non durables (23,7 p.c. en valeur et 0,9 p.c. en volume).

S'agissant des biens durables, la hausse a porté principalement sur les achats des textiles (43,2 p.c. en valeur et 465,6 p.c. en volume), les autres biens durables ayant accusé une diminution de 12,1 p.c. en valeur et de 7,9 p.c. en volume.

Les biens non durables ont progressé grâce à la hausse des importations des produits alimentaires (41,4p.c. en valeur et - 0,7p.c. en volume) et pharmaceutiques (20,9 p.c. en valeur et 19,8 p.c. en volume).

De même, les achats de biens d'équipement se sont accrus de 30,6 p.c. en valeur, en liaison avec l'accroissement des importations des chaudières et engins mécaniques (28,4 p.c. en valeur), des tracteurs, véhicules et engins de transport (74,2 p.c. en valeur), du matériel électrique (7,0 p.c. en valeur) et des autres biens d'équipement (1,3 p.c. en valeur). Par contre, la baisse du volume des importations des biens d'équipement s'est généralisée sur toutes ses composantes, se situant entre 1,4 et 22,6 p.c.

II.4.1.1.3. Répartition géographique des échanges extérieurs

Depuis quelques années, les échanges commerciaux du Burundi demeurent marqués par la prédominance du continent asiatique (37,9 contre 34,2 p.c.), suivi par l'Afrique (34,0 contre 29,7 p.c.) et l'Europe (23,1 contre 30,9 p.c.).

Les échanges commerciaux avec l'Asie ont continué à s'intensifier grâce à l'accroissement des importations en provenance de l'Inde (10,7 contre 7,7 p.c.) et des exportations vers le Pakistan (11,4 contre 7,4 p.c.) la Chine (4,2 contre 1,0 p.c.) et le Singapour (5,4 contre 2,2 p.c.). Quoiqu'en baisse, les parts des importations en provenance de l'Arabie Saoudite (10,6 contre 11,3 p.c.) et de la Chine (8,7 contre 9,3 p.c.) restent prépondérantes dans les échanges avec le Burundi.

De même, la part des transactions avec l'Afrique a progressé suite à la hausse de sa part en importations (33,3 contre 31,0 p.c.) et en exportations (39,7 contre 22,5 p.c.).

La hausse des importations a concerné essentiellement celles en provenance du Rwanda (1,9 contre 1,4 p.c.), de la Tanzanie (9,8 contre 6,5 p.c.), de l'Ouganda (7,2 contre 5,7 p.c.) et du Kenya (7,4 contre 6,0 p.c.). Au niveau des exportations, les parts des échanges avec la R.D.C (13,0 contre 7,4 p.c.), le Rwanda (8,9 contre 3,2 p.c.), l'Ouganda (6,3 contre 5,6 p.c.), la Tanzanie (2,7 contre 1,0 p.c.) et l'Egypte (5,7 contre 4,7 p.c.) se sont accrues.

Les transactions du Burundi avec l'Europe ont chuté, revenant de 30,9 à 23,1 p.c. en raison principalement de la forte diminution des expéditions vers les pays membres de l'Union Européenne (18,3 contre 28,6 p.c.), en l'occurrence vers la Belgique (4,9 contre 7,4 p.c.), la Grande Bretagne (5,8 contre 12,9 p.c.) et l'Allemagne (2,8 contre 5,2 p.c.) ainsi que vers les autres pays européens (17,4 contre 28,7 p.c.), en particulier en destination vers la Suisse (16,6 contre 23,9 p.c.).

Enfin, les échanges commerciaux avec l'Amérique ont fléchi, leur part relative s'établissant à 4,3 contre 4,5 p.c., suite à la baisse de la part des importations (4,7 contre 5,3 p.c.), celle des exportations ayant légèrement augmenté (1,1 contre 0,4 p.c.).

II.4.1.2. SERVICES

La balance des services et des revenus primaires a enregistré un déficit allégé de 23.438,9MBIF, passant de -180.679,4 à -57.240,5 MBIF grâce essentiellement à la nette augmentation des exportations (225.796,6 contre 150.393,2 MBIF) qui a été contrebalancée par une augmentation des importations (383.037,1 contre 331.072,6 MBIF).

II.4.1.2.1. Exportations

La progression des recettes au titre de services provient de l'accroissement des services (204.087,6 contre 133.913,3 MBIF) et des revenus (21.709,0 contre 16.479,9 MBIF).

Cet accroissement des services est dû en particulier à l'augmentation des recettes au titre des services fournis par les administrations publiques (153.806,6 contre 110.724,9 MBIF), des services de communication, information et informatique (22.300,3 contre 7.493,8 MBIF), des voyages (3.563,3 contre 2.091,7 MBIF), d'assurances et réassurances (5.662,0 contre 2.754,0 MBIF) et d'autres services aux entreprises (6.723,4 contre 1.406,5 MBIF).

S'agissant des revenus, les recettes enregistrées s'expliquent par le paiement du personnel local par les entités non résidentes (19.858,8 contre 14.877,2 MBIF) et par les intérêts perçus sur les placements (1.850,2 contre 1.602,7 MBIF).

II.4.1.2.2. Importations

Les dépenses totales au titre des importations de services ont connu une nette progression en raison de la forte augmentation des paiements de services (364.103,2 contre 305.208,3 MBIF), les revenus primaires ayant enregistré une contraction (18.933,9 contre 25.864,3 MBIF).

L'augmentation des dépenses au titre des services a essentiellement concerné les frais de transport (239.815,4 contre 181.791,0 MBIF) et les voyages (53.631,0 contre 35.759,2 MBIF). Par contre, les paiements au titre des revenus primaires se sont inscrits en baisse, suite à la contraction du paiement des intérêts sur la dette extérieure (14.566,2 contre 22.030,6 MBIF).

II.4.1.3. Revenus secondaires

Les concours extérieurs au titre des revenus secondaires se sont accrus, passant de 644.102,2 à 672.544,0 MBIF en raison de l'augmentation des transferts en faveur du secteur public (472.979,9 contre 466.218,2 MBIF), et du secteur privé (199.564,1 contre 177.884,0 MBIF).

Tableau 32 : Revenus secondaires (en MBIF).

	2009	2010	2011	2012	2013
1. SECTEUR PUBLIC	120 869.9	26 271.6	127 443.1	466 218.2	472 979.9
<i>crédit</i>	120 869.9	27 379.0	127 443.1	466 218.2	472 979.9
<i>débit</i>	0.0	1 107.4	0.0	0.0	0.0
2. SECTEUR PRIVE	195 426.1	140 987.4	204 929.1	177 884.0	199 564.1
<i>crédit</i>	199 415.8	156 570.7	222 004.5	192 209.7	224 335.6
<i>débit</i>	3 989.7	1 583.3	1 575.4	1 425.7	2 471.5
1.. Transferts des fonds des travailleurs	33 359.9	36 357.5	45 269.1	48 385.6	49 295.5
<i>crédit</i>	34 730.6	42 459.5	49 706.1	52 103.6	55 780.0
<i>débit</i>	1 370.7	6 102.0	4 437.0	3 718.0	6 484.5
2. Autres revenus secondaires	162 066.2	104 629.9	159 660.0	129 498.4	150 268.6
<i>crédit</i>	164 685.2	114 111.2	172 298.4	140 106.1	168 555.6
<i>débit</i>	2 619.0	9 481.3	12 638.4	10 607.7	18 287.0
Solde total	316 296.0	167 259.0	332 372.2	644 102.2	672 544.0

Source: BRB

II.4.2. OPERATIONS EN CAPITAL

A la fin de l'exercice 2013, les transactions financières ont dégagé un excédent de 389.337,5 contre 363.004,7 MBIF enregistré en 2012. Cette hausse est liée à l'amélioration du solde du compte des opérations financières (227.806,4 contre 141.296,0 MBIF), l'excédent du compte de capital ayant connu une forte baisse (161.531,1 contre 221.681,7 MBIF).

Tableau 33 : Compte de capital (en MBIF)

	2009	2010	2011	2012	2013
Transfert de capital	1 261 343.5	95 897.6	121 656.1	221 681.7	161 531.1
1. Administrations publiques	1 261 445.3	96 852.5	122 892.1	221 781.9	162 839.7
<i>crédit</i>	1 265 451.8	106 489.4	142 110.5	236 915.1	178 054.0
<i>dons projets</i>	105 223.5	103 804.4	95 707.0	193 062.7	178 054.0
<i>remise de dette</i>	1 160 228.3	2 685.0	46 403.5	43 852.4	0.0
<i>débit</i>	-4 006.5	-9 636.9	-19 218.4	-15 133.2	-15 214.3
<i>contribution aux organisations internationales</i>	4 006.5	9 636.9	19 218.4	15 133.2	15 214.3
2. Autres secteurs	-101.8	-954.9	-1 236.0	-100.2	-1 308.6
<i>transfert des migrants</i>	-101.8	-954.9	-1 236.0	-100.2	-1 308.6
<i>crédit</i>	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>débit</i>	101.8	954.9	1 236.0	100.2	1 308.6

Source: BRB

II.4. 2.1. Compte de capital

La diminution de l'excédent du compte de capital s'explique essentiellement par la baisse des dons projets (178.054,0 contre 193.062 MBIF), les contributions aux Organisations Internationales ayant quasiment stagnés (15.214,3 contre 15.133,2 MBIF).

II.4.2.2. Compte d'opérations financières

Le compte des opérations financières a dégagé un excédent largement supérieur à celui de l'année précédente (227.806,4 contre 141.296,9 MBIF) dû à la hausse des engagements extérieurs (317.062,3 contre 285.743,3 MBIF) partiellement contrebalancée par la baisse des avoirs extérieurs (89.255,9 contre 144.444,0 MBIF).

Tableau 34 : Compte d'opérations financières (en MBIF)

	2009	2010	2011	2012	2013
1. INVESTISSEMENTS DIRECTS	428.6	960.7	4 230.9	872.6	10 447.2
1. 1 De l'étranger	428.6	960.7	4 230.9	872.6	10 706.5
1. 2 A l'étranger	0.0	0.0	0.0		259.3
2. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	-	-	-	-	-
2. 1 Avoirs	-	-	-	-	-
2. 2 Engagements	-	-	-	-	-
3. AUTRES INVESTISSEMENTS	-979 850.5	289 487.8	202 307.0	212 673.7	235 319.1
3. 1 AVOIRS	-35 556.3	-53 619.9	-59 037.4	-72 195.0	-71 296.0
3.1.1 Crédits commerciaux (accordés)	-4 870.1	-46 465.9	-47 011.2	-52 482.1	-62 564.0
A. Administrations publiques	-	-	-	-	-
B. Autres secteurs :	-4 870.1	-46 465.9	-47 011.2	-52 482.1	-62 564.0
Long terme	-	-	-	-	-
Court terme	-4 870.1	-46 465.9	-47 011.2	-52 482.1	-62 564.0
3.1.2 Monnaie fiduciaire et dépôts	-30 000.1	-7 154.0	-12 026.2	-19 712.9	-8 732.0
Banques	-30 000.1	-7 154.0	-12 026.2	-19 712.9	-8 732.0
3.1.3 Autres avoirs	-686.1	0.0	0.0	0.0	0.0
3. 2 ENGAGEMENTS	-944 294.2	343 107.7	261 344.4	284 868.7	306 615.1
3.2.1 Crédits commerciaux (reçus)	153 254.1	124 154.3	165 422.6	185 254.5	275 228.6
A. Administrations publiques	-	-	-	-	-
B. Autres secteurs :	153 254.1	124 154.3	165 422.6	185 254.5	275 228.6
Long terme	-1 976.4	-140.9	4 181.3	0.0	-227.4
Tirages	-	2 948.5	4 441.5	0.0	0.0
Remboursements	-1 976.4	-3 089.4	-260.2	0.0	-227.4
Court terme	155 230.5	124 295.2	161 241.3	185 254.5	275 456.0
3.2.2 Prêts	-1 101 016.9	204 705.4	96 371.4	86 678.5	1 546.1
A. Autorités monétaires	-33 602.5	22 386.5	37 690.3	36 192.7	-4 923.3
B. Administrations publiques	-1 065 995.3	181 886.1	59 000.2	50 645.8	6 238.3
Long terme	-1 065 995.3	181 886.1	59 000.2	50 645.8	6 238.3
Tirages	89 051.6	186 171.9	105 607.6	64 156.8	17 369.7
Remboursements	-1 155 046.9	-4 285.8	-46 607.4	-13 511.0	-11 131.4
Court terme	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
C. Autres secteurs	-1 419.1	432.8	-319.1	-160.0	231.1
3.2.3 Monnaie fiduciaire et dépôts	3 468.6	14 248.0	-449.6	12 935.7	29 840.4
Banques	3 468.6	14 248.0	-449.6	12 935.7	29 840.4
3.2.4 Autres engagements	-	-	-	-	-
4.AVOIRS DE RESERVES	-68 351.0	-23 266.1	20 033.1	-72 249.4	-17 959.9
SOLDE TOTAL	-1 047 772.9	267 182.4	226 571.0	141 296.9	227 806.4

Source:BRB

*

*

*

Les déséquilibres de la balance des paiements du Burundi restent financés par l'épargne extérieure. Il importe que les Autorités mettent sur pied des politiques pouvant stimuler la création des petites et moyennes entreprises et d'emplois qui, à leur tour, pourront stimuler la croissance et alléger la dépendance à l'épargne extérieure.

DEUXIEME PARTIE :
**ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI**

III. ACTIVITES LIEES AUX MISSIONS DE LA BANQUE

En vertu de la loi n° 1/34 du 2 décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi, la mission fondamentale de la Banque Centrale consiste à formuler et mettre en œuvre la politique monétaire et de change en vue d'assurer la stabilité des prix. Elle veille également à la solidité et à la stabilité du système financier.

III.1. POLITIQUE MONETAIRE.

Au cours de l'année 2013, la Banque a continué de mettre en œuvre une politique monétaire prudente en vue d'atteindre son objectif principal de stabilité des prix. Ses actions ont visé à contenir la croissance de la masse monétaire dans les limites compatibles avec celle du PIB.

En vue de réaliser l'objectif intermédiaire consistant à maîtriser la croissance de la masse monétaire, la Banque s'est focalisée sur le contrôle de la base monétaire par le respect des critères quantitatifs d'avoirs intérieurs et extérieurs nets fixés dans le programme économique et financier convenu avec le FMI.

La conduite de la politique monétaire a connu une innovation avec la création d'un Comité de Politique Monétaire qui publie des rapports trimestriels, accompagnés d'une déclaration de politique monétaire, annonçant au public les intentions de l'Autorité monétaire pour le trimestre à venir. Ce Comité a pour rôle de renforcer la transparence et la crédibilité de la politique monétaire. La première déclaration de politique monétaire se rapportait au deuxième trimestre 2013.

Pour atteindre son objectif ultime de stabilité des prix, la Banque a utilisé les instruments indirects de politique monétaire que sont les réserves obligatoires, les appels d'offres de liquidité et les facilités de prêt marginal. Elle a également encouragé les opérations du marché interbancaire en BIF et en devises.

III.1.1. APPELS D'OFFRES DE LIQUIDITE

La Banque Centrale régule la liquidité bancaire à travers les opérations d'appels d'offres d'apport et de reprise de liquidité dont elle fixe la durée et la périodicité. Les appels d'offres de liquidité peuvent être à taux fixe ou à taux variable.

Au cours de l'année sous revue, la Banque a utilisé les appels d'offres de liquidité à taux variable.

III.1.1.1. Appels d'offres d'apport de liquidité

Par les appels d'offres d'apport de liquidité, la Banque accorde aux banques des liquidités pour une période d'une semaine. L'année 2013 a été marquée par une abondance de liquidité. Durant toute l'année, une seule opération d'apport de liquidité a été effectuée au mois de février pour un montant de 15.000,0 MBIF alors que 31 opérations avaient été enregistrées une année auparavant pour un montant total de 489.838 MBIF. Cette situation est liée à la faible production de café et à l'amélioration de la trésorerie des banques.

III.1.1.2. Appels d'offres de reprise de liquidité

Cet instrument consiste à proposer aux banques, par voie d'appels d'offres, de placer auprès de la Banque Centrale des liquidités sous forme de dépôts rémunérés pour la durée indiquée dans l'appel d'offres.

Au cours de l'année 2013, aucune opération de reprise de liquidité n'a été effectuée alors que deux opérations avaient été enregistrées l'année précédente pour un montant total de 9.300MBIF. La décision de ne pas recourir aux opérations de reprise était motivée par la volonté d'encourager les banques à se prêter des liquidités à travers le marché interbancaire. Cette situation a permis aux banques commerciales d'intensifier les opérations sur le marché interbancaire dont le total est passé de 119.050 MBIF en 2012 à 202.000 MBIF en 2013.

III.1.2. FACILITE DE PRET MARGINAL

La Banque a continué de mettre à la disposition des banques commerciales une facilité permanente de prêt marginal à laquelle elles pouvaient recourir pour obtenir des liquidités au jour le jour au taux d'intérêt calculé sur base du taux d'intérêt moyen pondéré des bons du Trésor à 13 semaines de l'émission précédente majoré de 3 points de pourcentage. Le montant alloué dans le cadre de cette facilité est crédité le même jour au compte courant de la banque concernée.

Le remboursement de ce montant et le paiement des intérêts interviennent le jour ouvrable suivant.

Au cours de l'année 2013, les banques commerciales ont sensiblement diminué leur recours à la facilité de prêt marginal. En effet, 162 opérations pour un montant de 823.675,7 MBIF ont été enregistrées contre 506 opérations pour un montant de 6.035.783,8 MBIF une année auparavant, soit une moyenne de 5.084,4 contre 11.928,4 MBIF par opération. Ce faible recours aux ressources de la Banque Centrale est lié à l'abondance de liquidité observée dans le secteur bancaire au cours de l'année.

III.1.3. RESERVES OBLIGATOIRES

Les réserves obligatoires sont des dépôts non rémunérés que les banques commerciales doivent constituer séparément, dans leurs comptes courants en BIF, en dollars américains et en euros, dans les livres de la Banque de la République du Burundi. Ces réserves contribuent à renforcer la régulation monétaire par la Banque en limitant la capacité de création monétaire par les banques commerciales.

Au cours de l'année sous revue, les banques commerciales ont globalement respecté la norme de constitution des réserves obligatoires aussi bien en BIF qu'en devises. Le coefficient des réserves obligatoires a été maintenu à 3 p.c. durant toute l'année, aussi bien pour les dépôts en BIF qu'en devises.

III.1.4. TAUX D'INTERETS

L'abondance de liquidité observée en 2013 a entraîné un recours moins accru du système bancaire aux ressources de la Banque Centrale ainsi qu'une baisse des taux d'intérêts des bons du Trésor sur le marché monétaire.

Sur le marché des titres du Trésor, les taux d'intérêts ont connu une évolution contrastée selon les termes. En effet, les taux d'intérêts des bons du Trésor à treize semaines et à 26 semaines se sont contractés, revenant respectivement de 11,03 à 9,44 p.c. et de 12,63 à 10,53 p.c. En revanche, les taux à 52 semaines se sont accrus, passant de 12,33 à 13,25 p.c.

Sur le marché monétaire, les taux moyens de la facilité de prêt marginal et du marché interbancaire ont diminué d'une fin d'année à l'autre, revenant de 13,77 à 12,50 p.c. et de 12,29 à 9,48 p.c. respectivement. En moyenne annuelle, les taux moyens pondérés ont également baissé, revenant de 12,36 à 11,84 p.c. et de 12,30 à 10,39 p.c. respectivement.

Concernant les apports de liquidité, une seule opération a été enregistrée au mois de février au taux moyen pondéré de 11,69 p.c. contre 12,54 p.c. à fin décembre 2012.

Pour leur part, les taux moyens pondérés débiteurs et créditeurs se sont accrus de nouveau, passant respectivement de 15,67 à 16,24 p.c. et de 8,75 à 8,97 p.c. d'une fin d'année à l'autre.

III.2. POLITIQUE DE TAUX DE CHANGE ET MARCHÉ DE CHANGE

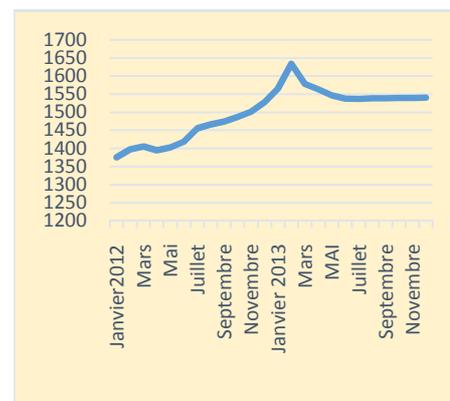
La Banque a maintenu un régime de change flottant et une libéralisation des transactions courantes.

III.2.1. POLITIQUE DE TAUX DE CHANGE

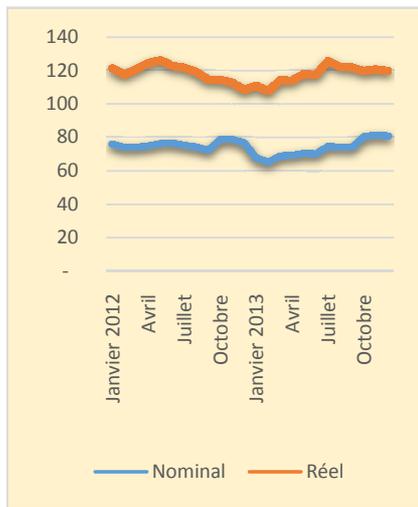
Au cours de l'année 2013, la Banque a continué d'appliquer une politique de change flexible. Le début de l'année a été marqué par une forte dépréciation du BIF, particulièrement au mois de février, suite à une demande accrue des devises liée au renouvellement du stock des marchandises brûlées lors de l'incendie qui a ravagé le marché central de Bujumbura et à un niveau réduit des réserves de change.

Face à cette situation, la Banque a pris un certain nombre de mesures destinées à maîtriser l'évolution du taux de change.

Graphique 20: Evolution du Taux de change du BIF par rapport au dollar américain (fin de période)



Graphique 21 : Taux de change effectif nominal et réel du franc Burundi (2005=100)



Change de devises

Les mesures ainsi prises ont porté sur:

- La modification des modalités d'intervention de la Banque Centrale sur le MESD par l'allocation des devises privilégiant le financement des importations des produits prioritaires;
- La fixation d'une marge de fluctuation de taux de change de plus ou moins 1,0 p.c. autour du taux de référence sur les opérations d'achats et de ventes des banques commerciales et des bureaux de change;
- La libéralisation des mouvements sur les comptes en devises des résidents;
- L'interdiction aux bureaux de change de s'approvisionner auprès des banques commerciales;
- La suppression du MESD et la mise en place du marché interbancaire de devises (MID).

En 2013, le taux de change journalier de référence est resté déterminé par la moyenne pondérée des taux appliqués aux opérations d'achats et ventes de devises effectuées la veille par les banques commerciales.

Le franc Burundi s'est déprécié par rapport à la plupart des principales devises cotées par la Banque.

D'une fin d'année à l'autre, le franc Burundi s'est déprécié face à la livre sterling (1,7 p.c.), à l'euro (4,3 p.c.), au DTS (0,3 p.c.) et au franc suisse (2,7 p.c.). En revanche, il s'est apprécié face au dollar américain (0,3 p.c.) et au yen japonais (18,2 p.c.).

Tableau 35: Cours de change de fin de période des principales monnaies (BIF par unité de monnaie étrangère) *

	2012	2013	variation (en %)
<i>Dollar américain</i>	1 546.1	1 542.0	-0.3
<i>Franc Suisse</i>	1 691.0	1 737.2	2.7
<i>Yen Japonais</i>	17.9	14.7	-18.2
<i>Livre Sterling</i>	2 498.2	2 541.1	1.7
<i>DTS</i>	2 376.2	2 382.4	0.3
<i>EURO</i>	2 041.0	2 128.0	4.3

+ : dépréciation du BIF
 - : appréciation du BIF
 * : cotation à l'incertain

Source: BRB

De même, en moyenne annuelle, le franc Burundi s'est déprécié par rapport à l'euro (11,3 p.c.), au franc suisse (9.0 p.c.), au dollar américain (7.8 p.c.), au DTS (7.0 p.c.), à la livre sterling (6.7 p.c.) alors qu'il s'est apprécié face au yen japonais (11,8 p.c.).

Tableau 36 : Cours de change moyens des principales monnaies (BIF par unité de monnaie étrangère)

<i>Devise</i>	<i>2012</i>	<i>2013</i>	<i>variation (en%)</i>
<i>Dollar américain</i>	1 442.5	1 555.1	7.8
<i>Franc Suisse</i>	1 538.7	1 677.5	9.0
<i>Yen Japonais</i>	18.1	16.0	-11.8
<i>Livre Sterling</i>	2 278.9	2 432.2	6.7
<i>DTS</i>	2 209.2	2 363.0	7.0
<i>EURO</i>	1 854.9	2 065.1	11.3
+ : dépréciation du BIF			
- : appréciation du BIF			
* : cotation à l'incertain			
<i>Source: BRB</i>			

Le taux de change effectif nominal (TCEN) du BIF a augmenté de 5,6 p.c., en glissement annuel, suite à la dépréciation du franc Burundi par rapport à la totalité des monnaies des pays partenaires et/ou concurrents commerciaux.

Le taux de change effectif réel a davantage progressé de 10,5 p.c. en glissement annuel, suite à l'augmentation des prix intérieurs (9,0 p.c.), légèrement supérieure à celle des prix externes (8,8 p.c.).

Tableau 37 : Taux de change effectif du franc Burundi

<i>Période</i>	<i>NOMINAL</i>	<i>REEL</i>
<i>2009</i>	91.1	107.5
<i>2010</i>	93.0	113.9
<i>2011</i>	87.0	111.8
<i>2012</i>	81.3	117.9
<i>2013</i>	78.1	120.5
2012		
<i>Mars</i>	73.9	120.8
<i>Juin</i>	76.3	122.7
<i>Septembre</i>	72.1	114.5
<i>Décembre</i>	76.4	108.4
2013		
<i>Mars</i>	68.6	114.1
<i>Juin</i>	69.9	117.4
<i>Septembre</i>	73.8	121.9
<i>Décembre</i>	80.6	119.7
<i>Source: BRB</i>		

En moyenne annuelle, le taux de change effectif nominal (TCEN) a diminué de 3,9 p.c. en raison de l'appréciation du franc Burundi par rapport à la quasi-totalité des monnaies des pays partenaires et/concurrents commerciaux.

En revanche, le taux de change effectif réel s'est accru de 2,2 p.c. suite à l'augmentation des prix intérieurs (8,0 p.c.) plus importante que celle des prix extérieurs (1,4 p.c.).

III.2.2. MARCHE DE CHANGES

Au cours de l'année 2013, la Banque a continué à animer le marché de changes en mettant à la disposition de l'économie des ressources en devises nécessaires. Ce marché était organisé, jusqu'au mois d'avril 2013, sous forme de marché aux enchères symétriques de devises (MESD).

A partir du 12 avril, la Banque a transformé le MESD en un marché interbancaire de devises (MID), tenu tous les jours ouvrables, sur lesquelles banques commerciales s'échangent des devises. Les bureaux de change ne sont pas autorisés à participer sur le MID.

La Banque Centrale n'intervient sur ce marché que pour des fins de politique de change. Les interventions de la Banque sont effectuées sur base des prévisions mensuelles de la liquidité en devises.

Le volume des opérations de ventes de la Banque adjudgées sur le MID, au cours de l'année 2013, s'est accru de 9,6 p.c., passant de 97,65 à 107,05MUSD.

III.3. GESTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE ET DES SYSTEMES DE PAIEMENT

III.3.1. GESTION DE LA CIRCULATION FIDUCIAIRE

La Banque a continué de mettre à la disposition du public les moyens de paiement suffisants pour ses transactions à savoir les billets de banque et les pièces de monnaie.

D'une fin d'année à l'autre, la circulation fiduciaire s'est accrue de 6,8 p.c., passant de 198.246,9 à 211.683,7 MBIF.



Au cours de l'année sous revue, la circulation fiduciaire a affiché la même tendance haussière que celle enregistrée les années précédentes. Elle s'est intensifiée durant la période de la campagne café et vers la fin de l'année.

En outre, la Banque a continué à entretenir la circulation fiduciaire en procédant au triage, au retrait et au remplacement des billets et pièces impropres à la circulation.

L'analyse de la composition de la circulation fiduciaire montre que les coupures de 10.000 BIF demeurent prédominantes quoiqu'en baisse (63,86 contre 70,4 p.c.); celles de 5.000 BIF et de 1.000 BIF représentent respectivement 23,86 et 5,72 p.c. La valeur des coupures de 1.000 et de 5.000 BIF en circulation s'est accrue, respectivement de 159,3 et 41,2 p.c., en raison de l'approvisionnement de ces billets effectué au cours de l'année. La part des billets dans la circulation fiduciaire a été de 99,7 p.c. pendant que celle des pièces s'est fixée à 0,3 p.c.

III.3.2. GESTION DES SYSTEMES DE PAIEMENT

La Banque a continué à assurer la gestion des comptes courants par le biais des paiements directs aux guichets et indirects à travers la chambre de compensation. Elle a aussi effectué le suivi des chèques sans provision et des opérations de prêts interbancaires appelés « call money ».

Les opérations de la chambre de compensation sont constituées essentiellement par les chèques, les avis de crédit et de débit présentés et/ou reçus.

En termes de volume, les chèques échangés (149.218 contre 241.171) ont diminué de 38,1 p.c., traduisant une baisse des activités de la chambre de compensation. Toutefois, l'année 2013 a été marquée par l'accroissement des chèques sans provision alors qu'ils tendaient vers la disparition au cours des années précédentes (706 contre 41 en 2012). En revanche, les autres pièces présentées (44.713 contre 43.978) ont augmenté de 1,7 p.c. d'une année à l'autre.

Pour l'année 2013, le marché interbancaire a enregistré un regain de dynamisme. En effet, les opérations de call money sont passées de 110,1 MBIF en 2012 à 196,5 MBIF en 2013, soit une croissance de 78,6 p.c.

III.4. SUPERVISION DU SECTEUR BANCAIRE ET DE LA MICROFINANCE

Dans le domaine de la supervision, la Banque a poursuivi sa mission de veiller au bon fonctionnement et à la stabilité du secteur bancaire et de la microfinance.

III.4.1. SECTEUR BANCAIRE

Au terme de l'exercice 2013, le secteur bancaire du Burundi comprend dix banques commerciales et deux établissements financiers.

III.4.1.1. Réglementation et contrôle

Au cours de l'année, la Banque a poursuivi le processus de réforme du dispositif légal et réglementaire en vue de l'adapter à l'évolution des standards et des meilleures pratiques internationales de Bâle et de répondre aux exigences d'harmonisation dans le cadre de l'intégration au sein de la CAE.

Le processus de révision de la Loi bancaire a continué et plusieurs circulaires ont été révisées et une autre édictée. En effet, dans le cadre de la mise en application de Bâle II et de Bâle III, la circulaire relative aux fonds propres et celle relative à la classification des risques et au provisionnement des impayés ont été revues.

Pour favoriser la concurrence, une nouvelle circulaire relative à la transparence sur les conditions appliquées par les banques et établissements financiers à leurs opérations avec la clientèle a été édictée par la Banque.

Egalement, pour inciter les banques à évaluer leur capacité à faire face à d'éventuelles tensions sur leur liquidité, un reporting additionnel sur les prévisions de leur liquidité a été exigé par le biais de la nouvelle circulaire sur le ratio de liquidité adoptée dans le cadre d'harmonisation avec les pays de la CAE.

En outre, la Banque a continué à effectuer des contrôles, sur pièces et sur place, d'ordre général et thématique des banques commerciales et établissements financiers.

III.4.1.2. Activités du secteur bancaire

D'une fin d'année à l'autre, l'activité du secteur bancaire s'est intensifiée, les ressources et les emplois s'étant accrus de 17,8 p.c.

Tableau 38 : Principaux emplois

RUBRIQUES	déc-12	déc-13	Variation	
			V	p.c.
Principaux Emplois	967 062.2	1 119 013.7	151 951.5	15.7
A. Liquidité	317 691.7	420 546.1	102 854.4	32.4
. Caisse	34 244.3	39 203.5	4 959.2	14.5
. B.R.B.	50 635.4	83 136.2	32 500.8	64.2
. B & E.F	193 826.2	189 186.4	- 4 639.8	-2.4
. Bons et Certificat du Trésor	38 985.8	109 020.0	70 034.2	179.6
B. Crédits	649 370.5	698 467.6	49 097.1	7.6
. Court terme	372 699.5	379 618.2	6 918.7	1.9
. Moyen terme	183 047.3	193 683.0	10 635.7	5.8
. Long terme	36 809.2	54 256.5	17 447.3	47.4
. Crédits bail	298.6	90.5	- 208.1	-69.7
. Impayés	56 515.9	70 819.4	14 303.5	25.3
TOTAL EMPLOIS	1 149 536.0	1 354 642.3	205 106.3	17.8

A fin décembre 2013, les principaux emplois consolidés de l'ensemble du secteur bancaire ont augmenté de 15,7 p.c. par rapport à fin décembre 2012, passant de 967 062,2 à 1.119.013,7 MBIF. Cette progression est soutenue par la croissance généralisée pour la quasi-totalité des différentes rubriques des principaux emplois. L'année 2013 est caractérisée par une appétence du secteur bancaire pour les titres de l'Etat qui enregistrent une hausse de 179,6%, passant de 38.985,8 à 109.020 MBIF.

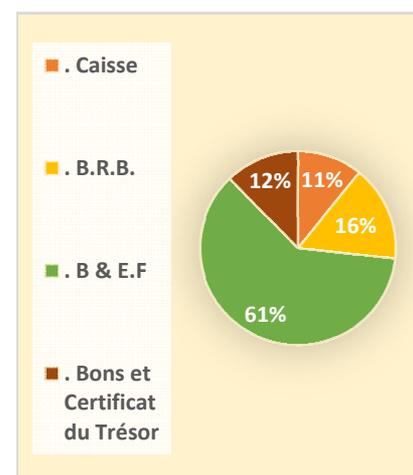
Tableau 39: Principales ressources

RUBRIQUES	déc-12	déc-13	Variation	
			V	p.c.
Principales Ressources	704 395.5	878 369.7	173 974.2	24.7
Clientèle	680 796.6	868 428.9	187 632.3	27.6
B.R.B.	0.0	0.0	0.0	0.0
B & E.F	23 598.9	9 940.8	-13 658.1	-57.9
RESSOURCES	1 149 536.0	1 354 642.3	205 106.3	17.8

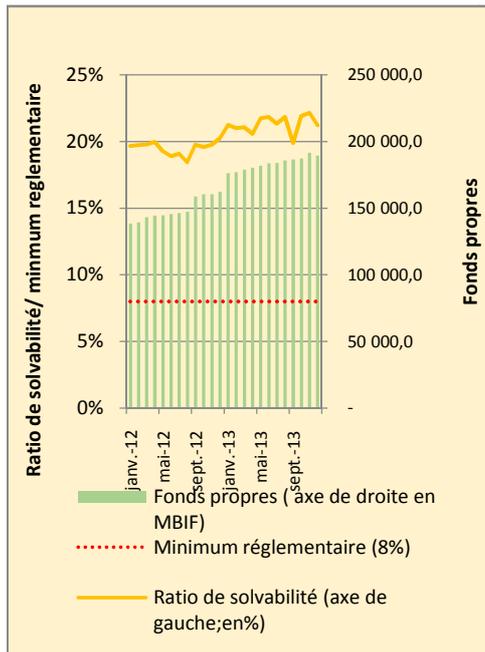
Source : BRB

Les principales ressources ont également progressé, passant de 704 395,5 à 878.369,7 MBIF de fin décembre 2012 à fin décembre 2013, en raison essentiellement de la hausse des ressources provenant de la clientèle (27,6 p.c.), les prêts interbancaires ayant diminués de plus de la moitié (-57,9%).

Graphique 22 : Répartition de la liquidité bancaire



Graphique 23 : Solvabilité du secteur bancaire



Concernant la qualité des actifs, les créances en souffrance de l'ensemble du secteur ont augmenté de 25,3 p.c., passant de 56 515,9 à 70.819,4 MBIF d'une fin d'année à l'autre. Ainsi, le taux de détérioration du portefeuille crédits s'est accentué, passant de 8,7 p.c. à 10,1 p.c.

Au niveau de la rentabilité, les performances du secteur bancaire évaluées par le PNB enregistrent une hausse de 13,4%. Toutefois, le résultat net n'a progressé que de 2,9 p.c. , passant de 18.317 à 18.855,1MBIF de fin décembre 2012 à fin décembre 2013. Cette faible croissance est essentiellement imputable à la hausse des frais généraux et des dotations aux provisions qui augmentent chacun de près de 10.000 MBIF.

S'agissant des normes prudentielles, elles se sont fixées à l'intérieur des limites réglementaires. Avec les fonds propres qui enregistrent une croissance de 20,8 p.c., le ratio de solvabilité s'est fixé à 23,2 p.c. contre une norme de 8,0 p.c.

Quant au coefficient de liquidité en BIF et le rapport entre les ressources stables et les emplois immobilisés, ils se sont établis à 26,2 et 135,9 p.c. respectivement, alors que la norme se situe à 20,0 et 60,0 p.c.

Quelques établissements de microfinance



III.4.2. SECTEURS DE LA MICROFINANCE ET BUREAUX DE CHANGE

A fin décembre 2013, le secteur de la microfinance comprend vingt-sept établissements de microfinance qui offrent des services d'épargne et de crédit à court et moyen terme dont quatre ont été agréés au cours de l'année sous revue.

Au cours de l'exercice 2013, la Banque a réalisé plusieurs travaux en rapport avec la supervision des établissements de Microfinance et des bureaux de change ainsi qu'avec la promotion de l'inclusion financière.

III.4.2.1 Supervision de la microfinance

Au niveau réglementaire, la Banque a élaboré des circulaires qui explicitent davantage ou complètent certaines dispositions réglementaires existantes, notamment celle relative à la matrice des sanctions applicables aux établissements de microfinance prises en vertu du Décret n° 100/203 du 22 juillet 2006 portant réglementation des activités de microfinance au Burundi.

Sur le plan opérationnel, des contrôles sur place et sur pièces, ont été effectués. Des dossiers en rapport avec l'ouverture de nouvelles agences ainsi qu'avec l'agrément de nouveaux établissements, de dirigeants et de Commissaires aux Comptes ont été traités.

En matière d'encadrement des établissements de microfinance à la production des états financiers fiables, une formation sur le Référentiel Comptable en faveur des agents, cadres et commissaires aux comptes des établissements de microfinance a été organisée.

S'agissant des indicateurs d'activités de la microfinance, le secteur affiche, en général, une évolution positive d'un exercice à l'autre.

III.4.2.2. Supervision des bureaux de change et établissements de transfert instantané d'argent

Des travaux en rapport avec le contrôle des bureaux de change se sont poursuivis. En outre, 8 bureaux de change ont été agréés portant à 58 leur nombre à fin décembre 2013.

Afin de renforcer le contrôle des bureaux de change, une circulaire relative au système d'informations et de gestion des bureaux de change a été élaborée et un projet relatif à la matrice des sanctions est en attente de validation.

Des mesures ont été également prises en vue de réorganiser le fonctionnement des bureaux de change. Dans ce cadre, une circulaire indiquant que les marges applicables aux opérations de vente et d'achat de devises doivent être contenues dans un plafond /plancher de 1 p.c. autour du taux de référence publié par la Banque centrale a été émise le 1^{er} mars 2013.

S'agissant des établissements de transfert instantané d'argent, des dossiers de demande d'agrément de deux établissements ont été analysés et le processus d'agrément est en cours.

III.4.2.3. Promotion de l'inclusion financière

La Banque a participé aux groupes de travail de l'Alliance pour l'Inclusion Financière, « AFI » en sigle.

Au mois de novembre 2013, la Banque a organisé un atelier de réflexion sur les résultats de l'enquête nationale de 2012 sur l'inclusion financière au Burundi à l'intention des différents partenaires nationaux et internationaux.

Cet atelier a permis d'entreprendre plusieurs initiatives en vue d'accroître l'accès aux services financiers, notamment la mise en place d'une Stratégie Nationale d'Inclusion Financière.

III.5. RECHERCHE ET STATISTIQUES

La collecte et la gestion de l'information statistique répondent à la nécessité pour la Banque de disposer à tout moment des informations nécessaires à la prise de décisions, à l'exécution des travaux de recherche et à la publication des données économiques et financières du pays.

Au cours de l'année sous revue, les travaux de recherche dans les domaines monétaires et de change ont été effectués. En outre, des notes analytiques visant à éclairer les Autorités de la Banque dans la conduite de la politique monétaire ont été rédigées. Ces notes ont porté essentiellement sur l'analyse et la prévision du taux de change, le taux d'inflation et la circulation des billets et pièces. D'autres travaux ont consisté en la préparation des rapports du Comité de politique monétaire.

Dans le domaine des statistiques, la Banque a poursuivi la collecte, le traitement et l'analyse des statistiques portant sur la production, les finances publiques et la balance des paiements ainsi que les statistiques monétaires et financières.

Dans le cadre de l'harmonisation des statistiques du commerce extérieur avec les différentes institutions intervenant dans la collecte et le traitement de ces statistiques, il a été mis sur pied une commission permanente tripartite composée des membres de la BRB, de l'OBR et de l'ISTEEBU, chargée du traitement harmonisé et de la validation concertée des statistiques du commerce extérieur, avant leur diffusion.

Au niveau des statistiques des finances publiques, la Banque a poursuivi l'adoption du manuel des finances publiques version 2001, en collaboration avec le MFPDE.

En outre, le processus d'harmonisation des statistiques monétaires et financières et celles de la balance des paiements dans le cadre de la CAE s'est poursuivi.

La Banque a procédé au lancement, au mois d'août 2013, d'une enquête de conjoncture permettant de suivre la situation économique et de prévoir les évolutions à court terme. Cette enquête qui est réalisée chaque mois auprès des entreprises, permet à l'autorité monétaire, dans le cadre de la conduite de la politique monétaire, de réagir en temps réel sur l'évolution de la conjoncture.

Enfin, la Banque a mis à la disposition du public des informations portant sur l'évolution de la situation économique et financière du pays à travers la publication des indicateurs de conjoncture, les bulletins mensuels, le rapport annuel, le site Web (www.brb.bi) ainsi que la publication des états financiers de la Banque dans le Bulletin Officiel du Burundi.

III.6. PROJETS EN COURS DE REALISATION

III.6.1. PROJET DE MODERNISATION DES INFRASTRUCTURES INFORMATIQUES

Le projet consiste en la modernisation des infrastructures informatiques de la BRB notamment la mise en place d'une plateforme ITIS (IT Infrastructure System). Cette dernière concerne les équipements informatiques qui supporteront les autres projets en cours relatifs au système de paiement.

Les travaux réalisés en 2013 consistaient essentiellement en la formulation des besoins informatiques en rapport avec l'infrastructure technique sur laquelle vont reposer les autres outils et logiciels de la BRB.

III.6.2. PROJETS DE MODERNISATION DES SYSTEMES DE PAIEMENT

Le Projet de modernisation des systèmes de paiement au Burundi est une composante du Projet de Développement des Secteurs Financier et Privé (PSD) financé par la Banque Mondiale. Cette composante comprend la mise en place d'un système de paiement et de règlement automatisé, d'un système de paiement par carte et d'un système de traitement des titres.

III. 6.2.1. Automated Transfer System (ATS) et Central Securities Depository (CSD)

Le système de paiement hybride ATS comprend la composante du système de paiement de détail appelée Automated Clearing House (ACH), la composante du système de paiement des gros montants en temps réel, Real Time Gross Settlement System (RTGS) ainsi qu'une composante pour la numérisation des chèques.

Le Dépositaire Central des titres (CSD) est un système qui s'occupera de l'enregistrement électronique des titres publics et privés émis et négociables sur le marché financier, ainsi que du transfert de propriété en rapport avec les transactions effectuées sur ces titres.

Les réalisations de l'année 2013 consistaient essentiellement en l'élaboration des spécifications techniques du système.

III. 6.2.2. Système Monétique

Le projet vise l'interopérabilité des systèmes monétiques des banques et permettra à celles qui n'en ont pas d'opérer les activités monétiques par délégation.

Les réalisations de l'année 2013 consistaient essentiellement en l'élaboration des spécifications techniques du système.

III.6.3. PROJET SYSTEMES D'INFORMATION BANCAIRE

Le projet consiste à automatiser et moderniser les opérations internes de la BRB, ce qui permettra d'améliorer les performances de ses différents services.

L'année 2013 a été marquée par l'élaboration des spécifications fonctionnelles et techniques du système à mettre en place.

III. 6.4. PROJET CADRE LEGAL DES SYSTEMES DE PAIEMENT

III. 6.4.1. Révision de la loi bancaire

La révision de la loi n°1/017 du 23 octobre 2003 portant réglementation des banques et établissements financiers (loi bancaire) a pour objectif de renforcer les prérogatives de la Banque Centrale visant à garantir un système financier fiable et solide, capable de jouer pleinement le rôle qui lui est dévolu.

Cette révision s'inscrit ainsi dans le processus de converger vers les meilleurs pratiques internationales en se conformant notamment aux principes fondamentaux de Bâle; mais aussi dans le cadre de l'harmonisation des domaines législatifs et réglementaires du secteur financier selon les recommandations du MAC.

Au cours de l'année 2013, le projet de loi bancaire était en cours de finalisation par la prise en compte des observations de la profession et d'autres acteurs concernés.

III. 6.4.2. Loi sur les systèmes de paiement

Le projet de loi constitue une première étape dans l'objectif de réglementer le Système de paiement du Burundi et aucun cadre légal le régissant n'existait jusqu'à ce jour.

Le présent projet de loi vient ainsi combler ce vide juridique, et ses dispositions tiennent compte des standards internationaux et des bonnes pratiques en la matière, tels qu'ils sont édictés par la Banque des Règlements Internationaux (B.R.I.) de Bâle en Suisse.

D'une manière générale, cette loi s'inscrit dans le cadre de la modernisation du Système de paiement au Burundi, mais elle doit également être placée dans un contexte plus large des initiatives régionales d'intégration des systèmes de paiement des pays membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) d'une part, et du Marché commun de l'Afrique Orientale et Australe, COMESA en sigle, d'autre part.

A fin 2013, le projet était à un stade avancé dans le processus de promulgation.

III. 6.4.3. Loi sur les transactions électroniques

Le projet de loi édicte les principes essentiels applicables aux communications électroniques et s'inscrit dans le processus du Gouvernement de dessiner un cadre au sein duquel la société de l'information pourra légalement se développer au Burundi. En effet, l'objectif fixé par le Gouvernement consiste à permettre au Burundi de bénéficier d'un véritable saut technologique susceptible d'améliorer sa croissance économique en permettant le développement des activités dans un cadre juridique sécurisé et utilisant les technologies de l'information et de la communication.

Or, le cadre légal et réglementaire actuel ne permet pas de fournir aux acteurs économiques et aux citoyens l'environnement juridique sécurisé indispensable à la création d'un climat de confiance sans lequel toute transaction électronique ne peut se développer.

A fin 2013, le projet de loi était au début du processus de promulgation.

III. 6.4.4. Projet de règlement relatif aux services de paiement et aux activités des établissements de paiement

Ce projet est en train d'être réajusté en fonction de la promulgation de la loi bancaire révisée et de loi portant Système National de Paiement qui lui servent de base légale.

III 6.4.5. Projet de règlement relatif aux activités des agents commerciaux en opérations de banque et de services de paiement.

Le projet de Règlement a été finalisé et attend la promulgation de la loi bancaire et de celle portant système national de paiement dont il sera l'émanation pour être édicté.

III. 6.4.6. Convention Interbancaire: Protocole d'accord Interbancaire de Monétique

Les banques de la place projettent de signer un accord de principe portant création d'une Société Commune Interbancaire qui s'occupera de gérer le Centre de Traitement Monétique (CTM). Cette convention s'inscrit également dans le programme initié par la BRB de moderniser le système de paiement du Burundi.

A fin 2013, le projet de convention était en cours de signature.

III.7. ACTIVITES EN RAPPORT AVEC L'INTEGRATION REGIONALE

Au cours de l'année 2013, la Banque de la République du Burundi a participé dans des activités organisées par les différentes organisations régionales dont le Burundi est membre. Les activités liées au processus d'intégration régionale se sont focalisées sur la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA) et le Marché Commun de l'Afrique de l'Est et Australe (COMESA).

III.7.1. COOPERATION MONETAIRE ET FINANCIERE AU SEIN DE LA CAE

Les travaux liés au processus d'harmonisation des politiques monétaire et financière au sein de la CAE sont effectués dans le cadre des réunions organisées au sein du Comité des Affaires Monétaires (MAC), du Comité des Marché des Capitaux, des Assurances et de la Pension (CMIPC) et de l'Association des

Autorités de Régulation des Marchés de Capitaux des pays membres de la CAE (EASRA).

Au cours de l'année 2013, la Banque a participé à la 16ème réunion ordinaire du Comité des Affaires Monétaires (MAC) et aux ateliers prévus par celui-ci en vue d'évaluer l'état de mise en œuvre du processus d'harmonisation des politiques de la Communauté.

En vue de se conformer aux recommandations portant sur la libéralisation du compte de capital, la Banque a mis en place une série de mesures visant le développement du marché, notamment en supprimant les limitations sur le montant des retraits en devises par les clients des banques commerciales et en mettant en place un marché interbancaire de devises. Dans le cadre de cette libéralisation, la Banque a initié des réformes sur la réglementation des changes ainsi que sur la révision de la loi bancaire pour s'adapter aux évolutions récentes et se conformer aux principes en vigueur en matière de contrôle et de supervision bancaire.

Dans ce processus d'intégration, à travers le MAC, la Banque a participé, en octobre 2013, à un atelier de réflexion et d'échanges au niveau du sous-comité chargé des questions des politiques économiques. Cet atelier a évalué les progrès réalisés dans le domaine de l'harmonisation des statistiques, en particulier les statistiques sur le secteur monétaire et financier, l'indice harmonisé des prix à la consommation, la balance des paiements ainsi que les finances publiques.

Il a également passé en revue l'état de mise en œuvre des recommandations du MAC en général, et en particulier la mesure sur l'inflation sous-jacente, le développement d'un cadre de conformité à la convertibilité du compte de capital ainsi que l'impact des mouvements de capitaux dans les pays de la CAE et le développement d'un cadre d'évaluation du désajustement du taux de change au cours de la transition vers l'union monétaire.

La convergence macroéconomique vise à harmoniser les politiques économiques en vue de créer les conditions préalables pour une intégration réussie.

A cet effet, des critères de convergence ont été établis pour adopter des stratégies permettant la mise en place de l'union monétaire.

En 2013, des améliorations considérables par rapport à l'année précédente sur l'ensemble des critères de convergence contenus dans le Protocole d'Union Monétaire Est Africaine ont été observées. En effet, à l'exception des réserves de changes exprimées en termes de mois d'importations, les autres critères ont été respectés.

Tableau 40 : Evolution des critères de convergence

	2009	2010	2011	2012	2013
<i>Taux d'inflation (Plafond de 8%)</i>	10.5	6.5	9.6	18.2	7.9
<i>Déficit Budgétaire Dons compris en % du PIB (Plafond de 3%)</i>	5.9	1.7	3	3.4	2.6
<i>Dette Publique en % du PIB (Plafond de 50%)</i>	42.5	36.9	33.4	33.5	28.7
<i>Réserves de changes (Plancher de 4,5 mois d'importations)</i>	7.5	6.6	5	4	4.2

Source: BRB

Des progrès significatifs ont été réalisés en matière de stabilité des prix. De fait, le niveau d'inflation s'est fixé dans les limites du protocole d'union monétaire signé par les Chefs d'Etats en novembre 2013.

III.7.2. ACTIVITES AU SEIN DE L'ASSOCIATION DES BANQUES CENTRALES AFRICAINES (ABCA)

Dans le but de favoriser les échanges d'idées et d'expériences ayant trait aux questions de coopération monétaire, bancaire et financière en Afrique, la Banque s'est activement impliquée en 2013 aux travaux de l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA), conformément aux décisions issues de la 36ème réunion du Conseil des Gouverneurs tenue à Alger en Août 2012.

En effet, la Banque a participé au séminaire continental organisé par l'ABCA en collaboration avec la Banque Centrale du Lesotho, en mai 2013 à Maseru, sur le thème « Le rôle des Banques Centrales dans la promotion de la croissance économique durable en Afrique ».

Elle a également participé à la réunion du Comité Sous Régional de l'Afrique de l'Est, organisée en juillet 2013 à Arusha par la Banque

Centrale de Tanzanie. Cette réunion avait pour but d'évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre du Programme de Coopération Monétaire en Afrique et l'état d'avancement des décisions prises par la 36ème réunion du Conseil des Gouverneurs.

La Banque a enfin pris part à la 37ème réunion du Conseil des Gouverneurs et au symposium sur le thème « Inclusion financière en Afrique : défis que posent les innovations financières à la politique monétaire et à la stabilité du système financier » en Août 2013 à l'île Maurice.

III.7.3. INTEGRATION AU SEIN DU COMESA

En plus des ateliers de formation organisés à Nairobi et Lusaka dans le cadre du Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe (COMESA) en 2013. La Banque a aussi participé aux réunions sur la coopération monétaire du COMESA tenues à Lilongwe au MALAWI.

III.8. AUTRES ACTIVITES

En appui à ses missions fondamentales, la Banque a continué à exercer des activités axées principalement sur les domaines : juridique, logistique et sécurité, la comptabilité et les technologies de l'information. Dans le cadre de ses relations avec les institutions partenaires internationales, la Banque a pris part aux réunions, aux assemblées régionales et internationales et autres forums qui traitent des sujets qui sont en rapport avec ses missions.

IV. GOUVERNANCE ET COMPTES DE LA BANQUE

IV.1. GOUVERNANCE

IV.1.1. ADMINISTRATION

Au cours de l'année 2013, les organes de la Banque régis par la Loi n° 1/34 du 2 décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi demeurent le Conseil Général, le Comité de Direction et les Organes de Contrôle.

Le Gouverneur, assisté de deux Vice Gouverneurs, assure la direction de la Banque. Il préside le Conseil Général et le Comité de Direction, prépare et met en œuvre leurs décisions, nomme aux emplois de la Banque et la représente vis-à-vis des tiers.

IV.1.1.1. Conseil Général

Le Conseil Général est l'organe suprême de la Banque qui détermine l'orientation de ses politiques. Il est composé de huit membres dont le Gouverneur, les deux Vice-Gouverneurs et cinq membres nommés par décret présidentiel en raison de leurs compétences et expériences en matière économique, financière, bancaire, monétaire ou juridique.

Le Conseil Général a tenu, au cours de l'année 2013, sept réunions ordinaires qui ont porté notamment sur l'analyse et l'approbation des états financiers de la Banque arrêtés au 31 décembre 2012 et l'affectation du résultat relevant de cet exercice, l'analyse et l'approbation des états financiers de la Banque arrêtés à fin mars, juin et septembre 2013, la révision budgétaire 2013. Il a ensuite procédé à l'analyse du rapport annuel de la Banque pour l'exercice 2012, l'analyse et l'approbation du rapport du Comité d'audit pour l'exercice 2012, l'analyse du rapport de gestion des réserves de change au 31 mars, 30 juin et 30 septembre 2013 ainsi que les prévisions budgétaires pour l'exercice 2014.



IV.1.1.2. Comité de Direction

Le Comité de Direction est composé du Gouverneur et de deux Vice- Gouverneurs. Il examine les questions d'ordre stratégique et/ou relatives à la gestion interne de la Banque. A cet effet, il a tenu ses réunions conformément aux Statuts de la Banque. La plupart de ces réunions qui étaient élargies aux Conseillers de la Direction et aux Responsables des Services ont analysé entre autres les situations actives et passives mensuelles de la Banque, la révision budgétaire de l'exercice 2013 et le budget prévu pour l'exercice 2014.

IV.1.1.3. Organes de contrôle

En vertu des statuts de la Banque, les organes de contrôle sont les suivants:

- Le Comité d'audit
- Les Auditeurs internes
- Les Auditeurs externes.

Le Comité d'audit a, dans ses attributions, le rôle d'assister le Conseil Général dans l'exécution de ses responsabilités en matière d'audit.

Au cours de l'exercice 2013, le Comité d'Audit a continué d'accomplir sa mission conformément à la Charte du Comité d'Audit. Cette charte indique les pouvoirs et les responsabilités dudit Comité vis-à-vis du contrôle interne, de la gestion des risques, des rapports financiers et de l'auditeur interne et externe. Ainsi, le Comité d'audit a tenu neuf réunions dont cinq étaient en rapport avec les activités de l'audit interne, les autres étant relatives aux travaux de l'auditeur externe et au rapport sur l'évaluation d'assurance et d'amélioration de la qualité du service Audit Interne.

Au cours de la même année, l'Audit Interne a fait l'objet d'une évaluation externe d'assurance et d'amélioration de la qualité par la Bank Al Maghrib. La mission avait comme principal objectif d'évaluer la conformité du Service Audit Interne aux normes internationales d'Audit de l'IIA (Institute of Internal Auditors), ainsi que l'efficacité de son fonctionnement. Elle a constaté que l'organisation et le fonctionnement de l'Audit Interne de la BRB sont globalement conformes aux normes internationales pour la pratique professionnelle de l'Audit Interne telles qu'édictées par l'IIA.

Les auditeurs internes et externes ont continué à exécuter les missions qui relèvent de leur compétence conformément aux Normes Internationales d'Audit.

La mission de l'Audit Interne consiste à conduire des missions d'audit des activités de la Banque en vue d'identifier les risques auxquels cette dernière est exposée et de formuler des recommandations permettant de maîtriser lesdits risques.

Dans ces missions, l'auditeur s'est de nouveau basé sur la méthodologie d'audit fondée sur les risques. Il a utilisé les formulaires standardisés en particulier la Feuille de Révélation et d'Analyse des Problèmes (FRAP) qui met en évidence les faiblesses constatées, les critères d'évaluation, les causes des faiblesses, les risques auxquels la Banque est exposée, les contrôles internes existants, les recommandations, les avis de l'audit, les plans d'action et enfin les décisions de l'Autorité.

Au cours de l'année 2013, l'activité de l'auditeur interne s'est focalisée sur la finalisation des activités prévues dans le plan annuel d'audit 2012 et sur l'exécution des activités programmées dans le plan annuel 2013. Le plan d'audit de l'année 2013 comptait 18 objets d'audits dont 8 avaient été choisis en fonction de leurs niveaux de risque, 5 étaient des audits à caractère répétitif et 5 autres étaient en cours de finalisation à la fin de l'exercice 2012.

A fin décembre 2013, le taux de réalisation du plan annuel d'audit 2013 se situait à 61 p.c. En effet, cinq objets d'audit qui demeuraient en cours de réalisation concernaient le paiement des factures, l'audit des états financiers à fin juin 2013, l'état de mise en œuvre des décisions issues des réunions de MAC, l'agrément des institutions financières et microfinance ainsi que l'analyse de la circulation de l'information à la Banque.

L'audit externe a été effectué selon les Normes Internationales d'Information Financière (IFRS). La société « GRANT THORNTON » dont le mandat avait expiré à fin 2012 a obtenu le renouvellement de son mandat comme auditeurs externes de la Banque pour les exercices 2013, 2014 et 2015.

L'audit externe a concerné la situation financière au 31 décembre 2013, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date. Enfin, l'audit externe a effectué un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

IV.1.2. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

IV.1.2.1. Effectif

D'une fin d'année à l'autre, l'effectif du personnel de la Banque s'est accru de 77 unités, passant de 533 à 610 unités. Outre que, dans ce recrutement, la Banque avait l'objectif de remplacer les unités parties pour la retraite, l'objectif ultime était de rehausser le niveau qualité de ses prestations en se dotant de jeunes cadres avec un niveau de formation supérieur, lui permettant de faire face aux exigences de l'intégration régionale en termes des compétences techniques.

A fin décembre 2013, la part du personnel féminin dans l'effectif total de la Banque est restée satisfaisante, même si elle s'est légèrement réduite, revenant de 42,2 à 40,3 p.c.

La répartition du personnel par tranche d'âges montre que la tranche des plus jeunes située entre 18 et 35 ans a été renforcée, passant de 27,2 à 34,6 p.c. d'une année à l'autre. La tranche située entre 36 et 45 ans s'est établie à 28,5 contre 31,5 p.c. et celle de 46 à 55 ans s'est fixée à 25,2 contre 27,8 p.c. l'année précédente.

IV.1.2.2. Politique sociale

En matière de politique sociale, la Banque a mené des actions visant à assurer le bien-être de son personnel. Plusieurs avantages sociaux ont été ainsi accordés et les prestations sociales améliorées en faveur des cadres et agents de la Banque, le tout dans l'optique de promouvoir un environnement de travail motivant et incitatif.

IV.1.2.3. Formation

Dans le souci d'assurer le renforcement des capacités et le développement des compétences de son personnel, la Banque a facilité le perfectionnement de son personnel par la participation à des séminaires, cours et ateliers organisés sur place et/ou à l'étranger dans divers domaines. En outre, la Banque a soutenu et encouragé des formations diplômantes de longue durée.

IV.2. SITUATION ACTIVE ET PASSIVE ET COMPTE DE RESULTAT

Au cours de l'exercice 2013, la situation financière de la Banque fait ressortir un accroissement du bilan. Pour sa part, le résultat global de la Banque a subi les contrecoups de la perte sur fluctuations des cours de change.

Tableau 41 : Bilan

BANQUE DE LA REPUBLIQUE DUBURUNDI					
Bilans (en milliers)					
A C T I F	Au 31.12.2012	Au 31.12.2013	P A S S I F	Au 31.12.2012	Au 31.12.2013
CREANCES SUR L'ETRANGER	665 985 950	695 849 285	BASE MONETAIRE	270 277 016	302 204 421
Encaisse monnaies étrangères	8529258	11237317.54	Billets et pièces en circulation	198 246 926	211 683 709
Avoirs extérieurs	468165665	496397143.3	Dépôts du secteur bancaire	46 679 921	82 710 860
Avoirs en or	2482046	1785259	Dépôts des établissements financiers et microfinances	25 350 169	7 809 852
Correspondants à vue	58032506	241446505			
Correspondants à terme	207952627	57053630.29			
Avoirs en DTS	199698486	196111749	DEPOTS DU SECTEUR GOUVERNEMENTAL	127657532	170694500
Provisions versées pour crédocs	6324713	4768469	Dépôts de l'administration centrale en bif	86136395	69923850
Quote part au FMI	182966314	183446355.4	Dépôts de l'administration centrale en devises	29636843	82442838
			Dépôts des admin.locales, des organ. publics et des agences gouvernementales	11884294	18327812
CREANCES SUR L'ETAT	410 025 016	396 574 294	DEPOTS DIVERS	17274153	9568664
Avances ordinaires	155251860	0	Dépôts à l'importation	15658225	7533009
Dette extraordinaire	137735733	289289988	Autres Engagements	1615928	2035655
Avance spéciale/allocations de DTS	117037423	107284306			
CREANCES SUR LES BANQUES COMMERCIALES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS	0	0	ENGAGEMENTS ENVERS LE FMI	566 643 565	575 949 344
Créances sur les banques commerciales	0	0	FMI-FRPC/FEC	209 053 185	217 420 770
Créances sur les établissements financiers	0	0	Compte FMI n° 1	7903242	7903242
Créances sur les banques en liquidation	887 842	887 842	Allocation des DTS	175 480 107	175 940 507
Provision pour dépréciation des prêts	-887 842	-887 842	Comptes titres FMI	167633611	171770702
			Comptes d'ajustement de valeur	6573420	2914123
TITRES DE PARTICIPATION	9 380	0	ENGAGEMENTS EXTERIEURS	33595073	3119319
Participation Exploitation Port de Bujumbura	9380	9380	Dépôts des non-résidents en BIF	2413023	2393090
Participation B.C.C.			Dépôts des non-résidents en monnaies étrangères	30 665 376	557 849
Participation S.I.P.	20000	20000	Dépôts des résidents	0	0
Dépréciation des titres de participation	-20000	-29380	Valeurs à payer en devises	516674	168380
AUTRES ACTIFS	10 569 186	13 360 196	AUTRES PASSIFS	15 029 428	8 183 198
Achat d'or aux producteurs	0	0	Provisions	5466328	4247560
Acomptes sur commandes	810534	1633225	Valeurs à payer à vue	8510245	2959914
Comptes suspens	163100	112793	Créditeurs divers	1 030 931	962 118
Provisions pour créances douteuses	-1 291 649	-1 239 928	Subventions reçues	21924	13606
Autres créances	10887201	12854106			
IMMOBILISATIONS	6868983	11454376	FONDS PROPRES	62981748	47518705
			Capital social	11000000	11000000
			Fonds de réserves générales	28503553	36730799
			Réserves spéciales	5672104	5672104
			Réserves au titre de l'écart de change	6 778 694	9 578 845
			Résultat à affecter	11 027 397	(15 463 043)
TOTAL	1 093 458 515	1 117 238 151	TOTAL	1 093 458 515	1 117 238 151

Source : BRB

IV.2.1. SITUATION ACTIVE ET PASSIVE

Au cours de l'exercice 2013, la Banque a poursuivi la présentation de ses états financiers selon les Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) conformément aux exigences de la loi n° 1/34 du 2 décembre 2008 portant statuts de la Banque de la République du Burundi.

A la clôture de l'exercice 2013, le bilan de la Banque a enregistré une hausse de 2% passant de 1 093 458 MBIF à 1 117 238 MBIF.

IV.2.1.1. Actif

L'augmentation de l'actif a porté principalement sur les créances sur l'étranger (29.863,3 MBIF), les autres actifs (2.791,0 MBIF) et les immobilisations (4.585,4 MBIF), les créances sur l'Etat ayant diminué de 13.450,7 MBIF.

La rubrique la plus importante de l'actif de la Banque est celle des créances sur l'étranger avec une proportion de 62%,. Bien qu'ayant diminué, les créances sur l'Etat accaparent également une large part (36%).

Graphique 24 : Répartition des postes de l'actif

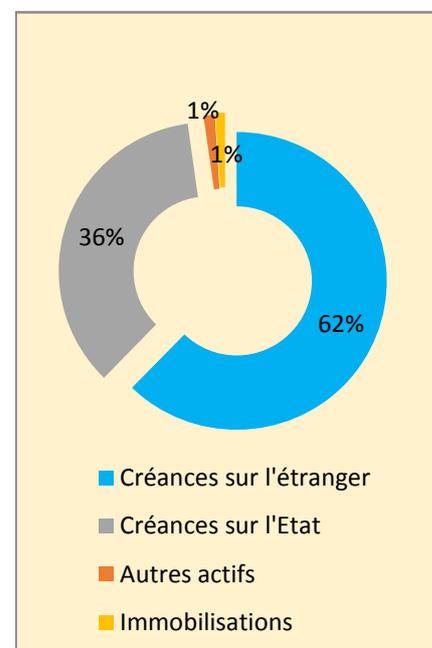


Tableau 42 : Postes de l'actif

RUBRIQUES	déc-12	déc-13	Variation	
			Valeur	p.c.
Créances sur l'étranger	665 985 950	695 849 285	29 863 335	4
Créances sur l'Etat	410 025 016	396 574 294	- 13 450 722	-3
Créances sur les Banques Commerciales et Etablissement Financiers	-	-	-	-
Titres de participation	9 380	-	- 9 380	-100
Autres actifs	10 569 186	13 360 195	2 791 009	26
Immobilisations	6 868 982	11 454 377	4 585 394	67
TOTAL ACTIF	1 093 458 515	1 117 238 151	23 779 636	2

Source : BRB

IV.2.1.1.1. Créances sur l'étranger

Passant de 665.986,0 à 695.849,3 MBIF d'une fin d'année à l'autre, les créances sur l'étranger ont progressé de 29.863,3 MBIF, soit 4,5 p.c. Cette augmentation a résulté essentiellement d'une forte croissance des avoirs extérieurs à vue (+317,2p.c.), contrebalançant ainsi la chute des avoirs extérieurs à terme (-72,6p.c.).

Exprimées en dollars américains, les réserves de changes brutes ont légèrement augmenté de 5,0 p.c., passant de 426,7 à 448,2 millions.

a. Avoirs extérieurs

S'établissant à 496.397,1 contre 468.165,7 MBIF, les avoirs extérieurs se sont accrus de 28.231,5 MBIF, soit 6,0 p.c. Cet accroissement a concerné les avoirs à vue (183.414,0 MBIF) qui ont dépassé la baisse des placements à terme (-150.899,0 MBIF), des avoirs en DTS (-3.586,7 MBIF) et des avoirs en or (-696,8 MBIF).

b. Quote-part au FMI

La quote-part du Burundi (77.000.000 DTS) dans le capital du FMI exprimée en BIF s'est faiblement accrue de 480,0 MBIF, soit 0,3 p.c., suite à la dépréciation du BIF par rapport au DTS.

IV.2.1.1.2. Créances sur l'Etat

D'une fin d'année à l'autre, l'endettement brut du Trésor envers la Banque Centrale a diminué de 13.450,7 MBIF, soit -3,3 p.c. Cette contraction s'explique par l'apurement des avances ordinaires de 2013 et par le remboursement d'une partie du crédit spécial allocations de DTS (-9.753,1 MBIF) et des créances rééchelonnées (-3.697,6 MBIF).

IV.2.1.1.3. Créances sur les banques commerciales et les Etablissements financiers

Les créances sur les banques commerciales et établissements financiers ont enregistré de nouveau un solde nul suite à l'aisance des banques commerciales en liquidité observée depuis décembre 2012.

IV.2.1.1.4. Titres de participation

D'une fin d'année à l'autre, la valeur des titres de participation s'est contractée de 9,4 MBIF. Ce montant, qui a été entièrement provisionné, correspond à la valeur des titres de participation que la Banque détenait sur l'Exploitation du Port de Bujumbura (EPB) devenu au cours de l'année 2013 « Burundi Port Services ».

IV.2.1.1.5. Autres actifs

S'établissant à 13.360,2 contre 10.569,2 MBIF à fin décembre 2012, les autres actifs ont enregistré une augmentation de 2.791,0 MBIF soit 26,4 p.c. Cette progression a porté principalement sur les acomptes sur commandes (822,7 MBIF) et les autres créances (1.966,9 MBIF).

IV.2.1.1.6. Immobilisations

La rubrique des immobilisations enregistre une forte croissance de 67%, hausse essentiellement due aux différentes acquisitions liées à la sécurité électronique de la Banque.

IV.2.1.2. Passif

Au passif, la forte croissance de la base monétaire et des dépôts des établissements publics à la Banque Centrale a soutenu la variation positive du total bilan. A contrario, tous les autres rubriques enregistrent un recul, le plus important étant celui des engagements extérieurs (-30,4 Mds). Le résultat négatif imputable essentiellement à la perte de change vient également réduire les fonds propres de la Banque.

Tableau 43 : Postes du passif

RUBRIQUES	déc-12	déc-13	Variation	
			V	p.c.
<i>Base monétaire</i>	270 277 016	302 204 421	31 927 405	12
<i>Dépôts du Secteur Gouvernemental</i>	127 657 532	170 694 500	43 036 969	34
<i>Dépôts divers</i>	17 274 153	9 568 664	-7 705 489	-45
<i>Engagements envers le FMI</i>	566 643 565	575 949 345	9 305 780	2
<i>Engagements extérieurs</i>	33 595 073	3 119 319	- 30 475 753	-91
<i>Autres passifs</i>	15 029 430	8 183 198	-6 846 232	-46
<i>Total Fonds Propres</i>	62 981 747	47 518 703	- 15 463 044	-25
TOTAL PASSIF	1 093 458 515	1 117 238 151	23 779 636	2

Source :BRB

IV.2.1.2.1. Base monétaire

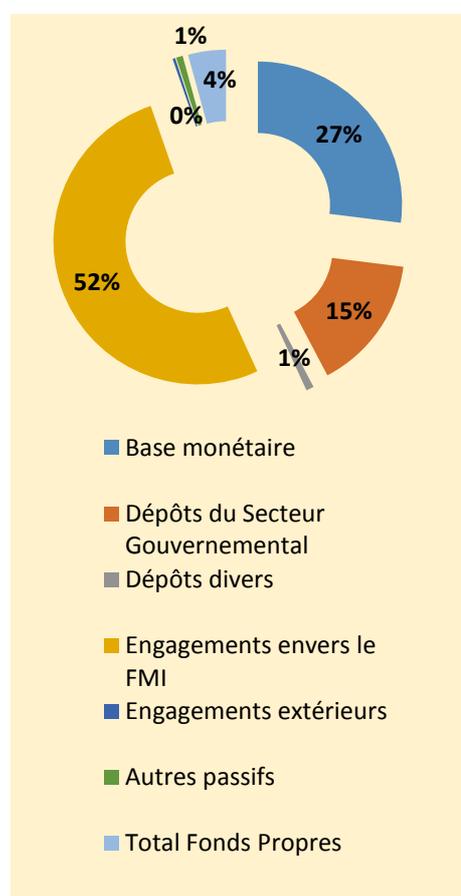
D'une fin d'année à l'autre, la base monétaire au sens strict a augmenté de 31.927,4 MBIF, passant de 270.277,0 à 302.204,4 MBIF. Cette expansion a résulté de la hausse du volume des billets et pièces en circulation (13.436,8 MBIF) et des dépôts du secteur bancaire (36.030,9 MBIF) qui a contrebalancé la baisse des dépôts des établissements financiers et des microfinances (-17.540,3 MBIF).

Tableau 44 : Evolution de la base monétaire (en MBIF)

	2009	2010	2011	2012	2013
<i>Billets et pièces en circulation</i>	136 206.2	155 835.1	170 106.0	198 246.9	211 683.7
<i>Dépôts du secteur bancaire</i>	63 862.1	55 439.2	34 902.5	46 679.9	82 710.9
<i>Dépôts des établissements financiers et microfinances</i>	1 014.1	1 416.5	680.3	25 350.2	7 809.8
TOTAL	201 082.4	212 690.8	205 688.8	270 277.0	302 204.4

Source: BRB

Graphique 25 : Répartition des postes du passif



IV.2.1.2.2. Dépôts du secteur gouvernemental

Les dépôts du secteur gouvernemental (170.694,5 contre 127.657,5 MBIF) ont progressé de 43.037,0 MBIF suite à l'accroissement des dépôts de l'administration centrale en devises (52.806,0 MBIF) et des autres dépôts du secteur public (6.443,5 MBIF), les dépôts de l'administration centrale en BIF ayant diminué de 16.212,5 MBIF.

IV.2.1.2.3. Dépôts divers

Les dépôts divers (9.568,7 contre 17.274,2 MBIF) se sont contractés de 7.705,5 MBIF en raison de la baisse des dépôts à l'importation (-8.125,2 MBIF), les autres engagements ayant augmenté de 419,7 MBIF.

IV.2.1.2.4. Engagements envers le Fonds Monétaire International

Les engagements envers le Fonds Monétaire International se sont accrus de 9.305,8 MBIF en liaison avec la hausse du compte FMI-FRPC (8.367,6 MBIF), du compte titres FMI (4.137,1 MBIF) et des allocations des DTS (460,4 MBIF).

En revanche, le compte d'ajustement de valeur s'est contracté de 3.659,3 MBIF.

IV.2.1.2.5. Engagements extérieurs

D'une fin d'année à l'autre, les engagements extérieurs ont diminué de 30.475,8 MBIF en rapport avec la régression des dépôts des non-résidents en monnaies étrangères (-30.107,5 MBIF), des valeurs à payer en devises (-348,3 MBIF) et des dépôts des non-résidents en BIF (-19,9 MBIF).

IV.2.1.2.6. Autres passifs

Revenant de 15.029,4 à 8.183,2 MBIF, les autres passifs ont sensiblement baissé (-6.846,2 MBIF), soit -45,6 p.c. suite principalement à la contraction des valeurs à payer à vue en BIF (-5.550,3 MBIF) et des provisions (-1.218,8 MBIF).

IV.2.1.2.7. Fonds propres

Les fonds propres de la Banque (47.518,7 contre 62.981,7 MBIF) se sont contractés de 15.463,0 MBIF suite à la diminution du résultat (-26.490,4 MBIF) qui a contrebalancé la hausse du fonds de réserves générales (8.227,2 MBIF) et des réserves au titre de l'écart de change (2.800,2 MBIF).

IV.2.2. COMPTE DE RESULTAT

Au 31 décembre 2013, la Banque a dégagé un résultat brut d'exploitation inférieur à celui de l'année précédente en liaison avec la forte perte sur les fluctuations des cours de change, la baisse des produits d'exploitation et l'accroissement des charges d'exploitation.

Tableau 45 : Compte de pertes et profits (en MBIF)

	31/12/2012	31/12/2013
<i>Intérêts perçus</i>	20 786.0	17 195.1
<i>Intérêts payés</i>	190.4	164.2
Intérêts nets	20 595.6	17 030.9
<i>Frais et commissions nets</i>	385.4	329.3
<i>Produits nets sur opérations de change</i>	5 630.9	3 696.0
Autres produits d'exploitation	1 009.3	576.5
Produits nets avant les charges d'exploitation et résultat sur fluctuation de change	27 621.2	21 632.7
<i>Charges d'exploitation</i>	19 394.0	22 107.4
<i>Gains/Pertes sur fluctuation des cours de change</i>	2 800.2	- 14 988.3
Bénéfice de l'exercice	11 027.4	-15 463.0

Source: BRB

La diminution des produits d'exploitation est imputable principalement à la baisse des intérêts nets (-3.564,7 MBIF), des produits nets sur opérations de change (-1.934,9 MBIF) et des autres produits d'exploitation (-432,8 MBIF).

L'accroissement des charges d'exploitation (22.107,4 contre 19.394,0 MBIF) a concerné principalement les frais de fabrication des billets et pièces (1.755,2 MBIF), les dotations aux amortissements et provisions (773,3 MBIF) ainsi que la rubrique des autres charges (861,9 MBIF). Pour leur part, les frais du personnel ont diminué de 685,2 MBIF d'une fin d'année à l'autre.

RAPPORT DES AUDITEURS INDEPENDANTS SUR LES ÉTATS FINANCIERS DE LA BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI

AUX MEMBRES DU CONSEIL GÉNÉRAL DE LA BANQUE DE LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI.

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Banque de la République du Burundi

(DRJ3), comprenant l'état de la situation financière au 31 décembre 2013, et l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité du comité de direction pour les états financiers

Le Comité de Direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière, et aux exigences de la loi N° 1/34 du 02 décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exemptés d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité des auditeurs

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes Internationales d'Audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles de déontologie et de planifier et de réaliser l'audit. En vue d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en œuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement des auditeurs, et notamment de l'évaluation du risque que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Dans l'évaluation de ces risques, les auditeurs prennent en considération le contrôle interne de la Banque relatif à la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir les procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer

une opinion sur l'efficacité de la Banque. Un audit comporte. Egalement l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Comité de Direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers. Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion

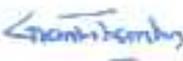
A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de la Banque de la République du Burundi (BRB) au 31 décembre 2013, ainsi que sa performance financière et ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS) applicables aux opérations de la Banque et à la loi N°34 du 02 décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi.

Observations

Sans remettre en cause notre opinion, nous attirons votre attention sur les créances de l'État envers la Banque. Comme décrite à la note 12 des états financiers, les créances sur l'État au 31 décembre 2013 s'élevaient à BIF 396,574,294,000 et sont constituées de la « dette extraordinaire de l'État », du « crédit spécial » et des « avances ordinaires 2012 consolidées », durant l'exercice 2013, l'État n'a pu honorer ses engagements envers la BRB sur le « crédit spécial » et les « avances ordinaires 2012 consolidées » et ces dettes ont été ainsi rééchelonnées au mois de janvier 2014 en rallongeant le délai de remboursement et ceci en accord avec des nouvelles conventions signées entre la BRB et le Ministère des Finances.

Il sied de signaler que les « avances ordinaires 2012 consolidées » ont été rééchelonnées deux fois, soit en janvier 2013 et janvier 2014 respectivement alors que le crédit spécial a été rééchelonné une première fois en janvier 2014. Le non-remboursement par l'Etat de ces créances démontre un risque de crédit potentiel.

Les états financiers au 31 décembre 2013 ne tiennent pas en compte ce risque de crédit potentiel étant donné que de nouvelles conventions ont été établies entre la Banque et l'Etat sur le remboursement de ces créances. Cependant, si ces nouveaux échéanciers de remboursement n'étaient pas respectés, les effets sur les bénéfices et la trésorerie pourraient être significatifs.


Grant Thornton
Experts comptables


E. RAMCHURUN, FCCA
Associé

Date: 17/04/2014

TRÈNE, RÉPUBLIQUE DE MAURICE

Grant Thornton Mauritius is a member firm of Grant Thornton International Ltd (GTIL). GTIL and its member firms are not a worldwide partnership. Services are delivered by the member firms. GTIL and its member firms are not agents of, and do not obligate, one another and are not liable for one another's acts or omissions. Please see www.gtusa.com for further details.

ANNEXES STATISTIQUES

ANNEXE 1 : PRINCIPALES PRODUCTIONS INDUSTRIELLES

	Unité	2009	2010	2011	2012	2 013
I. INDUSTRIES EXTRACTIVES						
Tourbe	T	11 352	13 111	7 982	20 335	19 256
II. INDUSTRIES AGRICOLES						
Café	T	6 814	24 236	14 228	23 845	10 769
Thé	T	6 731	8 025	8 817	9 134	9 074
Coton	T	1 094	1 672	1 860	1 623	2 238
III. INDUSTRIES ALIMENTAIRES						
Boissons	Hl	1 653 530	1 985 175	2 080 664	2 041 379	2 143 902
Huile de coton	Litre	31 528	26 501	43 555	47 790	38 101
Riz (1)	T	7 038	2 480	52	349	592
Cigarettes	('000)	514 240	457 825	510 350	650 350	603 975
Farine de blé et de maïs	T					
Sucre	T	14 314	18 937	20 688	23 168	25 821
IV. INDUSTRIES CHIMIQUES						
Films en polyéthylène	Kg	17 546	1 588	-	-	-
Savons						
- de ménage	T	5 805	5 201	8 532	9 388	13 476
- de toilette	T	195	218	236	274	270
Peinture	T	450	543	613	681	716
Produits pharmaceutiques	MF	-	-	-	-	-
Oxygène	M3	37 103	33 481	47 878	47 071	35 107
Acétylène	Kg					
Mousse	Matelas (3)	20 070	16 974	32 646	16 612	15 600
Casiers en plastique	Unité	361 107	393 235	322 447	592 829	322 916
V. INDUSTRIES DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION NON-METALLIQUES						
Plaques en fibro-ciment	T	-	-	-	-	-
Tubes en PVC	Kg	139 945	143 152	174 179	65 096	100 630
VI. INDUSTRIES D'OUVRAGES EN METAUX						
Clous	T	907	1 038	2 109	-	-
Tôles ondulées	Pièces		196 826	164 894	-	-
Profilés acier (2)	T	27	39	28	22	24
Tubes en acier	T	-	-	-	-	-
VII. AUTRES INDUSTRIES						
Papiers hygiéniques	Rouleau	1 201 773	1 181 056	1 045 700	-	-

(1) : Production usinée par la Société Régionale de Développement de l'Imbo (SRDI).

(2): Cette rubrique regroupe également les bacs aluzinc autoportants et les faux plafonds "Estetic".

(3) : Pièce de 190 cm de long sur 90 cm de large et 10 cm d'épaisseur.

(4) : Un carton contient 240 piles.

Source: Renseignements fournis par les entreprises industrielles.

ANNEXE 2 : OPERATIONS FINANCIERES CONSOLIDEES DE L'ETAT (en p,c du PIB)

	2009	2010	2011	2012	2013
A. RECETTES ET DONNS	19,1	25,3	22,7	19,5	19,9
1. RECETTES	14,2	15,8	15,9	15,2	13,4
Recettes fiscales	12,8	14,5	14,8	13,6	12,4
Recettes non fiscales	1,1	1,2	1,1	1,0	0,9
Recettes exceptionnelles	0,4	0,0	0,05	0,7	0,1
2. DONNS	4,9	9,5	6,8	4,3	6,5
Dons courants	4,1	6,9	4,1	2,1	2,8
Dons en capital	0,8	2,6	2,8	2,2	3,7
B. DEPENSES	24,6	27,0	25,7	22,8	19,6
a. Dépenses courantes	19,8	19,7	18,5	16,3	16,3
Dépenses sur biens et services	13,0	13,0	12,4	10,7	9,8
Salaires	8,2	8,8	9,1	7,8	7,0
Achats de biens et autres services	4,8	4,2	3,3	2,9	2,8
Subventions et autres transferts	5,2	5,4	4,7	4,5	5,3
Paiements d'intérêts	1,2	0,9	1,1	0,8	0,7
Dépenses sur les fonds spéciaux	0,4	0,4	0,4	0,3	0,5
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
SOLDE COURANT HORS DONNS	-6,0	-4,0	-2,7	-1,8	(2,9)
SOLDE COURANT DONNS COMPRIS	-0,7	5,6	4,2	3,1	3,6
b. Dépenses en capital	4,8	7,3	7,2	6,5	6,2
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (base droits constatés)	-10,4	-11,2	-9,9	-7,6	(9,1)
SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base droits constatés)	-5,5	-1,7	-3,0	-3,4	(2,6)
C. FINANCEMENT	5,5	1,7	3,0	3,4	2,6
1. FINANCEMENT EXTERIEUR	3,6	3,6	1,8	2,8	0,1
Tirages	1,4	1,7	0,9	1,8	0,3
Moins les amortissements de la dette extérieure	-50,1	-2,5	-0,2	-0,2	(0,2)
Variation des arriérés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Allègement de la dette	52,3	4,4	1,1	1,2	2,5
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	3,9	1,6	2,4	0,9	2,5
a. Secteur bancaire	3,7	1,3	1,8	0,4	1,1
b. Secteur non bancaire	0,2	0,2	0,6	0,6	1,4
3. ERREURS ET OMISSIONS	-2,0	-3,5	-1,2	-0,4	(0,0)
PIB au prix du marché	2 184 177,0	2 501 047,0	2 988 614,8	3 621 739,5	4 130 511,4

ANNEXE 3 : OPERATIONS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR CREANCIER

(en MBIF)

	Encours fin 2012	Tirages	Rééva- luation	Amortis- sement	Intérêts	Encours fin 2013
A. DETTE DIRECTE	604 997.7	13 860.4	2 048.1	7 789.9	4 301.3	613 116.3
AFD	-	-	-	-	-	-
AID	270 877.8	0.0	666.4	1 294.6	1 400.2	270 249.6
BAD	1 207.6	-	9.0	-	-	1 216.6
BADEA	36 349.8	2 613.9	152.3	1 074.8	0.0	38 041.2
BEI	-	-	-	-	-	-
CHINE	-	-	-	-	-	-
FAD	39 941.9	940.2	299.6	231.3	238.5	40 950.4
FIDA	80 914.1	1 204.0	614.3	-	-	82 732.4
FOND KOWEITIEEN	35 577.2	-	-362.7	-	402.0	35 214.5
FONDS SAOUDIEN	34 333.3	-	-263.2	-	500.5	34 070.1
JAPON	-	-	-	-	-	-
OPEP	62 905.6	7 809.8	547.9	5 189.2	1 116.6	66 074.1
UE	-	-	-	-	-	-
AUTRES	42 890.4	1 292.5	384.5	0.0	643.5	44 567.4
B. DETTE RETROCEDEE	2 683.6	-	72.0	164.3	36.3	2 591.3
FONDS ABU DHABI	2 683.6	-	72.0	164.3	36.3	2 591.3
TOTAL	607 681.3	13 860.4	2 120.1	7 954.2	4 337.6	615 707.6

Source: Ministère des finances

ANNEXE 4 : OPERATIONS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR SECTEURS
(Encours en fin d'année, en MBIF)

	Encours fin 2012	Tirages	Réévaluation	Amortissement	Intérêts	Encours fin 2013
I. DETTE DIRECTE	604 997,8	13 860,4	2 048,0	7 789,9	3 657,7	613 116,3
A. Equipements publics	250 764,1	5 462,0	602,0	1 400,8	2 046,0	255 427,3
1. Transport	206 819,2	5 462,0	277,6	1 138,7	1 952,4	211 420,1
a) Routes	206 819,2	5 462,0	277,6	1 138,7	1 952,4	211 420,1
b) Aéroport et port	-	-	-	-	-	-
2. Infrastructures urbaines	43 944,9	-	324,4	262,1	93,6	44 007,2
3. Divers	-	-	-	-	-	-
B. Secteurs productifs	106 463,4	3 906,1	823,2	231,3	132,0	110 961,4
1. Agriculture et Elevage	71 214,3	2 613,6	510,8	231,3	132,0	74 107,4
2. Sylviculture	-	-	-	-	-	-
3. Industrie	-	-	-	-	-	-
4. Mines et Energie	35 249,1	1 292,5	312,4	-	-	36 854,0
C. Secteur social	58 358,5	-	435,8	981,8	373,6	57 812,5
1. Education	-	-	-	-	-	-
2. Santé	58 358,5	-	435,8	981,8	373,6	57 812,5
D. Divers	189 411,8	4 492,3	187,0	5 176,0	1 106,1	188 915,1
1. Balance des paiements	-	-	-	-	-	-
2. Assistance technique	-	-	-	-	-	-
3. Gestion des entreprises publiques	-	-	-	-	-	-
4. Etudes des projets	1 463,7	-	10,9	0,7	0,2	1 473,9
5. Autres	187 948,1	4 492,3	176,1	5 175,3	1 105,9	187 441,2
II. DETTE RETROCEDEE	2 683,6	0,0	72,0	164,3	36,0	2 591,3
A. Equipements publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1. Télécommunications	-	-	-	-	-	-
2. Infrastructures urbaines	-	-	-	-	-	-
B. Secteurs productifs	2 683,6	0,0	72,0	164,3	36,0	2 591,3
1. Agriculture et élevage	-	-	-	-	-	-
2. Agro-Industrie	2 683,6	-	72,0	164,3	36,0	2 591,3
3. Energie	-	-	-	-	-	-
TOTAL	607 681,4	13 860,4	2 120,0	7 954,2	3 693,7	615 707,6

Source : Ministère des Finances.

ANNEXE 5 : INDICE HORS-ALIMENTATION (Variations en p.c.)

Période	Pondération	Habille-	Logement,	Articles	Services	Transport	Culture	Autres	Total
		ment	chauffage et éclairage	de ménage & entretien ménager	médicaux & médicaments	et communi- cations	enseigne- ment et loisirs	biens et services	
		5.3	27.0	4.9	2.0	5.3	1.9	1.7	48.1
2008		4.2	15.8	12.8	11.2	25.9	-0.5	18.2	15.1
2009		9.2	11.8	24.2	10.8	-8.7	7.2	15.0	9.6
2010		0.9	9.9	8.7	0.2	2.6	4.6	2.0	7.4
2011		16.7	6.6	7.0	30.8	19.8	5.2	11.6	9.9
1er Trim.2012		31.6	36.3	2.7	5.6	8.9	10.3	20.8	27.7
2e Trim. 2012		37.2	35.2	3.2	5.6	3.7	3.7	19.4	37.2
3e Trim. 2012		21.0	28.9	5.6	4.2	-3.4	-4.3	15.8	20.4
4e Trim. 2012		11.6	26.9	5.7	0.0	3.8	-7.4	15.2	18.9
1er Trim.2013		3.4	7.8	5.4	0.0	5.9	-6.4	9.7	6.6
2e Trim. 2013		-1.4	5.1	9.6	2.9	5.9	1.9	8.2	4.8
3e Trim. 2013		-3.3	6.7	22.3	4.4	11.6	6.6	3.8	7.0
4e Trim. 2013		1.5	6.0	23.3	4.4	9.4	5.5	2.9	6.8

Source : Calculé sur base des données de l'ISTEEBU.

ANNEXE 6 : AVOIRS EXTERIEURS NETS (en MBIF)

	2009		2010			2011				2012				2013			
	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre			
B.R.B.	118 710,9	104 271,8	107 554,9	88 750,0	39 994,4	26 154,9	16 884,4	5 451,7	28 144,2	14 016,7	11 239,8	17 306,5	20 751,8	31 279,9			
Avoirs extérieurs	398 750,4	416 071,3	424 427,7	433 043,6	393 691,9	411 545,4	418 024,0	401 219,2	431 627,2	483 827,1	455 377,2	426 596,7	458 155,8	500 125,1			
Or	1 304,8	1 678,2	1 704,1	1 816,6	2 001,3	2 045,5	2 328,0	2 179,4	2 542,8	2 482,1	2 438,9	1 942,6	2 032,0	1 943,7			
DTS	128 093,7	139 030,6	141 665,1	157 079,9	169 415,7	164 634,5	179 153,7	180 253,4	197 524,0	199 698,5	179 366,6	176 058,5	182 398,6	182 851,4			
Tranche de réserve FMI	692,5	686,7	699,7	715,3	718,0	750,6	778,8	783,6	819,1	856,0	848,2	832,5	850,0	858,2			
Devises	267 387,0	268 075,8	271 464,0	266 865,4	215 545,9	234 970,7	224 078,9	211 491,6	225 578,1	274 334,0	269 092,2	245 891,3	270 785,0	309 677,2			
Autres créances	1 272,4	6 600,0	8 894,8	6 566,4	6 011,0	9 144,1	11 684,6	6 511,2	5 163,2	6 456,5	3 631,3	1 871,8	2 090,2	4 794,6			
- Engagements extérieurs	280 039,5	311 799,5	316 872,8	344 293,6	353 697,5	385 390,5	401 139,6	395 767,5	403 483,0	469 810,4	444 137,4	409 290,2	437 404,0	468 845,2			
BANQUES COMMERCIALES	50 042,1	36 511,2	32 821,1	14 735,3	5 100,2	37 135,0	37 452,0	-1 277,2	-1 201,6	13 970,6	26 449,5	-11 486,0	-25 209,5	-7 137,8			
- Avoirs extérieurs	155 769,0	162 923,0	143 484,5	129 711,1	129 685,2	174 949,2	180 704,5	156 567,2	166 097,0	192 679,2	213 233,1	165 968,3	183 463,0	201 411,2			
- Engagements extérieurs	105 726,9	126 411,8	110 663,4	114 975,8	124 585,0	137 814,2	143 252,5	157 844,4	167 298,6	178 708,6	186 783,6	177 454,3	208 672,5	208 549,0			
TOTAL	168 753,0	140 783,0	140 376,0	103 485,3	45 094,6	63 289,9	54 336,4	4 174,5	26 942,6	27 987,3	37 689,3	5 820,5	-4 457,7	24 142,1			

ANNEXE 7 : BILAN MONETAIRE DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI (en MBIF)

	2009		2010		2011			2012				2013			
	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	
AVOIRS EXTERIEURS NETS	118 693,2	104 271,8	107 554,9	88 750,0	39 994,4	26 154,9	16 884,4	5 451,7	28 144,2	14 016,7	11 239,8	17 306,5	20 751,8	31 279,9	
CREANCES NETTES SUR L'ETAT	191 707,5	184 267,3	144 540,8	158 917,9	189 688,3	266 488,1	213 716,5	228 632,3	232 768,4	315 276,5	296 913,7	310 880,9	297 801,4	311 891,4	
- Secteur gouvernemental net	191 758,7	184 283,5	144 557,0	158 934,1	189 704,5	266 504,3	213 732,7	228 648,5	233 134,1	315 460,1	297 644,4	312 006,0	303 481,9	317 496,1	
- Fonds d'égalisation	51,2	16,2	16,2	16,2	16,2	16,2	16,2	16,2	365,7	183,6	730,7	1 125,1	5 680,5	5 604,7	
CREANCES SUR LE SECTEUR BANCAIRE	-	-	3 410,3	21 978,1	41 214,8	25 301,3	31 811,4	60 598,8	29 808,6	-	7 592,0	-	61,3	-	
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS	-														
CREANCES SUR LES SOCIETES A PARTICIPATION PUBLIQUE	20,0														
CREANCES SUR LE SECTEUR PRIVE	5 737,4	5 958,8	6 782,8	7 147,0	7 517,5	7 453,0	8 389,5	8 341,9	8 948,6	9 013,4	9 571,8	9 930,4	10 760,7	11 006,6	
AUTRES POSTES NETS	-77 323,1	-33 227,2	-17 021,1	-13 336,7	-14 438,3	-50 555,5	-12 841,4	-13 347,9	-5 771,6	-17 466,7	1 686,5	4 391,7	5 263,3	5 813,3	
AVOIRS = ENGAGEMENTS	238 835,0	261 290,7	245 287,7	263 476,3	263 996,7	274 861,8	257 980,4	289 696,8	293 918,2	320 859,9	327 023,8	342 529,5	334 658,5	360 011,2	
BASE MONETAIRE	198 044,1	209 859,9	194 039,7	210 710,2	207 464,2	211 228,7	193 417,8	217 841,8	219 803,6	245 341,4	248 225,3	279 125,9	275 151,8	303 348,0	
- Circulation fiduciaire	136 206,2	155 835,2	149 827,1	172 348,7	168 466,4	170 106,0	165 509,4	183 642,4	184 428,3	198 246,9	189 178,2	205 811,8	201 031,0	211 683,7	
- Dépôts du secteur bancaire	53 862,1	45 700,3	39 310,0	27 317,5	33 099,7	34 907,1	22 939,6	27 763,6	32 797,6	39 879,9	45 758,4	56 976,3	65 670,9	82 710,8	
- Dépôts des établissements financiers	1 014,1	1 416,5	600,1	1 156,4	1 493,8	278,0	480,4	1 363,6	289,8	1 597,2	812,3	1 449,2	3 396,7	1 862,2	
- Dépôts des sociétés à participation publique	6 030,7	3 718,4	2 806,6	4 498,6	1 381,7	5 017,0	1 495,7	3 699,7	1 650,9	2 951,4	5 206,5	7 322,1	3 788,8	2 411,9	
- Autres engagements à vue	931,0	3 189,5	1 495,9	5 389,0	3 022,6	920,6	2 992,7	1 372,5	637,0	2 666,0	7 269,9	7 566,5	1 264,4	4 679,4	
DEPOTS A L'IMPORTATION	3 627,5	10 515,6	8 476,4	6 058,6	7 790,0	12 302,2	6 964,2	9 147,7	8 142,0	15 658,2	8 762,2	3 846,6	3 616,6	7 533,0	
FONDS PROPRES	37 163,4	40 915,2	42 771,6	46 707,5	48 742,5	51 330,9	57 598,4	62 707,3	65 972,6	59 860,3	70 036,3	59 557,0	55 890,1	49 130,2	

ANNEXE 8 : BILAN MONETAIRE DES BANQUES COMMERCIALES (en MBIF)

	2009	2010	2011				2012				2013			
	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
AVOIRS EXTERIEURS NETS	50 042.1	36 511.2	32 821.1	14 735.3	5 100.2	37 135.0	37 452.0	-1 277.2	-1 201.6	13 970.6	26 449.5	-11 475.9	-25 209.5	-7 137.8
RESERVES	68 591.8	64 325.4	53 520.5	45 519.8	50 929.5	42 441.8	40 487.0	47 628.5	53 964.3	70 759.2	70 939.4	82 286.0	89 606.9	107 187.6
- Caisse	15 290.5	16 731.8	17 348.1	17 639.3	17 082.7	16 891.7	18 126.7	18 880.8	21 571.7	24 375.3	22 290.2	25 385.6	25 638.4	24 196.6
- Dépôts à la BRB en FBu	45 560.9	38 979.6	29 371.2	20 671.9	25 810.1	18 575.2	14 631.0	20 917.7	25 131.2	28 968.0	37 121.6	45 722.5	53 349.0	68 620.5
- Dépôts à la BRB en ME	7 740.4	8 614.0	6 801.2	7 208.6	8 036.7	6 974.9	7 729.3	7 830.0	7 261.4	17 415.9	11 527.6	11 177.9	10 619.5	14 370.5
CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS	143.8	143.8	143.8	182.1	143.8	149.6	143.8							
CREDIT INTERIEUR	361 054.3	495 395.8	527 435.8	584 511.4	613 773.2	601 407.2	585 745.7	655 904.8	631 671.8	636 232.2	643 998.5	675 955.4	735 437.9	718 843.1
- Créances nettes sur l'Etat	59 270.0	99 316.7	104 508.9	107 501.0	96 148.1	70 900.4	42 025.6	52 261.6	21 942.9	33 394.4	15 055.2	36 575.7	69 694.0	74 218.7
- Créances nettes sur les Ag.gouv.	-8 608.6	-5 456.4	-5 617.3	-6 361.1	-8 199.5	-6 981.8	-10 091.1	-7 214.2	-10 100.7	-9 660.5	-11 006.1	-8 442.8	-8 065.6	-9 056.5
- Créances nettes sur les Ad.loc.	-453.6	202.8	-43.6	45.1	418.5	316.2	348.3	561.6	583.8	482.2	416.3	620.6	1 236.5	1 420.1
- Créances sur les sociétés à participation publique	8 420.7	8 291.0	6 223.9	4 966.7	8 251.5	3 801.4	6 738.7	7 244.6	11 597.2	6 581.4	6 048.1	6 313.1	10 024.0	8 185.4
- Créances sur le secteur privé	302 425.8	393 041.7	422 363.9	478 359.7	517 154.6	533 371.0	546 724.2	603 051.2	607 648.6	605 434.7	633 485.0	640 888.8	662 549.0	644 075.4
REPRISE DE LIQUIDITE	10 000.0	6 000.0	5 491.5	-	-	-	-	-	-	6 800.0	-	-	-	-
AUTRES POSTES NETS	-9 004.0	-7 109.1	-27 053.4	-8 145.9	-8 050.3	-9 082.4	-856.2	679.2	-179.7	5 767.5	6 498.3	3 326.1	-13 857.6	1 490.2
AVOIRS = ENGAGEMENTS	480 828.0	595 267.1	592 359.3	636 802.7	661 896.4	672 051.2	662 972.3	703 079.1	684 398.6	733 673.3	748 029.5	750 235.4	786 121.5	820 526.9
CREDIT DE LA BANQUE CENTRALE	-	-	3 410.3	21 978.1	41 135.1	23 887.6	31 870.5	60 060.1	29 462.9	-	7 591.1	-	-	-
ENGAGEMENTS ENVERS LES ETABLISSEMENTS FINANCIERS	1 634.9	1 658.8	1 520.3	2 041.1	2 158.9	800.1	948.0	2 068.3	1 398.9	2 231.0	2 548.7	3 513.1	1 611.8	1 876.5
DEPOTS A VUE	263 799.4	323 347.8	301 000.9	310 266.5	293 693.9	313 383.3	302 050.8	303 777.1	310 459.2	342 234.6	348 312.4	347 564.1	368 779.7	381 399.3
DEPOTS A TERME ET D'EPARGNE	125 975.8	152 596.5	156 381.6	165 912.9	181 116.6	186 878.6	187 293.5	190 782.9	181 579.4	204 404.8	210 988.7	220 211.6	227 294.8	236 187.5
SOLDE NET DES TRANSACTIONS INTERBANCAIRES	924.5	-98.6	2 459.7	3 184.1	223.1	557.4	-36.5	85.6	-706.5	4 114.6	1 939.7	-5 153.4	-33.2	-198.7
FONDS PROPRES	88 493.4	117 762.6	127 586.5	133 420.0	143 568.8	146 544.2	140 846.0	146 305.1	162 204.7	180 688.3	176 648.9	184 100.0	188 468.4	201 262.3

ANNEXE 9 : SITUATION MONETAIRE (en MBIF) (1)

	2009	2010	2011				2012				2013			
	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
AVOIRS EXTERIEURS NETS	168 753,0	140 783,0	140 376,0	103 485,3	45 094,6	63 289,9	54 336,4	4 174,5	26 942,6	27 987,3	37 689,3	5 820,6	-4 457,7	24 142,1
- Avoirs extérieurs	554 519,4	578 994,3	567 912,2	562 754,7	523 377,1	586 494,6	598 728,5	557 786,4	597 724,2	676 506,3	668 610,3	592 565,0	641 618,8	701 536,3
- Engagements extérieurs	385 766,4	438 211,3	427 536,2	459 269,4	478 282,5	523 204,7	544 392,1	553 611,9	570 781,6	648 519,0	630 921,0	586 744,4	646 076,5	677 394,2
CREDIT INTERIEUR	569 196,2	699 683,9	690 626,8	765 837,7	821 340,2	889 567,9	819 854,0	909 706,6	886 186,3	976 145,4	966 281,9	1 015 474,3	1 071 684,3	1 065 406,1
- Créances nettes sur l'Etat	252 435,2	292 216,8	255 032,1	275 111,1	288 220,1	344 758,5	257 828,7	290 856,6	257 786,4	354 926,1	316 947,0	358 110,6	388 136,3	401 973,3
- Créances sur l'économie	316 761,0	407 467,1	435 594,7	490 726,6	533 120,1	544 809,4	562 025,3	618 850,0	628 399,9	621 219,3	649 334,9	657 363,7	683 548,0	663 432,8
ACTIF = PASSIF	737 949,2	840 466,9	831 002,8	869 323,0	866 434,8	952 857,8	874 190,4	913 881,1	913 128,9	1 004 132,7	1 003 971,2	1 021 294,9	1 067 226,6	1 089 548,2
MASSE MONETAIRE	530 770,3	638 901,1	607 911,5	658 965,9	644 399,7	674 511,3	654 457,0	684 424,8	671 098,1	745 206,5	756 863,7	785 403,9	803 318,3	833 798,8
- Monnaie	404 392,5	485 772,6	451 297,9	492 821,0	463 051,1	487 400,7	466 931,5	492 909,9	489 016,7	540 369,7	545 443,0	563 985,5	575 821,5	597 179,3
- Quasi-Monnaie	126 377,8	153 128,5	156 613,6	166 144,9	181 348,6	187 110,6	187 525,5	191 514,9	182 081,4	204 836,8	211 420,7	221 418,4	227 496,8	236 619,5
DEPOTS DU FONDS D'EGALISATION	51,2	16,2	16,2	16,2	16,2	16,2	16,2	16,2	365,7	183,6	730,7	1 125,1	5 680,5	5 604,7
DIVERS (net)	207 127,7	201 549,6	223 075,1	210 340,9	222 018,9	278 330,3	219 717,2	229 440,1	241 665,1	258 742,6	246 376,8	234 765,9	258 227,8	250 144,7

(1) Les dépôts du Fonds d'Egalisation ne sont pas, à l'instar des autres avoirs du secteur gouvernemental, déduits des créances brutes sur l'Etat, mais figurent séparément au passif.

ANNEXE 10 : SITUATION CONSOLIDÉE DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS (en MBIF)

	2009		2010				2011				2012				2013			
	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
RESERVES	1 720.2	2 353.3	1 604.5	1 708.7	1 327.8	1 069.2	1 348.7	1 892.0	661.8	2 984.8	1 437.3	1 449.5	1 005.3	1 535.5				
CREANCES SUR LE SECTEUR BANCAIRE	750.0	450.0	-	300.0	150.0	-	-	500.0	500.0	2 200.0	2 200.0	1 200.0	200.0	200.0				
CREANCES NETTES SUR L'ETAT	902.0	876.6	833.8	862.7	857.8	850.2	844.9	836.6	836.6	836.6	329.8	2.8	-	-				
CREANCES NETTES SUR LES AD. LOCALES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-				
CREANCES NETTES SUR LES AG. GOUV.	657.0	142.9	523.1	465.5	420.2	261.8	617.2	882.9	779.4	693.3	659.3	1 041.2	550.7	609.8				
CREANCES SUR L'ECONOMIE	34 518.9	47 506.9	49 963.7	53 534.2	55 871.7	57 418.7	56 915.0	58 004.7	61 069.2	60 089.2	62 360.7	64 586.9	70 347.5	74 043.8				
-créances sur les sociétés à participation publique	763.5	920.6	616.5	614.6	996.6	967.6	946.8	915.4	882.9	838.4	803.7	768.5	604.6	603.8				
-créances sur le secteur privé	33 755.4	46 586.3	49 347.2	52 919.6	54 875.1	56 451.1	55 968.2	57 089.3	60 186.3	59 250.8	61 557.0	63 818.4	69 742.9	73 440.0				
AUTRES POSTES NETS	2 126.6	842.6	1 297.2	-238.7	-184.5	503.4	2 068.9	1 705.0	1 250.9	380.4	1 253.2	1 421.2	648.5	1 663.0				
AVOIRS = ENGAGEMENTS	40 674.7	52 172.3	54 222.3	56 632.4	58 443.0	60 103.3	61 794.7	63 821.2	65 097.9	67 184.3	68 240.3	69 701.6	72 752.0	78 052.1				
ENGAGEMENTS ENVERS LE SECTEUR BANCAIRE	-	68.6	58.7	43.5	27.7	5.7	-	-	-	-	-	-	-	-				
SOLDE NET DES CREANCES ET ENGAGEMENTS ENTRE ETABL.FINANCIERS	-11.0	-11.0	-11.0	-11.0	-11.0	-11.0	-11.0	-11.0	-11.0	-11.0	-11.0	-711.0	-11.0	-11.0				
FONDS PUBLICS AFFECTES AUX PRETS	11 783.1	17 581.0	14 269.6	12 767.7	13 567.6	14 468.3	13 822.8	15 328.5	15 328.5	16 141.5	15 329.6	15 529.6	15 582.5	16 345.6				
DEPOTS ET EMPRUNTS	9 015.5	13 351.3	18 152.7	20 187.1	20 431.1	20 408.2	22 439.4	22 574.9	22 253.1	22 757.7	24 303.9	25 191.9	26 268.8	28 440.7				
ENGAGEMENTS EXTERIEURS A L.T.	1 764.8	1 350.2	1 417.5	1 112.3	1 082.5	1 087.9	1 126.9	767.6	767.6	812.8	806.9	805.1	346.0	331.2				
FONDS PROPRES	18 122.3	19 832.2	20 334.8	22 532.8	23 345.1	24 144.2	24 416.6	25 161.2	26 759.7	27 483.3	27 810.9	28 886.0	30 565.7	32 945.6				

ANNEXE 11 : SITUATION CONSOLIDÉE DU SYSTÈME BANCAIRE (en MBIF)

	2009		2010			2011				2012				2013			
	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre			
AVOIRS EXTERIEURS NETS	166 988,2	139 432,8	138 958,5	102 373,0	44 012,1	62 202,0	53 209,5	3 406,9	26 175,0	27 174,5	36 882,4	5 025,5	-4 803,7	23 810,9			
-Avoirs bruts	554 519,4	578 994,3	567 912,2	562 754,7	523 377,1	586 494,6	598 728,5	557 786,4	597 724,2	676 506,3	668 610,3	592 565,0	641 618,8	701 536,3			
-Engagements bruts à C.T.	-387 531,2	-439 561,5	-428 953,7	-460 381,7	-479 365,0	-524 292,6	-545 519,0	-554 379,5	-571 549,2	-649 331,8	-631 727,9	-587 539,5	-646 422,5	-677 725,4			
CREDIT INTERIEUR	604 698,2	747 685,6	741 422,7	820 137,1	877 965,2	945 190,7	877 706,4	969 287,0	948 727,7	1 037 620,7	1 029 487,9	1 080 961,4	1 142 438,7	1 139 915,9			
-Créances nettes sur l'Etat	253 943,0	293 236,3	256 389,0	276 439,3	289 498,1	343 493,1	259 290,8	292 576,1	259 402,4	356 456,0	317 936,1	359 154,6	388 687,0	402 583,1			
-Créances sur l'économie	350 755,2	454 449,3	485 033,7	543 697,8	588 467,1	601 697,6	618 415,6	676 710,9	689 325,3	681 164,7	711 551,8	721 806,8	753 751,7	737 332,8			
RESSOURCES = EMPLOIS	771 686,4	887 118,4	880 381,2	922 510,1	921 977,3	1 007 392,7	930 915,9	972 693,9	974 902,7	1 064 795,2	1 066 370,3	1 085 986,9	1 137 635,0	1 163 726,8			
ENGAGEMENTS EXIGIBLES	539 774,2	652 244,7	625 356,0	678 447,4	664 826,7	692 528,0	676 848,6	706 994,9	693 330,6	767 959,2	781 154,2	810 568,2	829 557,3	862 223,3			
- Circulation fiduciaire hors du système financier	120 909,2	139 095,7	132 470,8	154 703,8	151 379,6	153 200,2	147 334,9	164 756,8	162 836,0	173 866,6	166 874,6	180 398,6	175 362,8	187 470,9			
- Dépôts à vue	283 476,8	346 669,2	318 818,9	338 111,6	311 667,4	331 809,0	319 548,8	328 148,3	326 160,1	366 498,1	378 555,0	383 559,3	400 428,9	409 692,2			
- Quasi-monnaie	126 377,8	153 128,5	156 613,6	166 144,9	181 348,6	187 110,6	187 525,5	191 514,9	182 081,4	204 836,8	211 420,7	221 418,4	227 496,8	236 619,5			
- Engagements des établissements financiers	9 010,4	13 351,3	17 452,7	19 487,1	20 431,1	20 408,2	22 439,4	22 574,9	22 253,1	22 757,7	24 303,9	25 191,9	26 268,8	28 440,7			
DEPOTS A L'IMPORTATION	3 627,5	10 515,6	8 476,4	6 058,6	7 790,0	12 302,2	6 964,2	9 147,7	8 142,0	15 658,2	8 762,2	3 846,6	3 616,6	7 533,0			
FONDS PUBLICS AFFECTES AUX PRETS	11 788,2	17 581,0	14 969,6	13 467,7	13 567,6	14 468,3	13 822,8	13 328,5	15 328,5	16 141,5	15 329,6	15 529,6	15 582,5	16 345,6			
SOLDE NET DES CREANCES ET ENGAGEMENTS ENTRE INSTITUTIONS FINANCIERES	-1 514,1	-4 254,5	2 532,5	87,5	-2 585,4	6 909,8	-1 234,7	-3 979,2	-1 943,2	-7 724,0	-4 730,7	-8 554,2	277,6	-2 353,0			
FONDS PROPRES	185 620,3	219 256,7	231 111,2	243 752,3	255 672,8	264 562,4	267 169,5	281 120,3	304 279,2	319 739,4	331 835,7	332 620,9	339 597,5	352 168,1			
AUTRES POSTES NETS	32 390,3	-8 225,1	-2 064,5	-19 303,4	-17 294,4	16 622,0	-32 654,5	-35 918,3	-44 234,4	-46 979,1	-65 980,7	-68 024,2	-50 996,5	-72 190,2			

ANNEXE 12 : EVOLUTION DES CREDITS DU SYSTEME BANCAIRE (en MBIF)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne mensuelle(1)
2009													
I. CREDITS A COURT TERME	199 168,7	195 625,1	201 614,8	198 918,2	199 155,1	202 664,7	206 250,8	204 761,6	213 755,6	216 243,3	217 351,1	211 498,8	205 584,0
- Mobilisation des créances commerciales	2 467,1	2 874,6	2 755,1	2 027,4	1 654,8	2 130,7	3 126,4	3 078,2	3 224,9	4 609,0	4 999,0	5 721,7	3 222,4
- Crédits à l'exportation	20 935,3	14 418,7	11 276,8	6 249,8	3 173,1	604,8	5 100,0	8 931,9	6 915,6	6 147,5	4 753,7	2 961,4	7 622,4
- Crédits à l'importation après expédition	803,7	510,0	990,9	1 063,8	967,2	1 106,7	1 575,5	1 292,7	1 705,8	1 180,8	1 747,4	1 946,3	1 240,9
- Crédits de trésorerie	174 962,6	177 821,8	186 592,0	189 577,2	193 360,0	198 822,5	196 448,9	191 458,8	201 909,3	204 306,0	205 851,0	200 869,4	193 498,3
II. CREDITS A MOYEN TERME	72 763,8	75 384,4	77 570,9	79 887,4	83 650,2	87 548,3	90 438,2	94 572,7	96 199,4	100 597,4	105 729,0	110 708,0	89 587,5
- Habitat	11 431,1	13 042,4	12 117,2	13 364,3	12 988,8	12 745,2	13 059,3	13 699,3	14 408,2	14 759,5	15 333,5	15 338,8	13 524,0
- Equipement	61 332,7	62 342,0	65 453,7	66 523,1	70 661,4	74 803,1	77 378,9	80 873,4	81 791,2	85 837,9	90 393,5	95 369,2	76 063,5
III. CREDITS A LONG TERME	7 580,7	7 855,2	7 783,1	8 134,7	8 234,7	8 501,8	8 750,1	8 852,7	9 057,6	9 039,3	9 437,7	9 194,8	8 535,2
- Habitat	6 639,2	6 811,3	6 861,3	7 215,9	7 327,5	7 600,6	7 852,0	8 068,9	8 278,9	8 330,7	8 812,8	8 684,9	7 707,0
- Equipement	941,5	1 043,9	921,8	918,8	907,2	901,2	898,1	783,8	778,7	708,6	624,9	509,9	828,2
TOTAL	279 513,2	278 864,7	286 968,8	286 940,3	291 040,0	298 714,8	305 439,1	308 187,0	319 012,6	325 880,0	332 517,8	331 401,6	303 706,7
2010													
I. CREDITS A COURT TERME	206 419,5	214 178,4	224 254,0	226 425,6	231 625,3	251 328,0	268 038,9	275 981,1	280 762,7	284 137,6	271 816,5	273 985,4	250 746,1
- Mobilisation des créances commerciales	6 935,2	6 756,4	6 959,6	7 372,6	7 654,5	7 699,6	7 427,5	7 833,1	7 820,8	7 443,7	6 715,8	6 432,4	7 254,3
- Crédits à l'exportation	1 190,4	822,8	516,0	40,4	86,8	4 612,3	27 566,7	31 312,4	26 935,0	25 691,9	20 585,7	11 832,6	12 599,4
- Crédits à l'importation après expédition	2 238,6	2 128,6	2 580,6	2 459,2	2 349,5	2 182,2	1 901,8	1 278,6	1 104,3	1 715,4	2 057,8	1 895,9	1 991,0
- Crédits de trésorerie	196 055,3	204 470,6	214 197,8	216 553,4	221 534,5	236 833,9	231 142,9	235 557,0	244 902,6	249 286,6	242 457,2	253 824,5	228 901,4
II. CREDITS A MOYEN TERME	110 537,5	112 083,0	113 587,0	118 776,0	119 755,6	126 186,2	126 363,4	130 447,5	134 366,5	133 992,7	143 641,2	142 867,4	126 050,3
- Habitat	15 624,8	16 252,1	17 043,6	17 702,0	17 989,5	19 470,5	20 124,5	21 008,0	21 316,9	22 569,9	22 186,8	36 563,9	20 654,4
- Equipement	94 912,7	95 830,9	96 543,4	101 074,0	101 766,1	106 715,7	106 238,9	109 439,5	113 049,6	111 422,8	121 454,4	106 303,5	105 396,0
III. CREDITS A LONG TERME	9 636,1	9 923,8	10 542,4	10 839,2	10 872,1	11 288,6	11 285,7	11 634,1	12 164,3	12 647,0	12 885,9	13 712,3	11 452,6
- Habitat	9 127,7	9 418,7	9 890,7	10 190,7	10 226,8	10 649,2	10 816,1	11 167,7	11 377,8	11 775,5	11 914,1	12 244,5	10 733,3
- Equipement	508,4	505,1	651,7	648,5	645,3	639,4	466,6	466,4	786,5	871,5	971,8	1 467,8	719,3
TOTAL	326 593,1	336 185,2	348 383,4	356 040,8	362 253,0	388 802,8	405 688,0	418 062,7	427 293,5	430 777,3	428 343,6	430 565,1	388 249,0
2011													
I. CREDITS A COURT TERME	277 861,4	283 784,1	290 735,0	294 745,6	310 203,3	334 697,2	349 911,3	369 963,5	377 047,4	391 476,1	396 803,9	390 864,4	339 007,8
- Mobilisation des créances commerciales	5 864,3	6 510,7	6 484,5	6 448,0	6 762,2	7 708,3	7 616,6	7 738,8	8 829,5	9 633,8	9 939,0	10 070,2	7 800,5
- Crédits à l'exportation	10 189,3	7 121,6	4 124,8	4 097,9	3 222,1	10 168,4	25 279,9	29 023,7	25 504,9	21 896,2	18 144,1	12 577,6	14 279,2
- Crédits à l'importation après expédition	2 041,5	2 079,1	2 657,3	2 737,4	3 038,2	2 816,0	2 407,4	2 472,4	1 452,2	1 689,6	1 484,2	1 824,6	2 225,0
- Crédits de trésorerie	259 766,3	268 072,7	277 468,4	281 462,3	297 180,8	314 004,5	314 607,4	330 728,6	341 260,8	358 256,5	367 236,6	366 392,0	314 703,1
II. CREDITS A MOYEN TERME	139 634,8	146 545,6	152 794,6	156 235,2	159 696,5	162 015,6	163 256,8	161 733,0	162 090,2	161 798,9	164 471,6	156 091,0	157 197,0
- Habitat	26 224,8	27 047,3	27 774,2	27 765,7	27 786,9	28 445,4	29 890,5	30 423,8	30 484,4	30 805,1	30 078,8	29 936,7	28 888,6
- Equipement	113 410,0	119 498,3	125 020,4	128 469,5	131 909,6	133 570,2	133 366,3	131 309,2	131 605,8	130 993,8	134 392,8	126 154,3	128 308,4
III. CREDITS A LONG TERME	14 172,8	14 890,7	15 468,8	15 596,7	15 872,5	18 556,8	20 290,1	19 297,1	19 578,6	20 306,5	20 442,6	24 627,6	18 258,4
- Habitat	12 663,2	12 940,2	13 537,7	13 427,8	13 644,3	13 912,4	15 298,2	14 236,9	14 330,9	14 508,1	14 627,8	16 356,2	14 123,6
- Equipement	1 509,6	1 950,5	1 931,1	2 168,9	2 228,2	4 644,4	4 991,9	5 060,2	5 247,7	5 798,4	5 814,8	8 271,4	4 134,8
TOTAL	431 669,0	445 220,4	458 998,4	466 577,5	485 772,3	515 269,6	533 488,2	550 993,6	558 716,2	573 581,5	581 718,1	571 583,0	514 463,2
2012													
I. CREDITS A COURT TERME	383 611,4	381 516,4	393 942,0	398 930,2	421 234,7	435 262,3	435 628,1	448 763,0	445 218,0	450 765,5	450 246,0	423 907,0	422 418,7
- Mobilisation des créances commerciales	11 728,4	11 160,8	10 915,0	11 889,7	12 241,8	11 814,7	12 418,0	12 063,4	12 247,4	11 328,5	11 267,2	8 670,6	11 478,8
- Crédits à l'exportation	8 814,7	6 329,7	4 275,4	3 554,4	7 700,9	13 069,5	17 701,4	28 929,9	23 044,8	16 832,5	11 872,9	10 386,6	12 709,4
- Crédits à l'importation après expédition	2 006,0	1 756,0	2 298,4	1 677,1	2 465,4	3 244,2	3 522,7	3 147,1	2 443,3	3 394,8	2 605,2	2 652,5	2 601,1
- Crédits de trésorerie	361 062,3	362 269,9	376 453,2	381 809,0	398 826,6	407 133,9	401 986,0	404 622,6	407 482,5	419 209,7	424 500,7	402 197,3	395 629,5
II. CREDITS A MOYEN TERME	159 597,7	162 759,9	163 396,1	164 809,2	167 920,9	178 509,2	177 947,3	177 031,2	174 680,3	177 016,8	178 105,1	183 667,0	172 120,1
- Habitat	30 415,0	29 688,8	30 552,4	30 886,3	31 031,0	32 286,1	31 725,3	32 549,1	32 547,9	32 421,1	33 176,2	32 498,1	31 648,1
- Equipement	129 182,7	133 071,1	132 843,7	133 922,9	136 889,9	146 223,1	146 222,0	144 482,1	142 132,4	144 595,7	144 928,9	151 168,9	140 472,0
III. CREDITS A LONG TERME	27 335,5	27 253,9	28 062,6	28 120,0	28 998,1	27 947,5	28 238,5	32 890,0	32 989,7	31 574,0	31 739,3	37 408,0	30 212,3
- Habitat	16 245,2	16 202,8	15 216,3	15 273,0	15 469,5	15 309,8	15 381,8	15 918,4	15 839,6	15 979,8	16 220,3	16 420,8	15 789,8
- Equipement	11 090,3	11 051,1	12 846,3	12 847,0	13 528,6	12 637,7	12 846,7	16 971,6	17 150,1	15 594,2	15 519,0	20 987,2	14 422,5
TOTAL	570 544,6	571 530,2	585 400,7	591 859,4	618 153,7	641 719,0	641 803,9	658 684,2	652 888,0	659 356,3	660 090,4	644 982,0	624 751,0
2013													
I. CREDITS A COURT TERME	431 267,9	436 028,5	453 607,8	446 419,5	448 974,1	453 208,7	437 998,8	443 958,4	452 634,9	443 475,2	441 633,0	432 913,2	443 510,0
- Mobilisation des créances commerciales	8 486,1	8 362,9	8 387,9	9 901,2	9 649,1	9 775,8	9 798,5	10 186,2	10 368,3	10 325,5	10 339,9	27 883,9	11 122,1
- Crédits à l'exportation	7 702,5	6 931,1	4 756,3	4 460,8	2 951,5	2 280,5	4 954,0	7 259,2	10 040,7	8 334,1	7 732,5	6 959,1	6 196,9
- Crédits à l'importation après expédition	3 022,8	3 183,3	3 363,9	3 380,1	3 297,8	3 173,9	3 021,5	3 298,3	3 400,7	2 815,9	2 608,4	3 893,5	3 205,0
- Crédits de trésorerie	412 056,5	417 551,2	437 099,7	428 677,4	433 075,7	437 978,5	420 224,8	423 214,7	428 825,2	421 999,7	420 952,2	394 176,7	422 986,0
II. CREDITS A MOYEN TERME	185 768,1	184 344,1	177 209,6	181 505,3	185 844,6	193 685,8	214 251,4	213 771					

ANNE 13 : TAUX D'INTERET MOYENS DEBITEURS APPLIQUES PAR LES BANQUES en p.c.par an

	2009		2010				2011				2012				2013			
	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
COURT TERME	16,7	16,2	16,0	15,8	15,8	15,5	15,8	15,6	15,8	16,1	16,5	16,6	16,9	16,9				
- Exportations	15,0	14,3	14,5	15,9	13,8	14,1	14,1	14,5	15,5	15,4	15,8	14,3	15,3	15,0				
- Importations	14,5	16,8	14,1	14,2	13,6	12,3	11,8	11,5	11,5	11,8	14,3	13,4	13,5	18,9				
- Trésorerie	16,8	16,3	15,9	15,8	16,0	15,6	15,6	15,7	15,9	16,2	16,5	16,7	17,1	17,0				
- Autres	16,4	16,2	17,4	16,1	15,9	15,1	15,9	15,7	15,2	15,5	16,7	15,8	16,0	15,8				
MOYEN TERME	16,0	15,2	14,9	14,8	14,8	14,9	14,7	14,7	14,7	14,7	14,7	14,8	14,9	14,9				
- Habitat	16,2	16,2	15,6	15,2	15,4	15,3	15,3	15,3	15,4	15,4	15,5	16,1	15,4	15,5				
- Equipement et divers	16,0	15,0	14,8	14,7	14,8	14,8	14,6	14,6	14,7	14,6	14,6	14,6	14,8	14,8				
LONG TERME	13,1	12,1	12,2	14,0	14,1	14,8	14,0	14,1	14,5	14,9	15,1	14,9	15,2	15,3				
- Habitat	10,7	11,1	11,3	13,6	13,2	13,3	13,3	13,1	13,3	13,2	13,1	13,5	13,2	13,8				
- Equipement et divers	17,8	16,3	17,2	16,3	15,0	14,5	14,2	14,5	14,9	15,3	15,6	15,6	15,6	15,5				
MOYENNE GENERALE	16,5	15,9	15,7	15,5	15,5	15,3	15,3	15,4	15,5	15,7	16,0	16,1	16,2	16,2				

ANNEXE 14 :TAUX D'INTERET MOYENS CREDITEURS APPLIQUES PAR LES BANQUES (en p,c, par an)

	2009	2010	2011				2012				2013			
	Décembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Septembre	Décembre
DEPOTS A VUE (1)	6,6	5,2	5,7	5,8	5,7	6,0	6,1	5,0	4,8	6,0	5,4	4,9	4,5	5,3
COMPTES SUR LIVRETS	7,0	7,0	7	7,1	7,1	7,1	7	7,3	7,3	7,2	7,2	7,2	7,2	7,2
DEPOTS A TERME	7,9	7,8	7,5	7,7	7,7	7,9	8,4	9,0	9,3	9,8	10,0	10,1	10,1	10,2
1 mois au plus	7,9	8,1	7,4	7,5	7,3	7,4	8,3	8,8	9,3	9,6	9,7	9,7	10,0	9,9
1 an au plus	7,9	7,5	7,3	7,4	7,6	7,9	8,1	9,0	9,3	9,8	10,1	10,1	10,2	10,4
2 ans au plus	6,9	9,0	9,0	9,4	8,6	9,6	9,6	9,7	9,8	10,2	10,6	11,1	10,7	10,9
plus de 2 ans	11,0	7,3	6,8	6,9	6,9	7,0	7,4	8,1	7,3	7,7	6,5	10,8	8,6	5,4
DEPOTS A PREAVIS	7,7	6,9	8,2	7,9	7,4	8,3	8,8	-	-	-	-	-	-	-
1 mois au plus	8,0	6,9	8,3	8,3	8,3	8,4	8,5	-	-	-	-	-	-	-
1 an au plus	7,6	-	8,1	8,1	8,4	8,4	9,2	-	-	-	-	-	-	-
2 ans au plus	-	-	-	-	4,0	-	-	-	-	-	-	-	-	-
plus de 2 ans	-	-	-	6,8	7,4	8,2	8,0	-	-	-	-	-	-	-
BONS DE CAISSE	9,4	8,7	8,9	10,0	10,2	10,2	9,3	11,1	10,9	11,2	11,1	10,3	10,8	10,6
1 mois au plus	9,7	9,7	9,0	10,2	10,3	10,4	9,5	11,5	10,1	11,5	11,5	11,5	11,5	11,5
1 an au plus	8,6	7,4	7,8	8,3	8,3	8,2	9,2	11,0	11,0	11,1	11,0	10,0	10,8	10,6
2 ans au plus	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
EPARGNE A LA SOURCE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
BONS D'EPARGNE	8,3	4,7	4,0	4,0	4,0	4,0	-	-	-	-	-	-	-	-
MOYENNE GENERALE	7,6	7,3	7,3	7,4	7,4	7,6	7,9	8,1	8,1	8,8	8,9	9,0	8,9	9,0

(1): Tous les dépôts à vue n'étant pas rémunérés, le taux moyen est calculé sur la base des seuls dépôts rémunérés

ANNEXE 15 :IMPORTATIONS PAR PRINCIPALES RUBRIQUES
V : en MBIF
Q : en T

Rubriques douanières	Dénomination des marchandises	2009		2010		2011		2012		2013	
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
02	Viandes	22	52.4	18	44.7	15	45.8	4	38.0	132	401.3
03	Poissons	74	172.0	408	462.2	1 273	1 546.6	2 279	2 774.3	3 027	3 787.7
04	Produits laitiers	833	1 691.3	1 091	2 247.5	1 767	5 238.6	1 826	3 338.3	1 632	3 015.6
07	Légumes	403	333.9	9 208	1 707.8	29 191	6 493.5	16 797	3 943.4	27 785	8 435.5
08	Fruits	55	27.3	37	33.1	45	53.2	77	79.2	132	111.7
100110	Froment et méteil	11 071	7 218.4	6 125	2 435.0	16 446	8 783.3	27 201	18 374.8	47 203	32 764.1
1006	Riz pour la consommation	3 192	9 532.4	10 412	8 587.3	8 833	6 222.9	17 961	13 197.0	17 734	45 448.5
1101	Farine de froment	3 557	1 797.2	7 205	3 524.4	4 194	2 970.3	5 818	5 079.9	1 064	956.1
1107	Malt	12 685	15 598.5	14 319	12 493.9	17 199	16 370.5	17 356	19 073.2	11 790	14 769.5
1209	Graines	7	213.9	16	358.3	17	549.2	11	38.0	27	98.7
1302	Sucs et extraits végétaux	15	1 046.8	31	1 752.3	31	1 559.6	45	2 417.1	27	1 676.8
1507 à 15	Huiles végétales	2 893	3 301.9	1 539	1 787.6	8 791	13 081.8	8 278	14 717.5	8 604	14 132.5
1517	Margarine	275	533.1	130	373.6	162	403.0	147	492.5	917	2 097.2
16	Préparations viandes et poissons	81	94.8	139	119.1	53	79.2	163	244.7	192	286.4
17019110-9910	Sucre cristallisé	5 901	5 735.4	13 564	15 257.7	9 825	12 369.5	11 036	16 288.2	10 172	11 324.2
190110	Préparations pour l'alimentation des enfants	120	288.5	21	99.2	86	286.5	139	276.2	97	497.2
1902	Pâtes alimentaires	234	142.3	3 134	150.9	127	126.2	520	423.7	557	650.8
190530	Biscuits	391	387.8	543	499.4	923	875.5	1 021	1 157.1	1 105	1 509.4
20	Préparations légumes et fruits	1 518	1 564.9	1 908	1 448.7	2 440	2 160.4	2 615	3 227.5	2 588	3 959.1
21	Préparations alimentaires diverses	1 072	3 812.8	995	2 025.9	886	3 167.3	1 247	3 647.0	1 572	6 381.1
2203	Bières	1 165	1 548.4	1 741	1 805.0	4 087	3 677.3	5 457	5 171.9	3 013	3 528.0
2204	Vins	163	340.3	164	439.0	545	1 062.5	412	1 037.4	414	1 359.0
2205	Vermouths	12	30.0	31	25.0	57	147.1	12	30.2	7	28.1
2207 à 08	Boissons spiritueuses	1 014	1 213.1	1 534	1 299.7	451	1 053.0	2 519	3 125.2	2 389	3 458.1
2401	Tabacs	496	1 109.5	557	2 065.6	524	2 280.8	691	3 674.6	802	4 844.5
2501	Sel	1 879	315.9	10 678	1 876.4	23 896	4 496.1	24 058	3 981.7	26 918	4 001.8
252329	Ciment portland	120 804	38 509.8	156 989	45 101.0	142 364	40 338.6	112 515	36 543.0	96 222	25 907.3
27100012	Essence d'avion et kérosène	16 856	19 956.3	4 576	5 289.4	3 309	5 363.6	9 548	7 091.9	7 785	16 297.3
27100014	Essence pour moteurs	16 028	18 072.8	37 169	46 166.6	38 426	78 512.9	48 811	99 736.6	46 994	102 081.3
27100022	Pétrole lampant	6 543	6 436.9	2 842	3 513.8	5 817	8 705.9	2 278	5 141.3	2 533	5 304.9
27100031	Gas oil et Fuel oil	23 751	24 704.1	49 247	61 041.5	65 299	101 907.5	49 281	99 403.0	57 648	112 505.7
27100033	Huiles de graissage et lubrifiants	917	1 520.8	4 080	5 115.3	7 575	8 268.3	5 303	8 295.4	16 575	29 983.8
2714 à 15	Asphaltes et mélanges bitumineux	3 381	4 753.3	2 645	3 365.3	9 656	26 395.5	2 491	9 423.1	2 979	4 346.2
28	Produits chimiques inorganiques	3 958	5 389.4	2 993	2 473.6	4 422	3 774.9	6 510	5 900.4	6 650	6 288.0
29	Produits chimiques organiques	375	2 577.0	592	1 620.7	442	3 140.9	487	2 282.1	793	3 854.9
30	Produits pharmaceutiques	2 643	37 671.1	3 962	49 498.8	3 166	64 859.3	3 589	74 935.3	4 217	89 972.7
31	Engrais	6 317	5 975.7	10 114	7 657.1	16 782	13 223.4	15 894	16 280.2	28 815	34 094.5
32	Matières colorantes	1 802	2 715.8	2 468	3 737.1	3 023	5 752.1	3 282	7 441.7	2 833	7 338.7
33	Produits de parfumerie	1 152	6 392.5	1 323	5 659.4	1 973	6 912.3	2 101	8 750.5	2 840	13 338.0
3401 à 3405	Savons et produits d'entretien	1 408	2 309.4	1 649	2 145.9	2 059	2 975.7	2 143	3 872.8	2 718	5 354.0
3605	Allumettes	15	11.4	32	25.1	55	68.6	96	152.8	70	79.6
37	Produits photographiques et cinématographiques	36	129.0	36	118.4	19	101.4	33	176.3	64	778.7
380810	Insecticides	57	361.4	31	124.1	-	-	1	0.3	7	2.0
380840	Désinfectants	42	177.5	13	45.8	-	-	-	-	-	-
39	Matières plastiques	4 014	8 550.1	5 806	11 593.0	7 249	16 930.1	9 027	23 063.7	10 773	31 303.7
4011- 4013	Chambres à air et pneumatiques	1 602	6 231.2	1 872	6 552.3	1 998	8 395.8	1 933	10 325.5	2 137	10 810.5
40	Autres ouvrages en caoutchouc	198	1 025.9	136	789.4	664	1 637.7	262	2 910.6	136	1 348.0
42	Ouvrages en cuir	286	289.1	272	307.7	357	516.7	199	456.4	316	966.4
44	Bois et ouvrages en bois	1 682	1 386.1	2 371	2 071.7	4 343	4 713.2	2 359	2 614.2	3 755	4 641.0
48	Papiers, cartons et ouvrages en carton	3 839	7 804.9	5 027	8 912.9	6 216	13 238.6	7 591	17 226.6	8 535	17 805.1
49	Livres, imprimés et images	628	4 102.6	540	5 732.2	890	6 515.7	1 206	18 482.4	831	10 072.4
5202	Tissus de rayonne (synthétiques continus)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5204 à 05	Déchets de coton	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5206 à 07	Fils de coton non conditionnés pour la vente	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5206 à 12	Fils de coton conditionnés pour la vente	325	773.4	282	613.6	94	349.8	158	751.5	183	999.2
5407 à 08	Tissus de coton	62	110.6	111	184.3	263	817.4	164	506.9	258	998.2
5509 à 10	Fils de fibres textiles synthétiques	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5512 à 16	Fibranne (synthétiques discontinus)	852	1 054.1	845	3 510.6	989	2 692.5	1 010	3 022.7	548	2 051.0
5601	Velours	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5801	Filets en forme pour la pêche	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
5903	Tissus imprégnés d'autres matières plastiques	11	8.5	1	17.1	13	155.8	10	97.3	14	66.7
61	Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie	328	559.5	634	895.6	1 087	4 278.9	870	4 100.9	636	4 373.2
62	Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	504	1 686.0	353	3 028.9	1 095	1 970.8	534	6 829.8	844	8 700.1
6308 à 10	Fripierie	2 289	2 240.6	3 913	3 651.5	6 172	6 603.6	8 372	8 938.1	8 055	9 153.4
64	Chaussures	1 162	959.8	1 519	3 724.1	2 532	8 012.7	1 878	3 429.1	2 272	6 420.8
68	Ouvrages en pierres, plâtre et ciment	450	419.5	1 239	2 078.9	3 774	7 236.8	2 293	3 535.8	435	1 091.8
69	Produits céramiques	7 112	3 562.9	8 966	4 501.5	12 123	7 281.7	10 925	8 082.9	9 151	5 767.0
701098	Bouteilles	4 618	4 557.1	3 202	2 560.3	9 318	7 135.7	9 991	8 455.8	12 240	11 803.6
70	Autres articles en verre	2 834	2 123.4	2 042	1 671.8	6 296	3 043.9	2 667	3 267.0	3 067	2 810.9
72	Fonte, fer et acier	17 938	19 786.5	28 669	33 048.8	35 353	48 086.3	33 699	50 035.8	36 636	47 656.0
73	Ouvrages en fonte, fer et acier	6 861	15 134.0	9 682	15 915.5	12 140	27 690.1	11 659	30 207.8	9 579	21 860.6
76	Ouvrages en aluminium	564	950.0	588	1 338.5	1 912	5 104.0	1 363	4 308.3	670	3 459.0
82013010	Houes	599	737.1	797	229.7	1 211	52.4	572	917.7	552	820.4
8201 à 07	Outils divers	401	902.1	187	1 228.7	32	2 956.4	538	1 424.9	405	2 062.5
8212	Rasoirs et leurs lames	28	162.4	73	402.3	44	120.9	67	361.2	85	173.9
8301	Serrures, verrous et cadenas	153	292.4	353	404.9	506	1 255.8	299	587.4	470	1 081.5
8307	Articles de lampisterie	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
83	Autres ouvrages en métaux communs	1 247	3 807.4	1 721	3 509.4	1 513	4 949.2	1 393	4 987.0	1 164	4 081.4
84	Engins mécaniques et pièces de rechange	3 087	33 101.6	3 745	33 087.1	6 154	75 244.4	5 130	68 410.6	4 328	91 773.7
8501	Générateurs et transformateurs	83	429.4	81	333.3	253	3 243.2	177	8 659.7	90	1 786.2
8506 à 07	Piles et accumulateurs électriques	1 364	2 799.2	1 240	3 323.7	2 634	5 591.1	1 733	6 590.7	1 088	5 808.0
8525 à 29	Appareils de radio	980	23 190.0	645	7 448.7	612	6 764.5	476	4 275.7	441	4 450.4
85	Autres appareils électriques	2 431	28 816.0	2 608	34 215.2	4 103	51 957.7	4 182	57 343.1	4 077	72 510.4
8701	Tracteurs	55	394.5	127	581.0	550	3 243.4	160	792.2	89	960.8
870231 à 03	Voitures automobiles	4 515	16 375.0	7 003	36 166.4	5 423	21 308.2	4 334	25 914.7	4 850	55 836.7
8704	Camions	2 420	7 799.8	2 780	10 393.6	2 788	8 957.8	2 342	18 096.9	1 517	14 244.2
8708	Pièces de rechange pour véhicules	864	6 730.2	1 012	9 200.2	908	9 269.7	824	10 212.0	1 190	28 144.4
8711 à 14	Vélos, motos et leurs pièces	1 290	5 231.3	2 032	8 427.2	2 030	7 573.8	2 011	8 593.6	2 193	9 090.3
87	Autres véhicules et pièces	410	815.2	463	1 393.6	731	2 171.5	920	3 820.6	642	3 322.5
90	Appareils d'optique, photo et cinéma	405	5 918.9	735	13 196.2	803	17 551.8	682	16 230.1	717	18 047.3
92	Instruments de musique, d'enregistrement	23	34.1	11	172.9	62	124.7	56	532.3	62	142.2
9401 à 04	Mobilier et literie	1 373	3 084.8	2 382	6 805.2	3 454	8 751.8	2 702	9 856.1	2 031	9 261.8
95	Jouets et articles de sport	161	1 081.8	156	473.7	181	677.1	261	1 174.6	226	1 142.3
9603	Brosses, pinceaux, balais	100	175.0	148	374.6	191	325.0	175	227.0	241	336.8
9608	stylographes, crayons et craies	111	204.0	79	165.5	114	406.7	114	442.0	118	455.1
9610	Ardoises et tableaux pour l'écriture	48	81.8	48	73.9	75	114.8	90	214.4	72	130.0
	Tous autres articles (1)	17 970	33 581.8	22 182	36 345.9	96 289	72 432.1	155 887	112 464.7	221 715	104 317.6
TOTAL		353 490									

ANNEXE 16: STRUCTURE DES IMPORTATIONS (en million de BIF et en Tonnes)

Structure	Période	2006		2007		2008		2009		2010		2011		2012		2013	
		V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q
I. BIENS DE PRODUCTION:		146 495.6	198 234	157 755.1	194 682	211 971.0	216 428	206 922.7	260 621	278 822.4	362 883.0	457 743.5	483 150	497 552.4	485 579	546 032.0	529 314
10. Métallurgie		32 007.1	14 502	22 887.5	18 542	23 343.9	15 756	19 198.2	17 088	27 967.8	26 285	48 834.3	35 634	52 560.8	34 428	53 266.7	39 756
11. Agriculture et élevage		5 979.1	7 175	3 901.9	3 621	6 346.0	5 335	8 448.0	6 975	8 614.2	12 668	21 025.1	36 732	31 833.2	24 466	41 720.3	35 006
12. Alimentation		15 374.6	25 232	30 341.6	28 791	17 745.0	17 412	35 512.7	28 441	32 374.0	41 891	50 243.8	58 703	73 650.9	77 575	74 475.8	82 791
13. Textile		190.1	98	35.0	33	111.7	53	511.0	127	321.9	47	634.6	113	1 466.9	141	1 061.4	90
14. Construction		19 966.3	80 270	22 508.0	74 419	38 697.9	95 096	48 609.4	133 666	60 057.5	159 066	92 724.3	209 906	83 715.4	218 800	51 639.4	217 646
15. Bois		1 000.9	1 559	986.1	1 135	1 395.0	1 398	1 024.0	1 343	1 905.6	3 092	4 303.6	3 972	2 008.0	2 072	3 485.9	3 465
16. Papier		288.5	261	107.8	139	241.2	239	293.6	256	377.2	714	566.0	611	342.9	325	374.5	278
17. Cuir		14.9	13	40.1	28	3.3	4	47.3	44	47.7	42	26.8	25	42.8	25	2.8	2
18. Autres biens de production:		71 674.1	69 124	76 947.1	67 974	124 087.0	81 135	93 278.5	72 681	147 156.5	119 078.0	239 385.0	137 454	251 931.5	127 747	320 005.2	150 280
180.Chimiques		4 478.7	2 912	4 190.8	2 305	5 934.3	3 636	9 435.7	4 431	5 935.7	8 016	13 049.3	6 153	15 777.0	8 142	18 352.7	8 240
181.Combustibles solides		2.8	1	-	-	-	-	1.4	1	46.3	83	8.5	18	35.8	92	80.5	23
182. Huiles minérales		59 211.8	63 006	63 497.0	62 624	107 550.1	74 489	70 557.1	64 044	121 126.6	97 911	206 800.3	123 106	206 711.2	109 234	265 371.2	131 105
183. Autres		7 980.8	3 205	9 259.3	3 045	10 602.6	3 011	13 284.3	4 205	20 047.9	13 068	19 526.9	8 177	29 407.5	10 279	36 200.8	10 912
II. BIENS D'EQUIPEMENT:		158 909.5	32 769	89 159.6	17 974	130 118.2	20 189	143 762.1	23 446	168 259.9	38 625.0	227 973.6	36 588	243 885.6	29 233	318 511.5	27 162
20. Chaudières,engins mécaniques		18 712.7	2 006	16 876.1	1 639	47 579.8	4 055	33 466.2	3 164	45 585.8	11 381	84 047.4	7 554	94 428.9	7 697	121 257.9	6 663
21. Pièces et outillages		18 563.1	11 053	7 228.2	5 013	10 757.9	5 193	15 567.6	6 784	11 064.3	7 209	19 509.1	9 793	15 553.6	8 249	14 195.3	8 152
22. Matériel électrique		25 803.7	7 232	14 706.0	2 527	28 229.1	3 425	54 489.7	4 656	44 948.0	5 420	60 044.9	5 626	52 870.2	3 521	56 575.9	2 724
23. Tracteurs,véhicules et engins/ transport		64 369.3	11 698	43 534.6	8 032	34 092.8	6 818	33 792.7	8 068	53 484.8	12 366	45 493.5	10 115	60 922.0	8 483	106 117.0	8 600
24. Autres biens d'équipement		31 460.7	780	6 814.7	763	9 458.6	698	6 445.9	774	13 177.0	2 249	18 878.7	3 500	20 110.9	1 283	20 365.4	1 023
III. BIENS DE CONSOMMATION:		137 106.0	77 923	99 185.5	65 631	135 692.1	70 866	144 143.8	69 423	179 189.0	93 190.0	267 135.4	162 052	342 615.6	190 536	396 646.1	252 601
30. Durables:		70 627.7	27 790	36 028.5	19 000	55 130.0	26 306	54 489.6	24 338	87 658.8	34 658.0	113 714.5	45 961	135 146.7	38 862	140 108.0	99 555
300. Textiles		12 662.2	6 584	11 026.9	4 592	14 346.6	7 633	17 716.8	5 375	29 581.2	16 077	32 486.9	15 398	35 937.7	13 430	51 470.3	75 965
301. Véhicules		5 080.2	1 659	4 442.6	1 508	7 464.2	1 832	6 030.4	1 716	12 843.3	4 150	8 216.2	2 476	10 104.3	2 615	10 317.1	2 566
302 .Autres		52 885.3	19 547	20 559.0	12 900	33 319.2	16 841	30 742.4	17 247	45 234.3	14 431	73 011.4	28 087	89 104.7	22 817	78 320.6	21 024
31. Non durables:		66 478.3	50 133	63 157.0	46 631	80 562.1	44 560	89 654.2	45 085	91 530.2	58 532.0	153 420.9	116 091	207 468.9	151 674	256 538.1	153 046
310. Alimentaires		27 512.2	36 809	26 920.8	40 055	31 451.8	36 029	35 001.4	40 163	31 710.1	43 758	60 408.7	101 426	91 170.5	134 627	128 936.9	133 698
311. Pharmaceutiques		28 983.9	1 577	27 013.7	1 816	36 538.6	2 032	40 662.3	1 137	43 181.3	3 784	65 261.7	3 191	74 528.9	3 527	90 069.2	4 226
312. Autres		9 982.2	11 747	9 222.5	4 760	12 571.7	6 499	13 990.5	3 785	16 638.8	10 990	27 750.5	11 474	41 769.5	13 520	37 532.0	15 122
TOTAL		442 511.1	308 926	346 100.2	278 287	477 781.3	307 483	494 828.6	353 490	626 271.3	494 698.0	952 852.5	681 790	1 084 053.6	705 348	1 261 189.6	809 077

ANNEXE 17 : IMPORTATIONS PAR PAYS DE PROVENANCE

V : en MBIF
Q : en tonnes (poids net)

	2008		2009		2010		2011		2012		2013	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
I. EUROPE	26 749	141 017.6	28 481	137 451.6	29 122	138 093.6	59 434	246 384.1	70 973	284 135.4	73 969	273 717.8
1. Union Européenne	25 878	138 708.1	26 358	132 976.1	24 264	129 098.6	48 964	230 060.6	48 486	242 032.2	42 769	238 103.6
Belgique-Luxembourg	11 323	61 033.0	11 653	56 185.2	11 921	59 967.3	18 942	86 583.1	19 193	109 260.9	15 114	99 067.7
Allemagne	957	23 900.3	913	7 450.0	1 054	7 923.8	4 555	30 078.8	2 434	21 921.8	2 369	32 839.8
France	2 722	26 423.6	2 485	21 114.6	2 419	29 948.3	4 723	40 628.5	7 285	36 712.2	3 269	30 596.8
Royaume-Uni	2 005	4 974.8	2 617	4 787.2	1 363	6 369.4	6 843	20 818.0	2 237	9 501.6	8 254	8 316.5
Italie	6 106	7 530.6	3 028	15 799.9	3 103	6 618.6	7 246	12 601.2	9 140	18 859.7	7 624	15 063.5
Pays-Bas	1 282	5 894.0	1 470	4 995.3	1 970	5 142.0	2 342	7 610.3	3 321	12 351.8	3 794	33 080.6
Danemark	608	4 592.8	954	10 340.5	221	7 753.8	1 645	23 410.5	683	12 328.9	783	13 171.2
Irlande	1	119.8			6	231.0	20	15.0	50	223.4	13	47.3
Espagne	492	3 164.9	216	1 229.7	101	560.8	336	1 271.5	299	2 676.2	158	811.6
Grèce	21	125.9	53	669.1	23	65.8	25	130.9	31	278.9	72	1 363.5
Portugal	-	-	135	636.7	-	-	4	55.9	834	6 175.6	24	430.9
Autres pays de l'U.E.(1)	361	948.4	2 834	9 767.9	2 083	4 517.8	2 283	6 856.9	2 979	11 741.2	1 295	3 314.2
2. AUTRES	871	2 309.5	2 123	4 475.5	4 858	8 995.0	10 470	16 323.5	22 487	42 103.2	31 200	35 614.2
Suisse	220	1 479.4	767	2 300.6	597	3 850.2	4 620	9 289.3	6 927	15 468.2	4 040	9 343.2
Rép. Tchèque	-	-			6	96.1	-	-	277	1 721.7	4	125.7
Russie	312	355.3	733	746.2	2 082	2 533.9	450	432.1	1 160	1 345.2	6 983	4 389.1
Roumanie	43	137.6	18	97.2	28	103.3	29	99.8	38	151.8	33	73.4
Autres pays d'Europe	296	337.2	605	1 331.5	2 145	2 411.5	5 371	6 502.3	14 085	23 416.3	20 140	21 682.8
II. ASIE	109 525	196 453.0	96 491	190 746.7	153 858	293 905.3	189 624	376 761.6	178 089	400 893.8	254 167	497 193.8
Japon	4 419	19 617.5	2 418	18 027.8	12 616	47 035.0	8 467	26 443.1	4 473	25 756.4	7 191	28 270.4
Iran	991	1 599.2	1 346	3 793.1	52	91.4	2 467	3 769.4	771	1 080.8	506	670.8
Rép. Pop. de Chine	12 861	28 646.4	14 774	41 117.9	21 456	62 739.3	30 431	79 428.3	47 786	98 928.4	48 933	107 991.7
Union Indienne	6 362	20 085.7	6 917	24 255.5	8 128	31 712.5	20 849	51 979.9	29 244	86 076.4	41 629	137 238.0
Corée du Sud	153	844.5	356	1 217.6	267	771.8	258	1 163.7	251	1 140.2	486	1 921.5
Hong-Kong	137	877.1	65	3 687.1	64	2 183.5	137	2 126.2	122	1 528.7	103	2 025.3
Corée du Nord	37	83.3	118	576.8	173	488.0	32	116.0	43	219.3	33	211.6
Taiwan	6	20.7	13	47.2	16	93.5	97	125.2	70	313.5	26	218.6
Bangladesh	75	285.6	37	142.8	75	173.3	18	49.7	11	68.4	21	87.4
Pakistan	435	439.6	1 164	2 291.0	132	139.0	12 225	1 945.7	6 244	4 593.8	399	562.0
Arabie Saoudite	68 369	100 469.6	46 175	67 168.1	88 701	115 270.9	80 314	139 919.6	65 151	122 453.3	65 120	133 192.0
Autres pays d'Asie	15 680	23 483.8	23 108	28 421.8	22 178	33 207.1	34 329	69 694.8	23 923	58 734.6	89 720	84 804.5
III. AFRIQUE	167 998	133 170.5	217 010	149 294.7	303 748	181 836.3	403 858	276 610.9	420 779	338 738.5	456 631	420 291.6
R.D.C	46	360.3	248	784.8	349	996.8	5 184	6 680.2	4 932	7 364.3	4 089	6 059.8
Tanzanie	31 728	19 957.7	41 961	22 191.9	80 645	33 246.9	134 046	60 983.1	118 300	69 939.5	186 718	123 582.9
Kenya	24 766	35 881.4	28 711	41 701.0	32 158	38 088.3	51 610	57 972.1	65 404	65 423.5	57 272	93 381.4
Djibouti	-	-			118	340.9	15	23.3	72	403.5	50	529.0
Rwanda	5 283	3 733.2	3 230	2 225.3	9 807	3 094.0	25 962	7 578.5	45 872	15 393.4	58 537	24 178.7
Ouganda	81 156	40 869.8	85 017	40 703.9	60 096	35 526.7	66 941	52 315.4	70 643	61 642.3	95 237	90 684.3
Zambie	12 432	8 050.4	31 249	13 916.5	101 272	42 711.8	92 291	44 634.2	83 714	49 560.3	24 669	18 426.9
Zimbabwe	121	192.9	109	193.3	72	153.3	106	224.0	36	86.9	127	397.7
R.S.A.(2)	4 107	12 346.8	3 266	7 006.3	5 244	9 841.6	12 566	23 603.0	18 794	42 211.3	15 092	33 934.4
Autres pays d'Afrique	8 359	11 778.0	23 219	20 571.7	13 987	17 836.0	15 137	22 597.1	13 012	26 713.5	14 840	29 116.5
IV. AMERIQUE	3 160	6 741.8	11 657	16 601.8	7 621	9 796.6	27 668	48 559.5	33 835	57 196.3	13 667	59 503.3
Etats-Unis	390	2 886.7	5 005	9 366.4	5 981	6 801.1	19 042	40 973.3	19 722	44 036.0	8 529	54 518.6
Canada	2 710	3 329.1	6 551	6 408.5	1 420	2 401.7	1 405	2 242.5	8 246	6 822.7	4 022	3 494.4
Autres pays d'Amérique	60	526.0	101	826.9	220	593.8	7 221	5 343.7	5 867	6 337.6	1 116	1 490.3
V. OCEANIE	52	397.9	98	733.9	638	2 630.3	1 205	4 534.5	1 672	3 089.6	10 643	10 475.9
Australie	1	286.8	11	389.5	54	58.7	91	401.8	246	487.8	9 068	6 402.7
Nouvelle Zélande	51	111.1	87	344.4	584	2 571.6	1 114	4 132.7	1 426	2 601.8	1 575	4 073.2
Pitcairn												
VI. DIVERS	...	0.2	-	-	...	9.2	1	1.9	-	-	-	7.1
TOTAL	307 484	477 781.0	353 737	494 828.7	494 987	626 271.3	681 790	952 852.5	705 348	1 084 053.6	809 077	1 261 189.5

(1): y compris les données relatives aux importations en provenance de l'Autriche et de la Suède à partir de Janvier 1995

(2): R.S.A: République d'Afrique du Sud

Source : Office Burundais des Recettes.

ANNEXE 18 : STRUCTURE DES EXPORTATIONS (*)

Q: en T (poids net)

V: en MBIF

	2009		2010		2011		2012		2013	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
PRODUITS PRIMAIRES	29 537	76 174.1	33 338	118 309.5	31 453	144 463.8	37 987	174 112.7	32 511	100 965.0
café marchand	17 114	48 733.0	20 661	85 814.3	17 447	95 281.9	23 309	100 998.7	11 844	44 529.8
coton	1 794	2 344.7	860	1 827.9	164	482.3	-	-	856	2 182.7
peaux brutes	2 273	2 335.1	3 019	3 994.5	3 090	7 714.9	3 272	9 552.4	2 020	3 991.5
thé	6 293	18 945.6	7 139	21 919.5	7 953	26 839.0	8 684	36 643.4	8 775	32 495.1
animaux vivants	0.6	-	-	-	-	1	0.9	1	5.3
poissons vivants	11	279.9	-	-	-	-	27	141.6	146	185.8
plantes vivantes	59	67.4	47	54.3	76	110.3	46	54.3	51	55.3
riz	10	65.2	-	-	-	-	-	-	-	-
écorces de quinquina	226	352.2	85	114.9	54	56.1	49	95.5	22	76.8
tabacs en feuilles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
autres	1 757	3 050.4	1 527	4 584.1	2 669	13 979.3	2 599	26 625.9	8 796	17 442.7
PRODUITS MANUFACTURES	8 269	7 987.3	5 660	6 287.0	16 023	11 886.6	14 313	20 190.9	24 695	40 434.9
couvertures			-	-	-	-				
limonades, eaux gazeuses	17	12.5	...	3.8	-	-	122.0	54.1	19	9.3
bouteilles en verre foncé	-	0.1	33	8.1	1	-	148	445.9	89	137.5
bières	2 959	1 596.4	3 700	2 222.4	6 459	2 802.0	5 548	3 837.7	5 790	4 253.9
cigarettes	267	1 773.6	239	1 685.4	225	1 646.3	468	4 002.3	546	6 367.6
chaussures										
tissus en coton	3	14.5	20	42.9	-	-	-	-	57	491.7
plaques en caoutchouc					-	-	-	-	-	-
sucré cristallisé	3 000	2 210.7	-	-	-	-	-	-	-	-
savons de ménage	1 301	1 625.5	1 289	1 600.4	4 040	5 231.8	5 571	7 987.1	8 074	12 309.0
autres (1)	722	754.0	379	724.0	5 298	2 206.5	2 456	3 863.8	10 120	16 865.9
TOTAL	37 806	84 161.4	38 998	124 596.5	47 476	156 350.4	52 300	194 303.6	57 206	141 399.9

(*) : FOB Bujumbura.

ANNEXE 19 : EXPORTATIONS PAR PAYS DE DESTINATION (*)

V : en MBIF

Q : en T (poids net)

	2009		2010		2011		2012		2013	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
I. EUROPE	14 704	46 993.0	19 840	82 380.6	17 766	102 824.3	22 882	111 223.0	11 893.3	49 757.8
1. Union Européenne	6 002	25 494.1	10 144	43 063.5	9 843	59 915.0	11 969	64 093.1	5 306.0	25 764.8
Belgique	2 908	7 837.4	3 561	14 278.2	3 164	21 666.3	2 006	14 448.9	1 122	6 635.8
Allemagne	1 372	3 811.4	759	2 846.3	856	3 945.8	2 279	10 102.9	1 001	4 058.4
France	338	846.2	183	618.3	491	1 831.9	167	571.0	251	991.2
Royaume-Uni	2 453	7 598.5	5 109	22 705.3	4 459	26 203.0	5 045	25 033.8	2 056	8 233.4
Italie	111	653.2	188	1 441.1	318	2 492.1	1 063	3 887.2	602	3 130.9
Pays-Bas	456	1 227.0	287	799.8	324	1 022.2	242	1 379.1	159	2 076.6
U.E. (1)	1 267	3 502.0	45	305.4	224	2 438.8	1 167	8 626.4	115	638.5
2. Autres	8 702	21 498.9	9 696	39 317.1	7 923	42 909.3	10 913	47 129.9	6 587.3	23 993.0
Russie	251	696.1	38	176.5	-	-	107	757.2	52	290.6
Suède			...	0.5	36	122.1			0.3	5.0
Suisse	8 451	20 802.8	9 658	39 140.1	7 887	42 787.2	10 806	46 372.7	6 535	23 697.4
II. ASIE	5 654	14 536.1	7 524	25 355.2	5 495	23 033.3	7 348	33 901.3	8 880.0	34 029.2
Japon	38	106.7	24	17.9	-	-	44	381.6	27	344.1
Union des Emirats Arabes	480	366.3	188	132.1	58	68.3	47	69.6	757	280.8
Thaïlande									2	15.3
Oman	637	1 911.5	714	2 192.0	827	2 749.3	935	5 032.2	888	3 266.3
Jordanie										
Singapour	393	1 078.3	1 811	8 746.8	218	1 515.6	912	4 368.7	1 873	7 514.5
Chine	1 022	1 799.6	940	2 885.4	235	4 690.6	1 034	9 495.1	890	6 043.5
Inde			85	153.4	180	590.0	33	135.6	56	176.6
Pakistan	3 066	9 221.4	3 570	10 959.8	3 977	13 419.5	4 341	14 350.5	4 387	16 247.5
Autres pays							2	67.1		140.6
III. AFRIQUE	11 884	14 663.7	11 150	15 096.7	23 801	27 933.4	21 844	48 076.3	36 169.0	55 916.7
RDC(2)	3 475	2 824.3	4 249	3 175.4	7 906	5 065.0	9 050	14 300.8	16 577	18 572.4
Tanzanie	1 282	824.8	244	340.7	227	177.2	1 322	1 857.0	3 271	3 768.0
Kenya	475	488.3	1 762	1 865.9	1 967	4 939.6	1 579	4 294.2	1 106	1 155.2
Rwanda	4 020	3 795.3	2 260	2 033.3	9 958	6 345.1	4 097	6 140.6	10 789	12 585.6
Zambie			19	79.3	1	4.8	5	45.8	13	150.4
Ouganda	1 133	2 313.7	831	2 122.3	1 744	4 636.6	3 422	10 837.5	1 966	8 995.0
République Sud-Africaine	24	6.4	-	-	10	55.4	116	1 254.2	44	185.4
Egypte	1 475	4 410.9	1 785	5 479.8	1 988	6 709.7	2 171	9 160.9	2 194	8 123.8
Autres pays							82	185.3	209	2380.9
IV. AMERIQUE	584	1 323.1	2	1.8	136	903.2	194	834.1	184.0	1 367.7
Etats-Unis	215	506.2	...	0.2	116	764.1	117	718.1	157	1 249.1
Canada	369	816.9	2	1.6	20.0	139.1	77	116.0	27.0	118.6
V. OCEANIE	-	-	22	120	112	1 104	3	85.6	19.0	183.0
Australie	-	-	22	119.9	112	1 104.1	3	85.6	19	183.0
VI. DIVERS	3 526	6 645.6	460	1 642.3	166	552.1	29	183.3	61	145.4
TOTAL	36 352	84 161.5	38 998	124 596.5	47 476	156 350.4	52 300	194 303.6	57 206	141 399.8

(*) : FOB Bujumbura.

ANNEXE 20: REPARTITION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR (EN POURCENTAGE)

	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		TOTAL DES ECHANGES	
	2 012	2 013	2 012	2 013	2 012	2 013
EUROPE	26.2	21.7	57.4	35.3	30.9	23.1
<i>Union Européenne</i>	22.3	18.9	28.6	18.3	23.3	18.2
dont :						
Belgique	10.1	7.9	7.4	4.9	9.7	7.6
Allemagne	2.0	2.6	5.2	2.8	2.5	2.6
France	3.4	2.4	0.3	0.7	2.9	2.3
Pays-Bas	1.1	2.6	0.7	1.4	1.1	2.5
Italie	1.7	1.2	2.0	2.2	1.8	1.3
Royaume-Uni	0.9	0.7	12.9	5.8	2.7	1.2
<i>AUTRES</i>	3.9	2.8	28.7	17.4	7.7	4.3
dont :						
Suisse	1.4	0.7	23.9	16.6	4.8	2.4
Russie	0.1	0.3	0.4	0.2	0.2	0.3
ASIE	37.2	39.4	17.4	24	34.2	37.9
dont :						
Arabie Saoudite	11.3	10.6	0.0	0	9.6	9.5
Japon	2.4	2.2	0.2	0.2	2.0	2
Chine	9.3	8.7	1.0	4.2	8.0	8.3
Inde	7.9	10.7	0.1	0.1	6.7	9.6
Pakistan	0.4	0	7.4	11.4	1.5	1.2
Singapour	0.0	0	2.2	5.4	0.3	0.5
AFRIQUE	31.0	33.4	22.5	39.6	29.7	34.0
dont :						
R.D .C (1)	0.7	0.5	7.4	13	1.7	1.8
Rwanda	1.4	1.9	3.2	8.9	1.7	2.6
Kenya	6.0	7.4	2.2	0.9	5.5	6.7
Tanzanie	6.5	9.8	1.0	2.7	5.6	9.1
Zambie	4.6	1.5	0.0	0.1	3.9	1.3
R.S.A.(2)	3.9	2.7	0.6	0.2	3.4	2.4
Ouganda	5.7	7.2	5.6	6.3	5.7	7.1
Egypte	0.0	0	4.7	5.7	0.7	0.6
AMERIQUE	5.3	4.7	0.4	1.1	4.5	4.3
dont Etats-Unis	4.1	4.3	0.4	0.9	3.5	4
AUTRES NON SPECIFIES	0.3	0.8	2.2	0	0.6	0.7
TOTAL	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0

(1): République Démocratique du Congo

(2): République d'Afrique du Sud

Source: BRB

ANNEXE 21 : POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU BURUNDI (en millions de BIF)

	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Position extérieure nette	-1 262 378.1	-1 395 520.5	-1 348 418.5	-364 961.7	-396 145.8	-539 290.0	-750 441.5	-983 479.7
Avoirs	247 285.8	352 083.9	569 507.0	674 103.7	739 716.9	790 002.7	936 867.0	1 026 380.9
Investissements directs à l'étranger	1 008.0	1 046.0	3 058.4	3 747.9	3 747.9	3 747.9	3 747.9	4 007.2
Investissements de portefeuille			0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres investissements	113 572.8	150 609.9	237 321.5	272 877.8	326 497.7	383 853.5	455 748.5	527 043.2
crédits commerciaux	39 048.0	50 237.0	109 012.0	113 882.1	160 348.0	207 359.2	259 841.3	322 405.3
Monnaie fiduciaire et dépôts	74 464.8	98 300.9	125 768.9	155 769.0	162 923.0	173 267.6	192 680.5	201 411.2
Autres avoirs	60.0	2 072.0	2 540.6	3 226.7	3 226.7	3 226.7	3 226.7	3 226.7
Avoirs de réserve	132 705.0	200 428.0	329 127.1	397 478.0	409 471.3	402 401.3	477 370.6	495 330.5
Engagements	1 509 663.9	1 747 604.4	1 917 925.5	1 039 065.4	1 135 862.7	1 329 292.7	1 687 308.5	2 009 860.6
Investissements directs de l'étranger dans l'économie	719.0	1 260.2	15 053.5	15 482.5	16 443.2	20 674.4	21 547.0	32 253.5
Investissements de portefeuille	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Produits financiers dérivés	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres investissements	1 508 944.9	1 746 344.2	1 902 872.0	1 023 582.9	1 119 419.5	1 308 618.3	1 665 761.5	1 977 607.1
Crédits commerciaux	57 504.0	52 880.0	122 047.2	275 301.3	399 455.6	560 696.9	745 951.4	1 021 407.4
Prêts	1 423 680.9	1 662 222.2	1 743 052.0	709 089.7	680 339.2	707 977.6	879 706.3	909 626.5
Autorités monétaires	82 878.0	109 830.0	145 084.0	111 460.1	135 170.2	172 860.5	209 053.2	204 129.9
Administrations publiques	1 325 323.9	1 530 543.0	1 567 958.6	561 392.0	494 683.4	485 081.1	607 681.4	615 707.7
Banques	15 479.0	21 849.2	30 009.4	36 237.6	50 485.6	50 036.0	62 971.7	89 788.9
Autres secteurs	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Monnaie fiduciaire et dépôts	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres engagements	27 760.0	31 242.0	37 772.8	39 191.9	39 624.7	39 943.8	40 103.8	46 573.2